



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 18 décembre 2019**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la session du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Quelques informations avant de débiter. Montpellier Méditerranée Métropole a reçu le 17 décembre le label Terre de Jeux 2024 remis par le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024. Il s'agit d'une coopération entre Montpellier, Millau et Sète.

Deuxième point : la remise des prix du trophée Taurin 3M aura lieu le vendredi 7 février 2020 à 19 heures sur la commune de Castries.

Enfin, le prochain Conseil de Métropole se tiendra le 5 février 2020 à 18 heures. Il sera présidé par Jackie GALABRUN-BOULBES, première Vice-Présidente.

Vous avez sur les tables plusieurs flyers et dépliants : les dimanches de l'Écusson, Soulages, Centre-ville le Mag.

Je vais proposer à Mademoiselle BODKIN de nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer. Nous passons à l'approbation de l'ordre du jour.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 18 DÉCEMBRE 2019

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 108 affaires avec une petite modification qui concerne l'affaire 12 où un certain nombre d'erreurs techniques, de coquilles d'imprimerie, se sont glissées dans le texte. Nous avons donc mis le texte véritable et corrigé sur les tables.

Intervention hors micro d'une personne en tribune.

Monsieur le Président

Je fais voter l'ordre du jour et je vous donne la parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

Pour : 79 voix.

Allez-y.

Intervention hors micro du représentant du personnel d'Urbaser.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Je m'adresse à mes collègues : si je me suis permis de donner la parole au représentant du personnel d'Urbaser, c'est parce que je connais les problématiques que l'arrêt du relevage de déchets dans les communes engendre. D'ailleurs, plusieurs Maires parmi vous ont interpellé l'entreprise, m'ont interpellé et ont interpellé Valérie BARTHAS. Je préférerais donc que ce débat se passe de façon démocratique, aux yeux de tous et aux oreilles de tout le monde. Avec Madame BARTHAS et Monsieur FINA, nous avons bien entendu, depuis deux jours, vos recommandations. Comme je m'en suis exprimé auprès des différents Maires, Mme BARTHAS a écrit à la direction d'Urbaser. Vous avez été destinataires du mail que Madame BARTHAS a écrit ainsi que les Maires. Nous allons, avec Monsieur FINA, poursuivre notre intervention comme je m'y suis engagé avec vous afin que les négociations qu'il y a entre la direction d'Urbaser et les délégués du personnel se passent dans les meilleures conditions.

Voilà ce que je voulais vous dire en sachant que notre point d'achoppement, notre ligne jaune ou rouge, c'est que nous ne pouvons pas nous substituer à la gouvernance d'une entreprise privée. La Métropole a un rôle, celui de faire savoir, celui d'interpeller, celui de communiquer la détresse des Maires et des habitants de leurs communes. C'est de notre responsabilité et nous l'assumons. En revanche, nous ne pouvons pas nous immiscer directement dans les affaires internes des sociétés, car ce serait de l'ingérence et c'est interdit par la loi.

Voilà ce que je voulais vous dire. Donc, dès demain ou dès ce soir ou dès demain matin, nous allons reprendre, nous aussi, notre intervention auprès de la direction d'Urbaser. Vous pouvez compter sur nous.

Intervention hors micro du représentant du personnel d'Urbaser.

Monsieur le Président

Merci pour votre délicatesse envers l'ensemble des élus puisque vous avez distribué des tracts avec, je dirais, humanité ; on va le dire comme cela.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Je ne réponds pas quand on m'interpelle de cette façon. Vous êtes un grossier personnage, Monsieur GRAND.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Vous êtes un grossier personnage.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Vous êtes un grossier personnage.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Tant que vous m'interpellerez de cette façon, vous n'aurez pas la parole.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous êtes un grossier personnage. Un grossier personnage ; je répète.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Vous n'aurez pas la parole. Sur ce sujet, j'ai dit ce que j'avais à dire. Je me suis adressé aux responsables d'Urbaser. J'ai pris la demande des Maires que j'ai reçue. Le travail est fait.

Je passe au point suivant.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 18 NOVEMBRE 2019

Monsieur le Président

Approbation du procès-verbal de la séance du 18 novembre 2019. Vous avez pris connaissance du procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Madame CASSAR.

Michelle CASSAR

Bonsoir à tous. Sur l'affaire 119 concernant les fonds de concours aux communes, vous nous avez marqués

abstentionnistes or la Mairie de Pignan, Thierry QUILES et moi-même, a voté...

Monsieur le Président

Non mais on parle du procès-verbal.

Michelle CASSAR

Oui. Ce n'est pas l'affaire 119 mais celle sur les fonds de concours.

Monsieur le Président

S'il vous plaît, je m'adresse à mes collègues. Il n'y a qu'un patron dans l'assemblée, ici. C'est moi qui ai la police de l'assemblée donc, je donne la parole. N'intervenez pas sauf quand je vous donne la parole. C'est la loi. Je m'adresse aux miens comme à tous mes collègues de l'assemblée. Madame CASSAR parle du procès-verbal de la séance passée pas de celle-ci.

Madame CASSAR, reprenez la phrase pour que tout le monde entende.

Michelle CASSAR

Il me semble que c'est l'affaire 119 du procès-verbal du Conseil métropolitain qui a eu lieu le 18 novembre sur les fonds de concours aux quatre communes dont Pignan. Vous nous avez marqués en tant qu'abstentionnistes (19 voix). Vous avez compté Thierry QUILES et moi-même alors que nous avons voté pour. Et, il y a aussi une autre personne puisque j'ai repris le Conseil sur le site de la Métropole où vous faites le décompte, Président, et il y a 15 personnes qui s'abstiennent sur ce rapport et non pas 19.

Monsieur le Président

OK. On va le corriger. On va le vérifier, Madame CASSAR. On va le vérifier et le corriger.

Michelle CASSAR

Je l'ai, si vous voulez que je vous le passe.

Monsieur le Président

Merci. En tenant compte de la correction proposée par Madame la Maire de Pignan, avez-vous d'autres observations à formuler avant que je ne le mette aux voix ?

Le procès-verbal de la séance du 18 novembre 2019 est adopté à l'unanimité, sous réserve d'une modification demandée par Madame CASSAR concernant le vote de l'affaire 119 « Fonds de concours aux communes ». Il est proposé de modifier le vote ainsi : 17 abstentions et non pas 19, Mme Michelle CASSAR et M. Thierry QUILES ayant voté « Pour ».

Pour : 79 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance, avant l'affaire n° 1, des décisions prises depuis le dernier Conseil. Avez-vous des observations à formuler ?

Le Conseil prend acte des décisions.

AFFAIRE N° 1 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON A MONTPELLIER – BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire n° 1 : il s'agit donc du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson

à Montpellier. Il s'agit là du bilan de la concertation et de son approbation. Nous avons réalisé plusieurs réunions de concertation avec les habitants de la Mosson autour d'ateliers que nous appelons les « *quick win* » avec Passagers des villes qui est l'équipe qui s'occupe de cela, les architectes urbanistes sociologues. Nous avons également rencontré l'ANRU, il y a une quinzaine de jours. Nous attendons le match retour avec l'ANRU. Pour l'instant, nous avons encore du travail à faire avec eux. Nous demandons donc au travers de cette délibération l'approbation du processus de concertation.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 2 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON – CONCESSION DE RENOUVELLEMENT URBAIN – DÉSIGNATION DU TITULAIRE – APPROBATION DU TRAITÉ DE CONCESSION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 2 : il s'agit du nouveau projet de renouvellement urbain toujours sur la Mosson. Il s'agit de désigner comme titulaire la SA3M.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

AFFAIRE N° 3 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CÉVENNES A MONTPELLIER – BILAN DE LA CONCERTATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 3 : même processus pour le quartier des Cévennes où il y a à approuver le bilan de la concertation. J'ai eu l'occasion de parler du quartier des Cévennes lundi en conférence des Maires. Nous avons modifié le périmètre du dossier ANRU sur le quartier Cévennes. En effet, si le quartier Mosson a été intégré dans l'enveloppe « projets nationaux », le quartier Cévennes, lui, avait été intégré dans la partie régionale du dossier. Nous avons demandé à l'ANRU de le porter au niveau national car l'intervention sur le quartier Cévennes est beaucoup plus importante que celle qui avait été prévue initialement.

En effet, la concertation nous a permis d'intégrer de nouvelles pièces de terre qui ont été achetées par la Métropole pour élargir le quartier, des cages d'escalier dans la copropriété qui seront détruites pour pouvoir créer de nouvelles voies afin de le désenclaver et la reconstruction complète du groupe scolaire qui est un centre d'urbanité très important et de sociabilité incontournable dans le quartier des Cévennes et qui n'avait pas été pris en compte dans la première mouture du dossier. Cette proposition a été faite en concertation avec les habitants et sur proposition de la directrice de l'école JULIE-DAUBIE.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 4 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CÉVENNES A MONTPELLIER – CONCESSION DE RENOUVELLEMENT URBAIN – DÉSIGNATION DU TITULAIRE – APPROBATION DU TRAITÉ DE CONCESSION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PASTOR (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 4 : il s'agit toujours des Cévennes. Il s'agit de désigner le titulaire. Nous proposons la SA3M.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

AFFAIRE N° 5 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – MODIFICATION N°1 DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR (PSMV) - VILLE DE MONTPELLIER - AVIS FAVORABLE

Monsieur le Président

Dans l'affaire 5, Madame MARION, Vice-Présidente chargée de l'urbanisme, vous propose la modification n°1 du Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du centre-ville de Montpellier. Qui demande des explications particulières auprès de Chantal MARION ? Personne. Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ZAC PORT MARIANNE – CONSULS DE MER – AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE SUR LE PROJET DE PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS (PEP) – APPROBATION

Mme A. BRISSAUD entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 7 : toujours Madame MARION. ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. C'est l'avis de la Métropole sur le projet de Programme des équipements publics (PEP).

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ah oui ! Je fais voter la 7 puis je reviens à la 6. Elle était branchée sur la première, pardonnez-moi.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – SECTEUR COMEDIE/LEZ – EXTENSION DU PERIMETRE D'ETUDE DE RECONQUETE URBAINE ENTRE LA COMEDIE ET LE LEZ – APPROBATION

Mme P. DANAN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 6 : Secteur Comédie/Lez. C'est l'extension du périmètre d'étude de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez. Qui demande des explications ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER – MODIFICATION DU PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS DE L'EGLISE SAINT JEAN-BAPTISTE ET DU SITE ARCHEOLOGIQUE DU CASTELLAS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 8 : Commune de Murviel-lès-Montpellier – Modification du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste et du site archéologique du Castellat. Qui demande des explications complémentaires ? Personne. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME N°6 DE BAILLARGUES – APPROBATION

M. R. YOUSSEF sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 9 : modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme n° 6 de Baillargues.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ – HAMEAU DE BAILLARGUET – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT – DÉSIGNATION DE LA SA3M EN QUALITÉ DE CONCESSIONNAIRE - APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 10 : Commune de Montferrier-sur-Lez – Hameau de Baillarguet – Concession d'aménagement – Désignation de la SA3M en qualité de concessionnaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL,

M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) PRADO CONCORDE – SAS DU PRADO – COMMUNE DE CASTELANAU-LE-LEZ – MODIFICATION DU PERIMETRE DU PUP PERIMETRAL « PRADO CONCORDE-CHARLES DE GAULLE SUD » - MODIFICATION DU PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS DU PUP "PRADO CONCORDE" - AVENANT N°1 A LA CONVENTION INITIALE – RETRAIT DE LA DELIBERATION N°M2018-345 DU 19 JUILLET 2018 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes MH. SANTARELLI, J. FRECHE et S. BOUALLAGA entrent en séance.

MM. R. YOUSSEF et E. PASTOR (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) entrent en séance.

MM. F. ABERT et A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 11 : Projet Urbain Partenarial (PUP) Prado Concorde – SAS du Prado - Commune de Castelnau-le-Lez. C'est la modification du périmètre du PUP périmétral « Prado Concorde – Charles-de-Gaulle Sud » – Modification du programme d'équipements publics du PUP – Avenant n°1 à la convention initiale. Qui demande la parole ? Monsieur ROUILLEAULT. Madame JANNIN ne participera pas au vote.

Monsieur ROUILLEAULT, vous avez la parole.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, c'est, pour nous, une affaire importante qui correspond à un secteur qui est, pour nous, l'entrée de ville de Castelnau et, pour les Montpelliérains, la sortie Nord-Est sur la route de Nîmes. C'est donc un secteur sensible. C'est un sujet dont nous avons déjà débattu en Conseil de Métropole et en Conseil municipal en 2014-2015 puisqu'à l'époque, il avait été voté, d'une part, la construction d'un groupe d'immeubles Prado-Concorde qui est aujourd'hui presque terminé et, d'autre part, il était prévu un deuxième groupe d'immeubles appelé Charles-de-Gaulle-Sud. Celui-ci faisait partie de la délibération qui concernait la contribution des aménageurs à la voirie et aux différents équipements publics de ce secteur. Ce que nous avons devant les yeux est l'idée d'une modification du périmètre de ce second groupe d'immeubles pour l'agrandir.

J'ai quatre observations. La première, c'est que, quand ce projet urbain partenarial a été voté, il a été délibéré en Conseil de Métropole et en Conseil municipal. Je pense que c'est une bonne chose. Il y a dans ce secteur, au total, plus de 700 logements. On est tout de même sur une opération de grande taille. Il me paraît tout à fait normal, cela correspond à notre conception de la Métropole, que les communes ne soient pas dessaisies en matière urbanistique et qu'elles puissent examiner les dossiers avant le vote final de la Métropole même si la compétence urbanisme a été transférée, comme nous le savons, au 1^{er} janvier 2015 à la Métropole. Premier sujet : je pense que, dans ces cas-là, il vaut mieux que les avenants soient également examinés par le Conseil municipal.

Cela éviterait d'ailleurs certaines questions que je poserai tout de suite après.

Ma deuxième remarque : quand nous avons eu le projet en commission urbanisme, il manquait le plan. Je l'ai donc demandé. Nous l'avons eu par internet. Nous avons pu le consulter mais, malheureusement, nous ne voyions pas la différence entre l'ancien et le nouveau périmètre. Pour savoir exactement de quoi il s'agissait, j'ai dû aller voir les services de la Métropole et me procurer le document complet qui permettait de voir sur quoi portait l'extension, extension d'ampleur limitée. Toutefois, il aurait raisonnable de mettre combien de mètres carrés étaient concernés, combien de surface au sol, combien de surface plancher, combien d'habitants nouveaux étaient, à ce moment-là, envisagés dans ce cadre. À ce moment-là, l'information aurait été plus complète.

Troisième volet : comme je le disais tout à l'heure, le groupe d'immeubles Prado/Concorde, marqué par un certain nombre de choses qui nous vont bien en matière de mixité sociale fonctionnelle et générationnelle, sera bientôt terminé. Il est déjà sorti de terre et il sera bientôt habité. Il y a des travaux annexes qui ne sont pas encore terminés et qui auront lieu début janvier et février sur la rue du Prado et un peu plus loin sur la rue Salengro. Il nous semble que quand tout cela sera fait, vers mars, avril, mai, il serait intéressant qu'il y ait une évaluation des problèmes rencontrés. Dès le début, il y avait une inquiétude forte sur ce secteur extrêmement encombré en termes d'embouteillage dans lequel vont s'ajouter 500 logements supplémentaires d'abord puis 700 avec tous les embouteillages provoqués par les trafics, matin et soir, des gens qui navettent. Il nous semblerait donc utile qu'une évaluation soit faite sur la circulation sur la place Charles-de-Gaulle vers le mois de mai-juin quand les choses seront stabilisées en termes d'habitation et qu'au vu de cette évaluation, nous puissions, le cas échéant, faire une nouvelle modification au plan urbain partenarial prenant en compte les difficultés rencontrées. Là-dessus, je pense qu'il est très important que la conduite de projet soit participative, qu'elle implique la Commune, les habitants et prenne en compte l'ensemble des problèmes.

Merci Monsieur le Président et merci à vous de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT, pour la première partie de votre intervention qui concerne le pacte de confiance des Maires et qui rappelle que lorsque nous avons créé la Métropole, je me suis engagé à ce que tous les projets d'urbanisme, même s'ils sont de la compétence métropolitaine, doivent être validés par le Maire de la commune, en temps et heure.

Dans la deuxième partie de votre intervention, vous faites référence à, je dirais, une divergence de point de vue avec la Mairie de Castelnau. Donc, la question que je pose est quel est l'avis du Maire de Castelnau ?

Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Ce dossier, nous l'avons mené comme nous devions le mener, en concertation avec la Métropole et avant l'Agglomération. Les choses se font. Il s'agit d'un très bel immeuble. Il fera référence dans l'architecture de la région. On soigne de la même façon l'entrée de Montpellier tout en soignant la sortie de Montpellier et l'entrée de Castelnau, tout en soignant la sortie de Castelnau. Si cela ne convient pas à Monsieur ROUILLEAULT, ce n'est franchement pas un souci.

Intervention hors micro de Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur le Président

Attendez. Monsieur ROUILLEAULT, permettez-moi. La question que je pose porte sur l'évaluation de la circulation liée à la construction du Prado/Concorde sur la place Charles-de-Gaulle. Quelle est la position du Maire de Castelnau sur cette évaluation ? Voilà la question que je pose.

Jean-Pierre GRAND

Je vous réponds.

Monsieur le Président

Parce que, comme vous venez de le dire Monsieur GRAND, à juste raison, cette place intéresse à la fois Castelnau et Montpellier et toute la Métropole.

Jean-Pierre GRAND

Je vous réponds, Monsieur le Président, si vous en êtes d'accord.

Monsieur le Président

Avec plaisir.

Jean-Pierre GRAND

Je vous dirai que, naturellement, nous n'improvisons rien ; mais rien du tout. S'il y a une commune où les choses n'ont pas été improvisées, c'est bien Castelnau. Je me permets de vous rappeler que le barrage de la circulation qui doit venir place Charles-de-Gaulle, c'est la construction du dernier tiers du contournement Est

c'est-à-dire ce que l'on a appelé le barreau Est. Quand cet ouvrage sera construit, la circulation baissera naturellement.

Je rappelle quand même que ce nœud prend en compte la circulation de Montpellier à la fois d'Est en Ouest mais aussi du Sud au Nord au travers de l'avenue Georges FRECHE. Ce sont des choses que vous êtes censés connaître, ne serait-ce qu'en tant que Montpelliérains car nous avons à peu près le même problème à Montpellier au rond-point Ernest GRANIER où on a le croisement d'un certain nombre de voies importantes. D'ailleurs, je me souviens, Monsieur le Président, à l'époque où nous avons des relations infiniment meilleures, que nous avons parlé. Je vous avais dit que c'était un lieu où je prévoirais, si j'avais la responsabilité de la Ville de Montpellier – comme je ne l'aurais jamais, je peux en parler sans arrière-pensée – de mettre un souterrain sous les Drapeaux parce que lorsque l'on veut venir à la mairie de Montpellier, on sait le temps qu'il faut mettre. Vous n'y êtes pour rien, je n'y suis pour rien, personne dans cette salle n'y est pour quelque chose. Toutefois, on constate, effectivement, un vrai embouteillage parce qu'il y a là un très gros flux de circulations qui se croisent avec, en plus, le tramway au milieu. Nous connaissons donc les difficultés. Là, nous les avons prévues, nous les avons anticipées puisque l'anticipation, c'est la fin du barreau Est. Merci.

Monsieur le Président

Je m'excuse. Je n'ai pas entendu la réponse à la question que je pose : quelle est la position du Maire de Castelnau sur l'évaluation de la circulation sur la place Charles-de-Gaulle ? Quelle est sa position ?

Jean-Pierre GRAND

La position du Maire est exactement la même que celle de son prédécesseur. Excusez-moi, il y a une continuité.

Monsieur le Président

Donc, il est pour.

Jean-Pierre GRAND

Pardon ?

Monsieur le Président

Il est pour, alors.

Jean-Pierre GRAND

Il est pour quoi ? Que voulez-vous que l'on fasse d'autre ?

Monsieur le Président

Il est pour l'évaluation.

Jean-Pierre GRAND

L'évaluation, ça ne veut rien dire. Ce sont des mots. Vous avez passé six ans à faire des mots. Nous, nous avons passé six ans à construire, c'est tout de même un peu différent.

Cela veut dire quoi ? Qu'on regarde la circulation qu'il y a. On pourra la regarder tant que l'on voudra, cela ne la fera pas changer. Ce qui la fera changer, c'est le barreau Est. Oui, ça, ça la fera changer.

Si vous souhaitez vraiment que ça change, Monsieur le Président, je vous donne une autre solution : vous avancez sur le dossier au Sud et comme cela, effectivement, il y aura beaucoup de circulation qui passera par là. Et enfin, vous trouvez aussi des solutions pour que Montpellier ne déverse pas ses voitures sur ce rond-point. Vous pourriez aussi évaluer la circulation des voies de Montpellier qui se jettent sur ce secteur. Je ne vous le demande pas. Je ne vous le demanderai pas parce que, si je vous le demandais, ce serait stupide. Voilà. C'est pour vous montrer qu'à question stupide, réponse stupide.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT et ensuite Monsieur DOMERGUE.

Henri ROUILLEAULT

Rapidement, chers collègues. Si on résume l'intervention du Sénateur : l'évaluation, ce n'est pas la peine ; circulez, il n'y a rien à voir, restez dans les bouchons croissants. Nos concitoyens apprécieront. Et, j'espère que Castelnau aura d'autres représentants à l'avenir.

Monsieur le Président

Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Je ne connais pas la position du Maire de Castelnau mais je vais raisonner à la fois en tant que citoyen et en tant que chirurgien. D'abord, en tant que chirurgien : c'est de la mécanique des fluides. En chirurgie, quand vous avez une 2×2 voies qui se rétrécit en une seule voie ou en 2×1 voie, vous avez un bouchon. En chirurgie, cela s'appelle une thrombose. Il faut la déboucher et c'est difficile. Quand on regarde la circulation sur le rond-point Charles-de-Gaulle – et j'y passe malheureusement très souvent – on a construit... Je ne veux pas reporter la responsabilité ni sur le Maire de Castelnau ni sur le précédent Président de la Métropole et de l'Agglomération. Toutefois, je pense que si vous aviez demandé à quelqu'un de bon sens de construire ce secteur, il ne l'aurait pas fait comme cela parce qu'on a créé les conditions du bouchon. Ce n'est pas parce que vous allez faire un périphérique Ouest qui sera à 5 km de là que vous allez régler le problème. D'ailleurs, certaines personnes, dont je fais partie, ont refusé de s'installer à Castelnau non pas à cause du Maire mais parce que la ville devenait inaccessible et notamment quand on arrive du secteur de l'avenue George FRECHE pour entrer dans Castelnau. C'est vrai qu'à Montpellier, ce n'est pas le seul endroit qui bloque ; le rond-point du M en est un exemple, les Drapeaux, le rond-point Ernest GRANIER en est également un exemple. Il n'y a pas eu par le passé des investissements lourds qui auraient dû être faits pour désengorger la ville. Même si on diminue le nombre de voitures sur la ville – ou tout du moins, si on en a l'intention – on voit que ce nombre augmente et que, malheureusement, encore aujourd'hui les voitures sont obligées de traverser des quartiers de la ville pour pouvoir se déplacer d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Donc, ce problème doit faire partie des prochaines municipales parce que c'est un vrai enjeu de circulation sur Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur DOMERGUE. Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Je ne résiste pas au plaisir de dire à notre assemblée que nous venons d'assister à l'instant à l'intervention de votre futur colistier lors des élections municipales de Montpellier et, naturellement, il vous apporte des éléments pour votre programme. Merci.

Monsieur le Président

Bon, Monsieur GRAND, comme vous n'avez pas été capable de me fournir la réponse sur la place Charles-de-Gaulle à Castelnau-le-Lez, je vais vous indiquer ma position. Monsieur ROUILLEAULT a raison. Il faut évaluer la circulation sur le rond-point. Monsieur ROUILLEAULT est élu de Castelnau. Nous parlons du rond-point Charles-de-Gaulle et sur Charles-de-Gaulle, il y a, comme le disait avec habileté le docteur Domergue à l'instant, une thrombose. La thrombose est un petit caillot qui obstrue une grosse artère voire une veine voire autre chose. Là, c'est le cas. Donc, pour arriver à traiter cela, il faut faire une analyse et l'analyse, c'est l'évaluation. Monsieur ROUILLEAULT a raison. Monsieur ROUILLEAULT, vous pouvez compter sur moi pour faire l'évaluation.

Je mets aux voix. Monsieur GRAND, allez.

Jean-Pierre GRAND

Je veux bien que vous vous amusiez mais je rappelle que l'une des voiries dont vous parlez était d'agglomération et est métropolitaine aujourd'hui. Monsieur le directeur général des services peut vous le confirmer. Je ne pense pas qu'il puisse dire l'inverse. Deuxièmement, elles sont aujourd'hui totalement métropolitaines.

Monsieur le Président

Oui, depuis 2016. C'est vrai.

Jean-Pierre GRAND

Précédemment, avenue Georges FRECHE si on a fait cet énorme ouvrage qui a coûté une fortune pour le train, c'était dans le but d'ouvrir la circulation. Je voudrais tout de même que l'on ne s'écarte pas trop des réalités. Un : ce sont des ouvrages qui sont métropolitains et deuxièmement, la route de Nîmes, l'avenue de l'Europe à Castelnau, n'a pas vocation – et je tiens à le dire en mon nom et en celui du Maire de Castelnau – à absorber plus de circulation parce que, par définition, celle-ci doit être écrêtée en amont. Ça, c'est clair et cela a toujours été écrit.

Enfin, Monsieur le Président, je veux bien que vous donniez raison à Monsieur ROUILLEAULT. Ce n'est pas un souci pour nous. C'est la reconstitution de la Gauche et ça, vous avez le droit de le faire. Je redis ce que j'ai dit tout à l'heure. J'ai écouté Monsieur DOMERGUE avec beaucoup d'intérêt. Toutefois, je voudrais rappeler que celui qui a obtenu le doublement de l'autoroute c'est-à-dire le déplacement de l'autoroute, qui est un élément extrêmement important, c'est celui qui s'exprime et celui qui a essayé de le combattre, c'est celui qui s'est exprimé avant moi ; pas vous mais le docteur, je ne sais plus comment il s'appelle.

Monsieur le Président

Monsieur DOMERGUE qui a été mis en cause.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, j'ai effectivement été mis en cause sur le doublement de l'autoroute. J'avais prôné à l'époque qu'il y ait un élargissement de l'autoroute existant avec des voies séparées pour une circulation de transit qui allait vers l'Espagne au milieu et des voies latérales pour éviter de faire ce que l'on a fait c'est-à-dire une zone entre deux autoroutes où il est impossible de construire des logements d'habitation ; qu'il y ait des activités, un stade, tout ce que vous voudrez mais pas des logements d'habitation. À l'époque, Monsieur GRAND défendait le fait qu'on allait régler le problème de la circulation à Montpellier grâce au doublement de l'autoroute et grâce au fait qu'on allait récupérer ce qui allait devenir un boulevard urbain.

Encore une fois, Monsieur GRAND, vous démontrez votre méconnaissance des dossiers et une espèce d'obstination à vouloir poursuivre ce qui, à l'époque, était le projet de Monsieur DE VILLEPIN qui a coûté 800 millions d'euros. Monsieur le Président, avec 800 millions d'euros, nous aurions pu faire sauter tous les bouchons de Montpellier. Je suis désolé. Et aujourd'hui, on est toujours en rade en raison de cette ineptie.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur MEUNIER, vous aussi, c'est pareil : conformez-vous à demander la parole de façon... Non, non, je vous ai vu. Vous faites comme ça. Je ne suis pas votre *titcho*, OK ? La prochaine fois, vous n'aurez pas la parole si vous faites comme Monsieur GRAND. Vous êtes aussi très grossier par moments. Très grossier. Bon allez, je vous donne la parole.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, je ne la demandais pas pour ça mais je vais tout de même...

Monsieur le Président

Ah bon, c'est hors sujet. Je passe à l'affaire suivante.

Cyril MEUNIER

Je vais vous dire une première chose...

Monsieur le Président

Si ce n'est pas pour ça...

Cyril MEUNIER

Pouvez-vous, s'il vous plaît, me montrer...

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire suivante.

Cyril MEUNIER

Non, non.

Monsieur le Président

Eh si.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président...

Monsieur le Président

Vous êtes hors sujet.

Cyril MEUNIER

Non, non, ce n'est pas hors sujet. C'est sur celui que vous venez d'évoquer. Pouvez-vous me montrer quel est le geste approprié pour vous demander la parole...

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 11.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) – SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE SCI JACQUES HALEVY – COMMUNE DE MONTPELLIER – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 12 : C'est le projet partenarial (PUP) avec la société civile immobilière SCI Jacques Halevy – Commune de Montpellier. Il s'agit de la création d'un PUP.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) QUARTIER NAPOLEON - HELENIS – COMMUNE DE BAILLARGUES – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE – CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT MIXTE DE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 13 : Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le quartier Napoléon – HELENIS – Commune de Baillargues.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LES LIGNIERES - GROUPE ARCADE - COMMUNE DE BAILLARGUES – PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION DE PUP AU SEIN DU PÉRIMÈTRE INSTAURE « LES LIGNIERES » - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE - CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE (SMGC) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 14 : toujours un PUP. Les Lignières – Groupe Arcade – Commune de Baillargues. Pas de demande d'intervention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – REQUALIFICATION DU MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – SIGNATURE D'UNE CONVENTION PRE-OPERATIONNELLE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER OCCITANIE – APPROBATION

Mme V. BARTHAS-ORSAL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 15 : Commune de Montpellier. Il s'agit de la requalification du marché d'intérêt national (MIN). Il s'agit de la signature d'une convention pré-opérationnelle avec l'Établissement public foncier Occitanie. Nous entrons dans une... Je vais donner la parole à la Présidente, Madame SANTARELLI, qui va nous expliquer quelles sont les grandes lignes du projet du MIN. Vous prenez le micro, Madame SANTARELLI. Attendez qu'il soit rouge, c'est l'inverse de la circulation.

Marie-Hélène SANTARELLI

L'objectif est d'avoir un agrandissement et une restructuration du marché d'intérêt national qui est ancien. Il date des années 70. L'intérêt est de l'intégrer dans le nouveau quartier de la Restanque qui se situe actuellement sur la zone des Prés d'Arènes. Pour cela, nous avons besoin d'agrandissement en occupant des terrains et en acquérant des locaux qui sont situés à proximité de manière à pouvoir développer, d'une part, le carreau des producteurs et toute la zone logistique puisque l'intérêt de marché d'intérêt national et de celui de Montpellier est sa proximité par rapport au centre-ville et par rapport aux axes autoroutiers, aéroports et voies ferrées. Tout cet ensemble va être restructuré. Nous avons donc besoin pour cela de dégager du foncier.

Monsieur le Président

Voilà. Je rajoute la construction de la nouvelle cuisine centrale qui se trouvera à proximité du MIN pour arriver à l'objectif 50 % bio et local à partir de 2020 dans les cantines. La capacité de la cuisine centrale sera augmentée de telle sorte qu'elle puisse fournir le repas non seulement aux écoles de Montpellier mais aussi aux autres équipements qui auront envie de faire appel à cet équipement.

Je rappelle également que dans le cadre de la réhabilitation du quartier de la Restanque sur lequel se trouve le MIN, nous avons prévu un réaménagement complet de ce quartier qui est très différent de la première mouture qui avait été réalisée lorsque j'étais Adjoint à l'urbanisme dans les années 2008. Pourquoi ? Parce qu'à partir d'aujourd'hui ou à partir d'hier, tous les quartiers et les projets de Montpellier voire ceux de la Métropole, vont être jaugés à l'aune du manifeste de Montpellier, pour une ville écologique et humaniste, ce qui signifie que...

Monsieur GRAND, soyez gentil, s'il vous plaît. Soyez gentil. Soyez discipliné. Vous êtes très indiscipliné. Vous méritez d'écrire 100 lignes ou alors deux minutes au piquet pour commencer.

Les quartiers de Montpellier, que ce soient les ZAC ou le renouvellement urbain, vont passer à l'aune de ces prescriptions qui sont issues directement des 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Pourquoi ? Parce que tout ce qui est utilisation de la conversion énergétique, écologique, désimperméabilisation des sols, biodiversité, mixité sociale fonctionnelle, accessibilité, transports alternatifs, doit faire partie maintenant de l'amont de la réflexion de la réalisation de nos nouveaux quartiers. Nous avons donc pris comme premier exemple celui de la Restanque. Les travaux proposés sur le MIN seront donc évalués à l'aune également des 17 objectifs de développement durable de l'ONU qui sont un vocabulaire commun à toutes les Villes du monde pour aller contre le réchauffement climatique et pour sauver la planète. Voilà la réalité des choses.

Qui demande la parole ? Monsieur REVOL puis Monsieur COUR.

René REVOL

Je réagis à votre dernière intervention. Je partage entièrement ces objectifs mais, comme je l'avais fait remarquer fin septembre, pourquoi ne pas proposer une même délibération au Conseil métropolitain pour que nous ayons un engagement de tout le Conseil à ce sujet sur tous les aménagements qui ont lieu sur tout le territoire de la Métropole. J'ai étudié les 17 objectifs et je les partage entièrement.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur REVOL. Je suis prêt à faire cela. Sans problème. Monsieur COUR.

Christophe COUR

Deux questions : où se trouvent exactement les acquisitions foncières par rapport au MIN ? En quoi consiste le réaménagement ? Merci.

Monsieur le Président

Les acquisitions foncières se trouvent à proximité du MIN c'est-à-dire qu'elles le touchent.

Christophe COUR

Nous avons compris cela, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Ah bon !

Christophe COUR

Où exactement par rapport au MIN ?

Monsieur le Président

À l'Est.

Christophe COUR

Entre la voie ferrée et le MIN ? Entre l'autoroute et le MIN ?

Monsieur le Président

À l'Est du MIN.

Christophe COUR

Sachant que sur le plan, le Nord, le Sud, l'Est, l'Ouest ne sont pas indiqués.

Monsieur le Président

À l'Est du MIN. Ensuite, nous sommes en négociation avec la SNCF pour récupérer les voies ferrées qui ne sont pas utilisées et qui peuvent aider à la logistique urbaine pour le dernier kilomètre.

Christophe COUR

Excusez-moi, mais...

Monsieur le Président

Nous n'allons pas entamer un dialogue ici.

Christophe COUR

Concrètement parce qu'a priori, il y a des grosses entreprises qui se trouvent à l'Est du MIN. Ce sont donc ces entreprises-là que vous voulez récupérer ?

Monsieur le Président

Non, non. On achète des terrains qui sont à la vente.

Christophe COUR

Excusez-moi. Comme ce n'est pas clair, vous ne pourriez pas nous dire...

Monsieur le Président

Non, non. Il n'y a rien qui ne soit pas clair. C'est de la comptabilité publique. Je mets aux voix. Contre ?

Christophe COUR

Il me semble que la comptabilité publique doit être claire, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame SANTARELLI pour ces explications.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Maud BODKIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES – COPROPRIÉTÉS L'ORÉE DE MONTPELLIER – AVENANT N°1 A LA CONVENTION OPÉRATIONNELLE ARRETE DE CARENCE – CONVENTION PRE-OPERATIONNELLE POUR LA REQUALIFICATION DES COPROPRIÉTÉS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16 : Commune de Saint Georges d'Orques – Copropriétés L'Orée de Montpellier – Avenant n° 1 à la convention opérationnelle. Qui demande des explications ? Toutes ces décisions sont évidemment validées par les Maires des communes.

Dimanche dernier, même si je ne l'ai pas twitté, nous avons, avec Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques, inauguré les travaux de l'église de Saint Georges d'Orques qui a une base romane et qui est du 19^e pour le reste, dont une partie avait brûlé, au cours d'un concert d'une superbe qualité qu'il a organisé ; piano et voix. Je le twitterai la semaine prochaine.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ACTION FONCIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - SECTEUR « LAUZE EST » - CONVENTION OPÉRATIONNELLE AVEC L'EPF OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 17 : action foncière pour le développement économique – Commune de Saint-Jean-de-Védas – Secteur « Lauze Est ». Il s'agit d'une convention opérationnelle avec l'EPF (établissement public foncier).

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE FABRÈGUES – FONCIER – INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN SUR TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FABRÈGUES – APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire 18 : Commune de Fabrègues – Foncier – Instauration du droit de préemption urbain sur territoire de la commune de Fabrègues.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTAUD - FONCIER - INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN SUR TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTAUD – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19 : il s'agit de l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Montaud.

Monsieur le Maire de Montaud.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai juste une observation et une demande auprès des services que je souhaite rencontrer par rapport à ce droit de préemption. La commune de Montaud, peut-être comme d'autres communes qui ont maintenant un PLU, a validé et a délibéré en 2018 pour un droit de préemption urbain renforcé. Je voudrais savoir si ce droit urbain renforcé est bel et bien compris dans cette délibération ou s'il y a une démarche parallèle à conduire. En effet, il est marqué dans cette délibération que notre droit de préemption date de 2011. Je suis désolé, je n'arrive peut-être pas quand il faut, mais c'est quelque chose que je veux bien revoir avec les services, s'il vous plaît.

Monsieur le Président

D'après les souvenirs que j'ai de mon poste à l'urbanisme... Je vais d'abord faire voter et après je donnerai une explication.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

Monsieur le Président

Fabrègues et Montaud sont les deux communes qui n'avaient pas de plan local d'urbanisme. La Métropole, en appui avec la commune, les a aidées et guidées pour créer ce plan local d'urbanisme nécessaire pour créer le plan local d'urbanisme intercommunal qui sera mis en place en 2020–2021. Si nous n'avions pas fait cela, les deux communes seraient retombées dans le règlement national RNU ; le règlement national d'urbanisme qui est beaucoup plus contraignant pour elles. C'est donc la Métropole qui a pris en charge cela. Naturellement, pour pouvoir maîtriser le foncier et les opérations foncières et les décisions politiques que les Maires veulent mettre en œuvre sur le territoire de leur commune, ils demandent à la suite le droit de préemption sur la commune. Ce droit de préemption, nous venons de l'accorder par les deux délibérations

que nous avons votées à l'unanimité.

En revanche, le droit de préemption renforcé mérite une autre démarche qui se fera, dans un deuxième temps, au Conseil de février vraisemblablement. Pour la petite histoire, la Ville de Montpellier bénéficie d'un droit de préemption renforcé également.

AFFAIRE N° 20 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CORUM-PALAIS DES CONGRÈS-OPÉRA ET ZÉNITH SUD – EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – CHOIX DU DÉLEGATAIRE - TARIFS - APPROBATION

Mme V. DEMON entre en séance.

MM. F. ABERT, A. LARUE (avec le pouvoir de M P. DUDIEUZERE) et Mme V. BARTHAS-ORSAL entrent en séance.

M. B. TRAVIER sort de séance.

Mme J. FRECHE sort temporairement de séance et laisse un pouvoir à M. JP. MOURE.

Monsieur le Président

Affaire 20 : Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud – Exploitation des Équipements – Délégation de service public – Choix du délégataire. La parole est à Madame Chantal MARION, Vice-Présidente.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, c'est donc la DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud. Pour rappel, il s'agit de deux équipements, incluant le parking évidemment, Corum-Palais des Congrès-Opéra avec les trois auditoriums que vous connaissez tous (Berlioz, Pasteur, Einstein) avec une jauge maximale de 2 000 places, ensuite, le parking du Corum avec 483 places sur trois niveaux et le Zénith Sud avec sept jauges possibles.

Aujourd'hui, l'activité congrès au Corum représente plus de 125 événements par an (congrès, salons professionnels, grand public) dont 50 % d'événements nationaux et internationaux. Ce sont environ 160 000 personnes par an. C'est donc effectivement quelque chose de très important pour nous sachant que ce Corum est exceptionnel. Nous sommes la seule Métropole à avoir ce genre d'équipement en centre-ville, desservi par les lignes de tramway entre autres.

L'activité spectacle du Zénith : ce sont plus de 55 événements soit près de 140 000 personnes par an. Le Corum : ce sont environ 30 événements par an avec près de 40 000 spectateurs. De plus, ce dernier accueille également des spectacles d'associations culturelles locales comme l'Opéra, l'Orchestre, Radio France, Montpellier danse, etc.

L'exploitation et la gestion de ces équipements, comme vous le savez, étaient réalisées dans le cadre d'un contrat de DSP de 10 ans avec la SLM Montpellier Événements. Cette DSP était d'ailleurs bénéficiaire jusqu'ici et permettait d'engendrer des recettes pour le délégant que nous sommes. Ce contrat arrivant à terme le 31 décembre 2019, la Métropole a relancé une procédure de mise en concurrence sur cette DSP. Aujourd'hui, dans un contexte que nous connaissons avec des sites proches et concurrentiels, l'enjeu pour nos équipements est d'accroître leur rayonnement.

Il s'agit tout d'abord de remettre à niveau des équipements qui sont vieillissants avec un plan d'investissement bien précis et ambitieux permettant notamment de rénover, d'adapter le Corum-Palais et le Zénith Sud. Ce dernier a notamment des nouveaux défis, numériques entre autres. Vous savez que, maintenant, nous avons de grandes écoles comme ArtFX, etc. qui projettent dans des salles de cinéma et qui trouvent que la résolution n'est pas bonne. Il faut donc s'adapter à ce défi numérique. Le deuxième objectif est d'accroître le développement des programmations et de l'offre culturelle et commerciale, ce qui permettra, vous le savez Monsieur le Président, des retombées économiques importantes pour la Métropole.

Dans le cadre de cette procédure, qui a été conduite pendant l'année 2019, il faut ce que vous sachiez que trois candidats se sont présentés. Seulement deux ont assisté à une visite obligatoire suivant la procédure.

Finalement, une seule offre a été déposée par le groupement Montpellier Événements plus la TaM qui est constituée de nos deux SEM locales. L'analyse de ces offres s'est tenue le 23 juillet. Depuis, suivant la procédure, trois séries de questions et trois réunions de négociation se sont tenues. Une offre finale a été remise le 19 novembre 2019. Évidemment, les élus ont reçu, 15 jours avant le Conseil, les documents obligatoires (rapport sur les motifs du choix du délégataire, projet de contrat de DSP, principale annexe financière, le projet de contrat de subdélégation et les procès-verbaux).

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes. Elles sont importantes.

- la durée : elle sera sur huit ans. L'objet de la DSP est de mettre en œuvre la politique de développement économique mais aussi la politique culturelle et la politique touristique de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la planification, le suivi et parfois l'organisation elle-même des différentes manifestations et événements (les concerts, les opéras, les spectacles, etc.) ;
- vérifier l'accueil des usagers avec les organisateurs. Les spectateurs, les visiteurs, les congressistes constituent une population différente que l'on accueille de manière différente également. Surtout, il y a l'accueil obligatoire des structures culturelles proposées par le délégant. Il s'agit de l'Opéra et de l'Orchestre, de Radio France, de Montpellier danse et de Ciné Med. Il s'agit de préserver cet accueil et ces structures culturelles réservées pour ces événements ;
- vérifier et surveiller la gestion du service, la gestion des locaux et des équipements mis à disposition ;
- la gestion du parking du Corum.

Les investissements qui sont décidés et que je vous demande de voter sont de 6,4 millions d'euros répartis pour 4,8 millions pour le Corum, 1 million d'euros pour le Zénith et 533 000 € pour le parking. Ces investissements sont programmés sur les trois premières années du contrat parce qu'il faut, effectivement, que sur les trois premières années du contrat ait lieu tout ce que je vous ai cité tout à l'heure : la rénovation, etc. Il y a également la gestion du parking du Corum et les redevances pour le délégant de la Métropole de 4 millions d'euros sur la durée du contrat.

Il s'agit donc, aujourd'hui, Monsieur le Président, par cette délibération :

- d'approuver tout d'abord le choix de la société Montpellier Événements sachant que le jury s'est réuni, que la commission s'est réunie d'une manière complètement légale pour choisir la société Montpellier Événements en tant que titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Corum et du Zénith Sud ainsi que la société TaM en subdélégation pour la gestion du parking du Corum ;
- d'approuver les tarifs du parking et des deux sites Corum et Zénith ;
- d'approuver le contrat et ses annexes pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2020.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame MARION pour cet exposé très complet, très précis. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, comme on est un peu en fin de mandat, vous me permettrez, de temps en temps, de rappeler quelques évidences. J'ai été très heureux d'entendre ce que je viens d'entendre parce qu'il y a beaucoup de nouveaux Montpelliérains qui pourraient être tentés, vu la façon dont cela est présenté, de croire que c'est vous qui avez construit le Corum. Je voudrais donc rappeler que celui-ci a été construit par Georges FRECHE, qu'il a été construit après avoir été combattu par toujours les mêmes, que cette infrastructure essentielle a été mise là où elle devait être posée.

Je voudrais rappeler que naturellement, comme toutes les grandes infrastructures dans les grandes villes de province, elle attire de nombreux congrès et nous en sommes ravis.

Puisque l'on parle de congrès, je ne résiste pas – et ce sera ma conclusion Monsieur le Président – à vous dire que, tout à l'heure, le Corum accueillait la présence de deux importantes personnalités européennes : l'ancien chancelier Gerhard SCHRÖDER et l'ancien président de la République Nicolas SARKOZY. Il ne vous a pas échappé qu'ils étaient là pour s'adresser à des cadres venus du monde entier d'une entreprise qui a gardé à Montpellier son siège social qui s'appelle l'entreprise Altrad. Je vous disais ça comme cela. Je savais que c'était une information qui vous ferait plaisir.

Monsieur le Président

Franchement, dites-moi, je peux vous poser une petite question ?

Jean-Pierre GRAND

Oui.

Monsieur le Président

Il vous a dit bonjour, Monsieur SARKOZY ?

Jean-Pierre GRAND

Bonne remarque. Monsieur SARKOZY comme Monsieur SCHRÔDER, vous l'avez vu, sont rentrés par une porte et sont repartis.

Monsieur le Président

Ah non, je n'ai pas vu. Franchement, je ne suis pas Monsieur SCHRÔDER.

Jean-Pierre GRAND

En revanche, Monsieur le Président, quand le président de la République est venu l'autre jour, il a été, vous le reconnaissez, extrêmement chaleureux avec moi. Merci.

Monsieur le Président

Tant mieux. C'est bien pour vous. D'un président à l'autre. Merci Monsieur GRAND pour cette intervention extrêmement – comment dire ? – utile.

Je vais mettre aux voix le rapport présenté par Chantal MARION.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Pierre RICO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 21 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CHARTE ENTREPRISES ET QUARTIERS - ACTUALISATION CONVENTION TYPE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER entre en séance.

M. R. YOUSSEF sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 21. Madame MARION à qui je vais donner la parole va vous présenter la charte entreprises et quartiers et l'actualisation de la convention. Il s'agit là du PAQTE avec l'État pour l'insertion et la professionnalisation des jeunes en particulier. Madame MARION.

Chantal MARION

Vous savez, Monsieur le Président et chers collègues, que d'après ce que dit Monsieur GRAND, nous sommes tout de même innovants depuis 2014. Cette charte entreprises et quartiers...

Monsieur le Président

Madame MARION, une nouvelle vient de tomber sur mon téléspecteur.

Chantal MARION

Génial !

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, le siège de la société Altrad n'est pas à Montpellier mais à Florensac.

Propos hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Allez-y, poursuivez, Madame MARION.

Chantal MARION

Effectivement, cette charte entreprises et quartiers, tripartite entre l'État, la Métropole et les entreprises, est quelque chose de très important. Nous y travaillons énergiquement avec Madame YAGUE ici présente. Cette charte entreprises et quartiers favorise les quartiers prioritaires. À ce jour, 55 entreprises sont engagées dont 52 qui ont déjà signé. Toutes sont citées dans la délibération. Il y a une modification. Quand ça marche bien – Monsieur le Président, vous le savez – comme ça a été le cas pour la French Tech, l'État s'approprie des idées. Mais, c'est très bien. C'est bien, finalement, de servir d'exemple. Il nous propose donc de créer ce que l'on appelle un PAQTE. Il change le « C » en « Q ». Nous rentrons évidemment là-dedans. La charte entreprises et quartiers que nous avons créée entre complètement dans cette logique que nous propose l'État. Nous vous proposons donc d'approuver le modèle type actualisé de convention qui ne change pas grand-chose si ce n'est, évidemment, le titre. Cela s'appliquera à notre charte entreprises et quartiers.

Monsieur le Président

Ça ne change pas grand-chose mais ça recentralise un maximum.

Chantal MARION

On est d'accord.

Monsieur le Président

Et, ça récupère un maximum. Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Gérard LANNELONGUE, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 22 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT EN COMMUNE TOURISTIQUE POUR LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE DÉPOSER LE DOSSIER

Mmes M. CASSAR, I. GUIRAUD et I. TOUZARD, M. JP. GRAND et M. JL. SAVY sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 22 : il s'agit de la demande de renouvellement du classement en commune touristique pour la Ville de Montpellier. La parole est au rapporteur, le Vice-Président Gilbert PASTOR.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, c'est tout simplement à la Métropole de faire cette demande depuis qu'elle a acquis la compétence tourisme. Elle la fait au nom de la Ville de Montpellier. Je vous propose donc de faire la demande puisque l'ancienne tombe fin décembre 2020. Il faut la faire un an avant.

Monsieur le Président

Merci. Qui demande la parole ? Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues, comme nous le savons tous, l'office de tourisme de Montpellier est

devenu un office de tourisme de la Métropole. Je pense que cela a été une très bonne décision. Il faut que nous ayons une approche du tourisme qui ne soit pas seulement montpelliéraine mais métropolitaine. Il y a des choses formidables dans la Métropole. Notre ami Maire de Castries en connaît certaines évidemment avec le château. Il y a Villeneuve-lès-Maguelone, le centre-ville historique de Castelnau. Il y a beaucoup de choses qui sont de très grande qualité. Il y a Murviel-lès-Montpellier, etc. Je pense que là-dessus, il faut se poser des questions d'une approche qui soit métropolitaine et pas seulement montpelliéraine. Par exemple, je rêve d'une promenade Frédéric BAZILLE qui partirait du musée Fabre pour aller au parc Méric, traverserait sur une passerelle entre Montpellier et Castelnau, qu'il faudra bien évidemment rétablir et terminerait par le centre-ville de Castelnau et le château d'eau. Il y a de très belles possibilités touristiques pour ceux qui veulent s'en donner les moyens.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, je ne voudrais pas être désagréable. Ne prenez pas cela pour argent comptant, mais, tout de même, vous défoncez des portes ouvertes. D'abord, vous dites qu'il n'y a pas de réflexion métropolitaine. Très grosse erreur. Le label que nous venons d'obtenir « Métropole d'art et d'histoire » s'applique aux 31 communes de la Métropole. C'est le seul cas en France. Toulouse a fait sa demande mais Toulouse Ville, pas Métropole. Nous sommes donc la seule Métropole aujourd'hui labellisée « Villes et Pays d'art et d'histoire ». Et ce label, les 31 communes peuvent s'en prévaloir, chacune sur son périmètre. Cela veut dire que Madame le Maire de Pignan peut très bien dire que la Commune de Pignan est labellisée Pays et Villes d'art et d'histoire. La Ville de Villeneuve-lès-Maguelone peut faire la même chose et les 31 communes de la même façon.

Deuxième point sur la promenade Frédéric BAZILLE. Alors là, vous venez bêcher dans mon jardin. C'est moi qui ai fait classer la vallée du Lez, Monsieur ROUILLEAULT. Je l'ai fait classer au titre des sites environnementaux remarquables par le ministère de l'Environnement. À l'époque, le Maire de Castelnau, Monsieur GRAND, n'était pas venu à Paris au ministère de l'Environnement. D'ailleurs, j'avais été le seul Maire à représenter les autres Maires, celui de Clapiers, le prédécesseur de Monsieur PENSO, de Castelnau et moi-même au nom de la Ville de Montpellier par délégation de Madame MANDROUX.

Nous avons donc fait classer la Vallée du Lez. Et sur quelle thématique l'avons-nous fait classer ? Sur les paysages de Frédéric BAZILLE. Qui a été la cheville ouvrière de ce travail, qui était intégré dans le repositionnement et le toilettage des sites classés ? C'était Monsieur Esteban, ingénieur à la DIREN que je remercie encore tant son travail a été magnifique. Le travail qu'il a fait est magnifique puisqu'il avait positionné les paysages de Frédéric BAZILLE comme étant le viatique du classement de la vallée du Lez. Celui-ci va du pont de la Concorde à Castelnau jusqu'à Agropolis en mettant en valeur à la fois les paysages mais aussi la biodiversité animale et végétale.

Donc, cette promenade Frédéric BAZILLE existe. Nous la poursuivons en achetant les rives du Lez en aval du pont de la Concorde jusqu'au pont du GARIGLIANO et au Lez blanc c'est-à-dire Antigone. Nous la poursuivons aussi avec les travaux que nous avons engagés depuis un an et demi sur le mas de Méric qui est la demeure natale de Frédéric BAZILLE et qui sera ouvert au public lorsque l'ensemble des travaux seront terminés.

J'ajoute que la demeure du mas de Méric a été acquise par Georges FRECHE à l'époque à la famille PALLIER qui descend de Frédéric BAZILLE et qui était alliée, me semble-t-il, à l'ancien Maire de Montpellier Jules PAGEZY. Les membres de la famille PALLIER sont devenus des amis pour d'autres raisons. Une grande partie n'habite plus Montpellier. Je vois Michel HILAIRE qui connaît cela très bien parce qu'il était présent à nos côtés lorsqu'il y a eu les grandes réunions y compris familiales. Nous prêtons gratuitement le mas de Méric à la famille qui l'a vendu à la Ville comme une forme de reconnaissance naturelle.

Voilà ce que je voulais vous dire sur Frédéric BAZILLE.

Monsieur LARUE a demandé la parole puis Monsieur CAIZERGUES et Monsieur ROUILLEAULT.

Alex LARUE

Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Juste une petite précision. Vous disiez que notre Métropole est la seule Métropole en France à bénéficier de ce label. C'est une très bonne nouvelle dont je me réjouis. Je vous rappelle juste que Le Havre Seine Métropole a reçu cette extension pour tout son territoire au mois de mai 2019.

Monsieur le Président

Qui ?

Alex LARUE

Le Havre Métropole.

Monsieur le Président

C'est une Métropole, Le Havre ?

Propos hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Président

Ah, ce n'est pas une Métropole, Le Havre. Ne me dites pas que le Maire du Havre utilise le mot de Métropole de façon erronée. On va chercher. Mais, je suis très étonné.

Propos hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Président

Je suis très étonné. On va voir ça. Vous avez bien fait de le signaler. Je vais faire une recherche précise sur le sujet. Ça m'intéresse beaucoup.

Propos hors micro de Monsieur LARUE.

Monsieur le Président

Je vais d'abord chercher dans les registres du ministère de la Culture. Monsieur CAIZERGUES.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues, je suis ravi que le label ait été obtenu au niveau de la Métropole et, par voie de conséquence, pour l'ensemble des communes. Je m'interroge sur le fait qu'en matière de communication, il est envisagé une charte graphique, s'il est envisagé pour les communes qui le souhaiteraient, que des panneaux soient indiqués au niveau des entrées des communes pour faire connaître que ce sont l'ensemble des communes de la Métropole qui sont effectivement concernées. Nous avons un très riche patrimoine et je pense qu'il faut, effectivement, le mettre en valeur car derrière tout cela, il y a aussi des activités économiques. Merci.

Monsieur le Président

Je vais répondre. Je vais vous faire plaisir, Monsieur CAIZERGUES. Il ne s'agit pas seulement d'un logo mais il s'agit de la création d'un service autonome lié à ce label. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité qu'il y ait un label national sur le patrimoine matériel et immatériel, parce qu'il recouvre les deux. En effet, un label national vous oblige en tant que collectivité. Ce n'est pas seulement un logo comme avec les grands sites régionaux, c'est une obligation de travailler ensemble, de faire connaître, de faire des visites guidées, de donner des explications et d'entretenir, avec des aides de l'État et des aides de la collectivité. Ce service - dont le poste de la directrice pour Mme Isabelle HIRSCHY a été validé, si je ne m'abuse, ce matin en comité technique - est en cours de fabrication. Voilà.

Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Je voulais seulement rajouter que les Castelnaudviens se félicitent effectivement du travail de qualité qui a été fait par Montpellier dans le parc Méric qui continue à se transformer. Il est vrai que du parc Méric, on a une vue absolument formidable sur le centre-ville de Castelnaud, sur le vieux village. Je voulais simplement rajouter le fait que, pour nous, la passerelle entre le parc Montplaisir et le parc Méric est quelque chose de très important. En 2014, je m'étais heurté au Maire de l'époque qui ne voulait pas que la racaille de Montpellier puisse aller à Castelnaud par une passerelle. J'espère qu'il en ira autrement la prochaine fois.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Nous venons de chercher sur notre téléscrip-teur la situation exacte du Havre qui, finalement, est assez controversée. En effet, ce n'est pas du tout une Métropole. Le terme de Métropole a été utilisé par Monsieur Édouard PHILIPPE à tort. Aïe, aïe, aïe. Bon, on ne fera pas de procès. Enfin, si j'avais fait cela, je serais déjà en taule.

Intervention hors micro de Monsieur MARTIN.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur MARTIN. *I agree with you.* Nous allons voter sur le tourisme et l'affaire 22.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 23 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – ZAC CANNABE – COMMUNE DE COURNONTERRAL – DOSSIER DE RÉALISATION – APPROBATION

M. JP. GRAND entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 23 : il s'agit de la ZAC Cannabe à Cournonterral.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 24 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ - ZAC CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24 : toujours à Cournonterral sur la même ZAC. Il s'agit de la garantie d'emprunt à la Société d'équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et de l'autorisation de signer les documents.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 25 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ - ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION

Mme I. TOUZARD entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 25 : ZAC Charles-Martel – Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Il s'agit de l'extension du parc d'activité.

Ah, deux nouvelles sur mon téléscrip-teur ! Montpellier est la seule Métropole à avoir eu le label directement.

Pour Le Havre, il s'agit d'une Communauté urbaine. Attendez, il y a plein d'affaires qui tombent. Communiqué officiel. Cela vient donc d'être confirmé.

Je mets aux voix l'affaire 25.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 26 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – OPERATION D'AMENAGEMENT JULES RIMET – COMMUNE DE SUSSARGUES – DESIGNATION D'UN AMENAGEUR DANS LE CADRE D'UN TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur PASTOR vous propose une opération d'aménagement chez Jules-Rimet dans la commune de Sussargues – Désignation d'un aménageur dans le cadre d'un traité de concession. Monsieur PASTOR, allez-y, je vous en prie.

Gilbert PASTOR

Je voudrais simplement préciser qu'il s'agit, d'une part, de la construction d'un VEAS, comme à Castries sauf qu'il serait communautaire, et de parcelles d'en gros 1 000 m² qui seront mises à la vente pour les artisans. Le but de cette opération est de sortir les artisans du cœur de nos villages pour qu'ils puissent travailler dans de meilleures conditions. Cela n'intéresse donc pas uniquement Sussargues mais aussi les artisans de Saint-Drézéry, de Restinclières, etc.

Monsieur le Président

Madame le Maire de Sussargues.

Éliane LLORET

Monsieur le Président, chers collègues, je suis ravie de voir cette affaire inscrite à l'ordre du jour car cela fait déjà quelques mois, si ce n'est bientôt deux ans, que les services y travaillaient en collaboration avec la Commune. Nos artisans et nos services savent depuis longtemps que c'est un projet auquel je tiens. Je suis ravie de voir que cela va enfin pouvoir voir le jour rapidement. J'ai encore eu cette semaine un entrepreneur qui me demandait quand commençait le projet. Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame le Maire.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 27 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET HÉRAULT TOURISME – SCHÉMA STRATÉGIQUE D'ACCUEIL DES CAMPING-CARS DANS L'HÉRAULT – PARTICIPATION AU FINANCEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR entre en séance.

M. R. CALVAT sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 27 : Convention de partenariat entre la Métropole de Montpellier et Hérault Tourisme – Schéma stratégique d'accueil des camping-cars. Très important. Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Le camping-car est une activité qui se développe énormément et le Département a choisi de faire un schéma pour accueillir les camping-cars. Nous allons y participer à hauteur de 3 500 € dans le cadre d'une bonne relation avec le Département.

Monsieur le Président

Exactement. Excellentes relations avec Monsieur MESQUIDA et le Conseil général. La preuve : nous travaillons ensemble.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT – FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT – AVENANT 2020 A LA CONVENTION-CADRE DE GESTION AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, M. R. YOUSSEF, M. R. CALVAT et M. JL. SAVY entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 28 : fonds de solidarité pour le logement. Il s'agit de l'avenant 2020. Je vais donner la parole à la Vice-Présidente Rosy BUONO.

Rosy BUONO

Monsieur le Président, chers collègues, depuis le 1^{er} janvier 2018, le fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous votre autorité et celle de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire. Le FSL permet à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution de logement social en vertu des lois successives qui lui confèrent un rôle de chef de file (Alur, Egalité et Citoyenneté, Elan). Désormais, l'accompagnement des personnes les plus modestes en s'appuyant notamment sur l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans ce logement, le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement. Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent une enveloppe prévisionnelle de 2 100 000 € pour 2020 pour environ 5 500 aides individuelles. Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs essentiellement associatifs avec lesquels la Métropole a passé convention, représentent un total estimé de 1 900 000 € de subventions attribuées en 2020.

Pour rappel, le FSL est un pot commun composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires (fournisseurs d'énergie, Communes, régies des eaux, bailleurs, CAF).

Par délibération en date du 21 décembre 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur le territoire à la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault pour 2019. Une convention cadre de gestion signée en date du 13 février 2019 définit les modalités de fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain. La Métropole souhaite proroger par voie d'avenant la délégation de gestion financière et comptable du FSL à la CAF pour une année supplémentaire en 2020.

Pour rappel, les frais de gestion du dispositif par la CAF pris sur le budget du FSL sont de 6 % du montant total des dossiers financiers hors actions d'insertion par le logement correspondant aux ressources humaines mises à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir renouveler pour l'année 2020 la délégation de gestion financière du FSL pour le logement à la CAF et d'approuver le projet de convention.

Monsieur le Président

Merci Madame BUONO. En sachant que la participation au FSL de la Métropole pour 2020 est estimée à 2 674 000 €. Qui demande la parole ? Il s'agit de la compétence déléguée par le Département à la Métropole dans le cadre de la loi NOTRe avec la voirie, le FSL, le FAJ (fonds d'aide aux jeunes) et la culture.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE (CUS) 2019-2024 DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH-ACM) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes B. ROUSSEL-GALIANA et C. CLARAC entrent en séance.

M. P. BONNAL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 29 : il s'agit de la convention d'utilité sociale 2019-2024 de l'Office public de l'habitat (OPH-ACM) de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande des explications particulières à notre Vice-Président Noël SEGURA ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE (CUS) 2019-2024 DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES HABITATIONS ÉCONOMIQUES (SFHE) / GROUPE ARCADE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30 : il s'agit de la convention d'utilité sociale (CUS) 2019-2024 de la Société française des habitations économiques (SFHE). Monsieur SEGURA ne prend pas part au vote. Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Monsieur le Président

Ah, encore une petite nouvelle sur mon téléscripneur qui concerne toujours Le Havre.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Il faut tout de même dire la vérité aux Français. Je vais vous lire le communiqué de l'Agglomération du Havre : « *La Communauté de l'agglomération havraise est une ancienne Communauté d'agglomération française située dans le département de la Seine-Maritime et la région Normandie. Elle a fusionné avec ses voisins pour former le 1^{er} janvier 2019 la Communauté urbaine dénommée Le Havre Seine Métropole.* ». Utilisation d'un mot alors qu'elle n'a pas le statut. C'est vilain.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Qu'est-ce qu'il y a Monsieur GRAND ?

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Mais, qu'est-ce qu'il y a Monsieur GRAND ? Affaire 31... Dites, ça va Madame Virginie ROZIERE ? Elle va bien ?

Parce que, franchement, elle nous a fait un départ en fanfare et, à un moment, elle a bifurqué.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

C'est normal, oui.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

C'est-à-dire, ça fait une grosse perte. Je ne suis pas candidat mais vous, dites-moi, ça doit tout de même vous pincer un peu le cœur, non ?

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Ça doit vous pincer le cœur. Mais, tout de même, je pensais que le Parti radical de gauche, c'était presque contre-nature.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 51 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PETIT et M. J. MALEK sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 31 : construction de 51 logements sociaux à Montpellier – Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM.

Je vois Messieurs les Maires de Clapiers et de Jacou côte à côte et bord à bord et c'est l'occasion de leur dire, en prime time, qu'hier soir, au conseil de surveillance du CHU, j'ai fait valider par le conseil à l'unanimité la vente des deux biens, qui sont sur leurs communes et qui appartiennent au CHU, à mon ami Kléber MESQUIDA, Président du Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre de l'ASE (Aide sociale à l'enfance) et l'Aide aux jeunes majeurs voire aux enfants en difficulté. Le CHU a donc vendu deux biens qui étaient répartis sur vos deux communes à hauteur d'un million pour l'un et 1,5 million pour l'autre.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 39 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « ELLA FITZGERALD », LOT 18 B2 ZAC PORT MARIANNE, 21 RUE SERGE GAINSBURG A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme I. GIANIEL) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 32 : construction de 39 logements sociaux – Résidence « Ella Fitzgerald », Port Marianne.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « HYGIE », 1008 RUE DE LA CROIX VERTE, A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33 : construction de 35 logements sociaux – résidence « Hygie », 1008 rue de la Croix-Verte, à Montpellier.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « DOMAINE DU PARC » - ALLÉE DES PLATANES A SAINT-DREZERY – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM CDC HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34 : construction de 8 logements sociaux – Résidence « Domaine du Parc » - allée des Platanes à Saint-Drézéry. Si le Vice-Président Noël SEGURA demande la parole, il m'interrompt quand il veut.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT - RECONSTRUCTION-REHABILITATION D'UN EHPAD DE 151 LITS – ÉTABLISSEMENT « JEAN PERIDIER », RUE JACQUES BOUNIN A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL « MAISON DE RETRAITE DE LA CROIX D'ARGENT JEAN PERIDIER » - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35 : reconstruction-réhabilitation d'un EHPAD de 151 lits – Établissement « Jean Périquier », rue Jacques-Bounin qui appartient au Conseil départemental de l'Hérault à qui nous apportons une garantie d'emprunt. Nous aidons le Conseil général de l'Hérault dans le meilleur état d'esprit qui soit.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Robert COTTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION D’UN EHPAD DE 75 LITS – ÉTABLISSEMENT « LES COULEURS DU TEMPS », ZAC DES GRISETTES A MONTPELLIER – RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS – RENOUVELLEMENT DE LA GARANTIE D’EMPRUNTS A LA MUTUALITÉ FRANÇAISE GRAND SUD – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M-C. PANOS entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 36 : toujours Monsieur SEGURA. Construction d’un EHPAD de 75 lits – Établissement « Les Couleurs du Temps », ZAC des Grisettes à Montpellier – Réaménagement de prêts.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2019-2024 – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUARANTE-CINQ LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37 : opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2019-2024 – Attributions de subventions. Pas de demande d’intervention ? Cela concerne les Communes de Castelnau-le-Lez, de Castries, de Grabels, Lattes, Le Crès, Montaud, Montpellier, Pérols, Saint-Jean-de-Védas, Saint Georges d’Orques, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 – QUARTIERS « COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ÉCUSSON » - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE 6 LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38 : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 – Quartiers « Courreau/Figuerolles/Nord Écusson ». Il s’agit d’une subvention à un propriétaire bailleur privé à hauteur de 35 755 €. Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 39 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – FONDS MÉTROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES – ACTIONS COLLECTIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2019 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 39 : Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes. Il s'agit du FAJ dont je vous parlais tout à l'heure.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 40 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – RAPPORT ANNUEL POLITIQUE DE LA VILLE 2018 – APPROBATION

MM. P. BONNAL, E. PETIT, J. MALEK et M. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme I. GIANIEL) entrent en séance.

MM J. VERA, JM. ALAUZET et A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) sortent de séance.

M. JF. AUDRIN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. JL. MEISSONNIER.

Monsieur le Président

Affaire 40 : Madame YAGUE vous propose le rapport annuel politique de la ville 2018. Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Merci Monsieur le Président. Tout le monde a pu avoir accès à ce rapport. La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leur unité urbaine et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. La Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'État, notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif aux rapports sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenus de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Pour rappel, la politique de la ville sur Montpellier, c'est 12 quartiers prioritaires, tous sur le territoire de la Ville de Montpellier. Organisé en cinq parties, ce rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan des actions menées par objectifs opérationnels et par territoires, ainsi qu'un bilan financier.

De manière globale, le rapport 2018 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3 582 000 € sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville pour un montant de 2 670 000 €.

La répartition financière par enjeux traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès au droit mais aussi à la culture, la santé et les sports. Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté en 2018 le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville autour de trois questions transversales : le développement économique et l'emploi, la jeunesse, l'accès au droit. Elle a également confié, fin 2018, à un prestataire, une mission d'accompagnement des conseils citoyens qui ont été renouvelés en juin 2018. Pour mémoire, nous sommes un des rares à avoir rempli ces objectifs et à avoir effectué cette évaluation à mi-parcours.

Aujourd'hui, il s'agit de mettre à votre approbation ce rapport annuel politique de la ville 2018.

Monsieur le Président

Merci Madame YAGUE. Qui demande la parole sur cet important dossier ? Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Le rapport est effectivement très intéressant et je trouve que cela pose une question sur laquelle il faudra que nous réfléchissions à l'avenir : comment un certain nombre d'outils mis en place dans la politique de la ville qui s'appuie principalement sur les quartiers les plus en difficulté, pourraient être étendus dans d'autres communes et dans d'autres quartiers pour les publics en difficulté de ces communes et de ces quartiers. Je propose que nous mettions vraiment ce sujet à l'ordre du jour dans les mois qui viennent.

Monsieur le Président

Mais, c'est formidable les questions que vous posez aujourd'hui, Monsieur ROUILLEAULT ! Parce que j'ai l'impression que depuis six ans, vous n'avez pas trop écouté. Non, je dis cela gentiment.

Lorsque nous avons été confrontés au transfert des compétences qu'oblige la loi NOTRe entre le Département et la Métropole, celui-ci ne s'est pas fait de façon immédiate parce que, certes, j'avais demandé le FAJ (fonds d'aide aux jeunes) et le FSL (fonds de solidarité logement) – la voirie était obligatoire – mais aussi la culture. Et celle-ci a été problématique. Si bien que nous sommes arrivés à la situation suivante qui est la division en deux du Domaine d'O comme la Corée du Nord et la Corée du Sud, ce qui nuit profondément à l'unité du Domaine et à la pratique de la culture et qui déroute le citoyen. Cela n'a pas été fait immédiatement.

La loi était ainsi faite : si le 24 décembre, il n'y avait pas eu d'accord entre la Métropole et le Département, toutes les compétences du Département basculaient à la Métropole de Montpellier dont la solidarité dont vous venez de parler. Avec Monsieur FINA, nous n'étions pas sûrs de l'issue. Nous pensions bien, *in fine*, que le Département répondrait, comme tous les Départements de France l'avaient fait, au transfert de trois compétences. Toutefois, ce n'était pas gagné. Plusieurs interventions du gouvernement de l'époque ont convaincu le Président du Conseil départemental d'appliquer la loi sur les trois compétences, en particulier l'ancien ministre de l'Intérieur et l'ancien ministre des Collectivités territoriales parce que le gouvernement précédent ne voulait pas faire de Montpellier un cas particulier au niveau d'un territoire très proche de la Métropole lyonnaise puisque nous aurions eu toutes les compétences.

Dans le cadre de cette réflexion, avec Christian FINA, nous avions déjà prévu le fait qu'effectivement, il eut été possible que le Département refusa le fait de ne transférer que trois compétences et soit donc contraint de les transférer toutes. Nous avions demandé au cabinet Mensia à Paris de créer l'architecture d'un grand service social métropolitain qui pouvait s'appuyer – et là je réponds à votre question Monsieur ROUILLEAULT – sur les guichets uniques que nous avons positionnés dans chacune des communes pour pouvoir recevoir les citoyens. En effet, le même fonctionnaire pouvait disposer de toutes les données sociales dans un même lieu et éviter aux citoyens de faire 40 visites dans des organismes différents pour se renseigner sur tout ce qui concerne le social.

Voilà ce que nous avons mis en place. L'histoire en a décidé autrement. Nous l'avons toujours dans les cartons. Nous sommes prêts à y travailler quand il le faudra parce que c'est l'intérêt des citoyens. La Métropole lyonnaise l'a fait. Cela s'est accompagné d'un vote particulier à Lyon. Vous le savez, il y a deux votes au suffrage universel : celui de la Métropole distingué de celui de la Ville de Lyon. Lorsque j'étais membre du Parti socialiste, j'ai soutenu le fait qu'il y ait deux élections séparées et que le Président de l'intercommunalité soit élu au suffrage universel. Depuis que j'ai été exclu, je n'ai pas changé d'avis. Je considère que c'est normal. Voilà où en est l'état des recherches.

Monsieur ROUILLEAULT. Ah pardon, il y avait Madame DARDE. Excusez-moi, je n'avais pas vu Madame DARDE. Madame DARDE et Monsieur ROUILLEAULT.

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président. Je suis heureuse que vous rappeliez qu'à cette époque où j'étais en charge de la politique sociale à la commune de Castelnau-le-Lez et à la Métropole, nous avons effectivement animé un certain nombre de réunions d'échange entre l'ensemble des services des Communes en charge notamment du social. Ces réunions étaient très intéressantes, constructives mais malheureusement, vous avez tout arrêté et

aujourd'hui, chacun est reparti de son côté, ce qui est vraiment une marche arrière très dommageable pour l'ensemble des services et surtout des habitants concernés par le social sur notre Métropole. Chacun maintenant fait ce qu'il peut dans sa Commune et c'est vraiment un grand dommage. Je trouve qu'aujourd'hui, il y a une régression. Je ne citerai qu'un exemple : celui des aires d'accueil des gens du voyage dont une est sur ma commune. Nous avons une disparition des services offerts à la population. C'est un exemple parmi d'autres. Monsieur le Président, grâce à vous, nous avons régressé en matière sociale et je vous en remercie au nom des habitants de la Métropole qui sont concernés directement, au jour le jour, par ces difficultés.

Monsieur le Président

Madame DARDE, quand on fait de la politique, il faut parler avec sa tête, pas avec ses tripes et pas avec son cœur. Je vous comprends. Je vous comprends, vous étiez en charge de ce domaine et vous ne l'êtes plus. Mais, je suis désolé, ce n'est pas moi qui ai voté la loi NOTRe et ce qui s'est produit dans le cadre...

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, soyez sage. Vous êtes trop dissipé. Vous n'avez pas la parole. Apprenez à parler à votre tour.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Apprenez à parler à votre tour. C'est simple, cela s'appelle la politesse. Vous êtes grossier. Très grossier. Madame DARDE, la question que Monsieur ROUILLEAULT vient de poser est fondamentale. Elle parle de l'unicité du guichet social. Voilà de quoi elle parle. Jamais, à aucun moment, n'a été abordé ce sujet puisqu'il n'est pas dans la loi. Il aurait pu y être si le Département avait transféré toutes les compétences. C'est clair.

Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Je voudrais juste ajouter deux choses en complément. La première, c'est que l'accompagnement, c'est bien plus qu'un guichet. Ça, tous les collègues le savent. Les personnes en difficulté ont souvent des cumuls d'exclusion par rapport à l'emploi, par rapport au logement, des difficultés familiales, des difficultés scolaires pour les enfants, etc. Donc, cela suppose que les travailleurs sociaux travaillent davantage en réseau. Ce n'est pas seulement le référent unique mais, quelque part, la capacité à travailler en réseau pour répondre aux problèmes individualisés des gens. C'est tout à fait fondamental. Bien sûr, cela concerne les quartiers DSQ mais aussi d'autres personnes dans nos Communes. Je voulais simplement dire que là-dessus, nous sommes à Castelnau dans une Commune qui pendant longtemps, ne voulait pas faire d'effort sur le logement social. Je me rappelle même que sur votre site Internet...

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Chut ! Laissez-le parler ! Ce n'est pas possible.

Henri ROUILLEAULT

Je me rappelle que j'avais été scandalisé en arrivant à Castelnau...

Monsieur le Président

Laissez-le parler ! Il a le droit de s'exprimer.

Henri ROUILLEAULT

... De voir que vous préféreriez payer des pénalités plutôt que de respecter ce qui était demandé par la loi SRU. Heureusement, la politique de la ville a changé à Castelnau mais il y a maintenant, évidemment, une population plus diversifiée et par rapport à laquelle il faut pouvoir répondre en termes d'accompagnement aux personnes concernées. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Monsieur le Maire de Jacou, Monsieur CALVAT, a demandé la parole.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues, très rapidement pour éviter de faire de la politique-fiction. La loi NOTRe n'a jamais, jamais, prévu le transfert de toutes les compétences du Département aux Métropoles. La loi NOTRe a laissé le choix, après négociation, à la prise de trois à neuf compétences du Département vers la Métropole. La quasi-totalité des Métropoles de France ont choisi trois ; une en a choisi 4,5. Toutes les autres en ont choisi trois.

Le cas de la Métropole lyonnaise est différent puisque, comme vous le savez, la Métropole lyonnaise a été créée par une loi spécifique qui ne concernait que la Métropole lyonnaise, effectivement. Le territoire lyonnais est tout de même légèrement différent du territoire montpelliérain à la fois dans sa structure, dans sa population. C'est, si ma mémoire est bonne, 85 % du Département du Rhône y compris en termes de communes et de population. Nous, la Métropole montpelliéraine, c'est 40 % du territoire de l'Hérault et 30 communes sur 343. Ne soyons donc pas la grenouille et le bœuf. Nous sommes déjà une belle Métropole à 31 communes.

Concernant le travail qui est réalisé par les services du Département : le Département a acquis ces dernières années une véritable expertise dans l'accompagnement des publics en précarité. Je pense, par exemple, à ma collègue qui siège dans une commune de la Métropole, Madame VASSAS-MEJRI, qui est 1^{ère} adjointe au Maire de Castries et qui assume avec brio la vice-présidence chargée de l'insertion et de la gestion du RSA. Elle le fait au service de toutes les Héraultaises et de tous les Héraultais y compris sur le territoire de la Métropole. Je crois que le Département a une belle expertise qui est utile à tous. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Oui mais loin de moi l'idée de critiquer les travailleurs sociaux du Département. J'ai été 17 ans Conseiller général et j'ai travaillé avec eux. Ce n'est pas ça le sujet. Le sujet, c'est que, oui, neuf compétences mais uniquement sur le territoire de la Métropole ; je n'ai pas dit sur le territoire départemental mais sur le territoire de la Métropole. C'était entre trois et neuf. S'il n'y avait pas eu de réponse avant décembre, c'était les neuf mais parmi les neuf, il y a beaucoup de compétences importantes dont le social. Eh oui !

Madame YAGUE. Monsieur BONNAL, pardonnez-moi. Monsieur BONNAL, allez-y. Excusez-moi, je vous ai coupé la parole.

Pierre BONNAL

Simplement, j'ai une certaine expérience dans ce domaine-là. Je vais vous poser une question : pourquoi la Carsat a fermé tous ses points d'accueil sur la Métropole ? Pourquoi ? Parce que ça ne marche pas. C'est tout. C'est l'ancien responsable des retraites à la Carsat qui vous parle. Nous avons essayé de mettre cela en place et nous nous sommes vite rendu compte que ce n'était pas très bon.

J'ai une autre question très ennuyeuse – pas pour vous – mais générale sur l'organisation en fonction de ce que vient de dire Renaud : combien y a-t-il de corps d'assistants sociaux qui interviennent sur la Ville et sur la Métropole ? Il y a le Conseil départemental. Je pense qu'il y a le contrôle médical. Il y a la Caisse primaire d'assurance-maladie et aussi la Carsat. J'ai oublié la CAF. Le jour où on arrivera à unifier le corps des assistants sociaux en un seul corps, on n'aura pas à se perdre partout...

Monsieur le Président

Ben voilà, je suis d'accord avec vous.

Pierre BONNAL

Au Crès, nous n'avons pas d'assistants sociaux parce qu'ils sont basés à Jacou. C'est très bien mais il n'y a pas la CAF. Le Conseil général n'a pas les moyens de couvrir tout cela. Il y a un énorme effort à faire là-dessus. Toutefois, je n'ai pas l'impression que l'on parte là-dessus. On fait des grands discours et quelque part, après, il faut des hommes et des femmes pour faire fonctionner. Ce n'est pas que du matériel, le social. Ça, c'est très facile. Je pense qu'il faudra quelques années avant de monter notre fichier au niveau des demandes pour le logement. Je ne parle même pas des retraites car cela nous amènerait trop loin. Je pense qu'il faut être assez prudent sur ces affaires et ne pas mettre, comme on le dit, la charrue avant les bœufs. Commençons à nous poser des questions sur l'existant.

Monsieur le Président
Merci Monsieur BONNAL.

Pierre BONNAL
De rien, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue sur les assistantes sociales. Vous auriez pu ajouter celles des centres communaux d'action sociale parce que dans ces derniers, il y a aussi des assistantes sociales qui partagent le terrain avec les agences de la solidarité du Département. C'est comme ça que cela marche ; plutôt au CCAS, une version vers les personnes isolées et le Conseil général, plutôt les familles. C'était ça les orientations de départ. Toutefois, vous avez raison, si tout cela était unifié, ce serait beaucoup plus simple à la fois pour la gestion des trajectoires mais aussi pour le citoyen car il saurait où s'adresser. Je partage totalement votre analyse.

Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Merci Monsieur le Président. D'abord, je voudrais répondre à Madame DARDE qui, à chaque fois, avance des choses qu'elle devrait pourtant connaître par cœur. Comme elle l'a dit, elle était là avant moi avec un bilan, je dois dire, remarquable. Les réunions avaient été montées sur ce plan-là, comme vous l'avez très bien expliqué, dans le cadre des compétences que nous devons peut-être récupérer au niveau du Département, ce qui n'a pas été fait.

Concernant les aires d'accueil, je dois dire que Madame DARDE n'a jamais été intéressée que par celle qui se trouve sur le territoire de sa commune. Quand je suis arrivée sur cette délégation, j'ai fait le tour de toutes les aires d'accueil et les aires de grand passage qui existaient ou qui étaient projetées. J'ai rencontré les équipes. Madame DARDE, personne ne vous avait jamais vue. Que vous disiez maintenant que vous étiez mieux que nous, certainement, et que vous faisiez un accompagnement, je n'en doute pas, mais sur la commune de Castelnaud, seulement sur la commune de Castelnaud.

D'autre part, quand vous parlez de l'action sociale, qu'avez-vous fait sur l'action sociale de la Ville de Montpellier et des autres communes en dehors de la Ville de Castelnaud ? Rien, Madame. Quand le Président nous avait demandé la possibilité d'installer un CIAS sur le territoire métropolitain, je vous rappelle que vous êtes venue me voir en me disant que l'action sociale ne regardait pas la Métropole mais les Maires, nous voulons garder l'action sociale dans nos communes. Aujourd'hui, vous vous plaignez du contraire. Il faudrait vraiment savoir ce que vous voulez ou alors, cela dépend des conditions d'intervention parce que vous dites tout et son contraire. Donc, Madame DARDE, mettez-vous au clair par rapport à vos aspirations sur le territoire métropolitain et n'essayez pas de mettre en avant à chaque fois ce que vous faites sur votre commune en refusant de l'appliquer sur les autres communes. Être métropolitaine, c'est se préoccuper de la totalité des habitants de notre territoire, pas simplement de sa propre ville. C'est exactement ce que nous essayons de faire ici à la Métropole. Au niveau de la Ville de Montpellier, nous nous occupons des Montpelliérains au travers de notre centre communal d'action sociale. Nous ne demandons pas à la Métropole de se substituer à nous pour leur venir en aide.

C'est vrai qu'il existe de nombreux travailleurs sociaux, qui ont été évoqués, sur notre territoire. Je suis d'accord sur le fait que si nous pouvions les réunir, nous serions plus pertinents et beaucoup plus performants et peut-être aussi que nous préserverions de l'argent public parce que celui-ci se fait de plus en plus rare et nous avons besoin d'en prendre soin et de pouvoir faire le maximum de choses avec ce qui nous est donné.

Monsieur Calvat a parlé de l'action du Département. C'est vrai que celui-ci est pilote de la solidarité. Maintenant, nous avons assisté à plusieurs réunions sur le Plan pauvreté départemental qui a été mis en place entre le Département et l'État auquel on nous a demandé de participer. J'ai le regret de vous dire, Monsieur CALVAT, que je me suis aperçue à plusieurs reprises – et j'en ai d'ailleurs fait part à Monsieur le Préfet – que la solidarité départementale s'arrêtait très souvent aux frontières de la Métropole. Donc oui, je trouve pertinent que l'on récupère toutes les compétences de solidarité. Qui mieux que nous pour aller au plus près de nos citoyens et leur apporter les réponses qu'ils attendent ?

Monsieur le Président

Merci Madame YAGUE. Je voudrais simplement dire – et ce sera la conclusion – à Madame DARDE que je veux bien que la Ville de Castelnau au travers de ses représentants ici au Conseil de Métropole, nous donne des leçons de solidarité mais, à ma connaissance, les 12 quartiers politique de la ville sont sur le territoire montpelliérain. Je n'en ai pas vu beaucoup à Castelnau. Je mets aux voix.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Qui finance APS 34 ? Le Département de l'Hérault et une grosse subvention de la Ville de Montpellier. Eh oui ! Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 41 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – POLITIQUE DE LA VILLE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HÉRAULT – EXERCICE 2019 – APPROBATION

Mme P. MIRALLES entre en séance.

MM JM. ALAUZET, J. VERA et A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) entrent en séance.

Mme J. FRECHE entre en séance et annule le pouvoir donné à M. JP. MOURE.

M. JN. FOURCADE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 41 : cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage. Madame YAGUE. C'est important de nous dire où nous en sommes sur les aires des gens du voyage car, comme vous l'avez entendu, Madame DARDE, apporte des précisions qu'elle tire de je ne sais où. Je voudrais que Madame YAGUE nous fasse le point parce qu'il est important que la solidarité sur les aires des gens du voyage s'exerce. C'est une compétence que nous devons assumer et bien assumer, avec humanité. Madame YAGUE.

Annie YAGUE

La délibération qui suit concerne la banque alimentaire mais je veux bien essayer de vous parler du schéma que nous avons signé avec l'État et le Département sur les aires d'accueil des gens du voyage. Il est vraiment avancé sur notre Métropole puisque plusieurs aires de grand passage, dont celle de Pérols, vont être bientôt inaugurées. Nous avons bien avancé sur le sujet. Nous avons aussi mis en place un schéma d'accompagnement qui sera appliqué sur toutes les nouvelles aires et même les anciennes. Maintenant, nous avons des difficultés par rapport à la réalisation de ces aires puisque nous choisissons des terrains qui peuvent correspondre mais ce n'est parfois pas aussi facile que cela.

Je ne sais pas quels renseignements Madame DARDE veut avoir exactement sur les aires d'accueil des gens du voyage. Elle avait plutôt l'air de parler de l'accompagnement social. Madame DARDE ?

Catherine DARDE

Je ne suis pas là pour répondre à vos questions. Allez voir comment fonctionne actuellement l'aire qui se trouve sur la Ville de Castelnau et comment elle fonctionnait il y a quelques années. Voyez comment ça se passe. Comparez.

Annie YAGUE

Si vous voulez. Je vous propose que nous y allions ensemble et nous ferons une comparaison par rapport à ce qui était sur place. Nous avons déjà amélioré les conditions de travail des personnes qui accompagnent les gens du voyage, chose que vous n'avez pas faite. Je ne sais pas quelles sont vos remarques. Maintenant, je peux dire aussi qu'à Castelnau vous faites n'importe quoi en n'apportant aucune preuve à ce que vous avancez. Je suis désolée mais je ne peux pas vous laisser parler comme cela. Je propose donc que nous prenions rendez-vous et que nous allions sur cette aire et ensuite je vous donnerai les réponses que vous attendez. Mais, arrêtez,

s'il vous plaît.

Quant à Monsieur le Sénateur, franchement, élevez-vous un petit peu. Vous êtes Sénateur. Arrêtez de patauger dans les ruisseaux. Je sais bien que vous aimez ça mais, ça a des limites. Nous en avons marre de vous entendre débâter sur la Ville de Montpellier et sur la Métropole en permanence. En tout cas, je l'assume : j'en ai marre.

Monsieur le Président

Attendez parce que l'intervention de Madame YAGUE a entraîné plusieurs interventions et plusieurs doigts se sont levés. Nous avons d'abord Monsieur PASTOR puis Monsieur RICO puis Monsieur ROUILLEAULT puis Monsieur BONNAL. OK.

La parole est à Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Je voudrais ramener un peu de sérénité. Je vais répondre à ta question concernant la construction des aires d'accueil des gens du voyage et vous dire qu'enfin, les travaux de celle de Castries vont pouvoir démarrer au premier semestre 2020. Cela fait 10 ans que, personnellement, j'ai proposé le terrain. J'ai toujours été engagé dans cette démarche. Je suis ravi que nous y arrivions enfin.

Intervention hors micro de Monsieur MEISSONNIER.

Gilbert PASTOR

Oui, pardon. Tu as tout à fait raison. Excusez-moi.

Monsieur le Président

Castries, Baillargues, Vendargues.

Gilbert PASTOR

Nous avons fait, à l'époque, un suivi sur ce sujet pour accueillir les gens, etc. Nous étions pionniers sur la question. Tout à fait, Jean-Luc : Castries, Baillargues, Vendargues.

Monsieur le Président

Monsieur RICO. Merci Monsieur PASTOR.

Jean-Pierre RICO

Merci Monsieur le Président. Sur les aires d'accueil des gens du voyage, je voudrais rappeler, puisque l'on parle de solidarité métropolitaine, que notre assemblée a mis en place un schéma d'accueil des gens du voyage à l'échelle métropolitaine qui a été validé par l'État. Accueillir sur son territoire une aire d'accueil n'est facile. Je rappelle qu'il y a les aires d'accueil de 50 caravanes et les aires de grand passage de 150 caravanes. On parle de solidarité mais cette solidarité est également financière puisque la Métropole a voté un budget de 18 millions d'euros pour se mettre en conformité.

Concernant la Ville de Pérols qui est systématiquement agressée par une certaine communauté, j'ai accepté de recevoir sur mon territoire une aire de grand passage pouvant accueillir 150 caravanes et être éventuellement extensible à 250 caravanes car nous avons des très grands passages. La solidarité me plaît et je joue le jeu. Aujourd'hui, je fais un amer constat. Indépendamment des petites querelles et des petites bisbilles que nous pouvons avoir ici dans cette assemblée, je dénonce publiquement le fait que sur mon territoire, j'accepte une aire de 150 voire 250 caravanes qui pèse 2 millions d'euros d'argent public, d'argent des contribuables. Cette aire devait être inaugurée le 16 novembre. Quinze jours avant l'inauguration, des individus, entrant en campagne électorale sur Montpellier, ont amené des gens du voyage pour venir s'installer sur un chantier. Aujourd'hui, ce chantier n'est, bien évidemment, pas fini, mais tout est en train d'être détruit. À des fins de querelles politiciennes, on est, aujourd'hui, en train de foutre en l'air 2 millions d'euros. Je tiens à préciser que c'est un scandale monumental.

Monsieur le Président

Merci Monsieur RICO. *Dark side of the moon.*

Intervention hors micro de Monsieur MEUNIER.

Monsieur le Président

Attendez, il y a tout de même un certain ordre à respecter, Monsieur MEUNIER.

Intervention hors micro de Monsieur MEUNIER.

Monsieur le Président

Je n'ai pas dit que je ne vous la donnais pas mais que j'allais vous la donner dans l'ordre. Vous êtes inscrit. Il y a d'abord Monsieur ROUILLEAULT puis Monsieur BONNAL puis Monsieur MEUNIER.

Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, merci. Chers collègues, je voudrais simplement dire, d'abord, qu'il faut éviter de polémiquer sur un sujet aussi difficile que la question des aires d'accueil des gens du voyage. C'est un sujet très difficile que nous avons tous ensemble à prendre en charge. Je dois l'honnêteté de dire que Castelnau s'était bien positionnée depuis le début en étant tête de file d'un travail en commun des Communes du Crès, de Jacou et de Clapiers sur ce sujet. Nous devons avoir l'honnêteté de le reconnaître tous ensemble.

Je trouve, par ailleurs, que l'idée d'un déplacement en commun sur le terrain de Madame DARDE et de Madame YAGUE est une très bonne idée. Si elles veulent que je les accompagne, je suis prêt à le faire. J'ai fait cela très souvent avec des employeurs et des syndicalistes dans mon métier précédent. Je pense effectivement que c'est en allant ensemble sur le terrain que l'on voit les choses.

Monsieur le Président

Très fort ! Il est très fort ! Très, très fort ! Vous ne perdez pas le Nord, Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur BONNAL.

Pierre BONNAL

Je ris encore. Je pense, Madame YAGUE, qu'il ne faudra pas oublier ce que vient de rappeler Monsieur ROUILLEAULT. Si vous organisez une visite, je ne sais pas ce qu'en pensent le Maire de Jacou et celui de Clapiers mais, en tout cas, le Maire du Crès serait très intéressé d'être présent. Merci. Nous la finançons donc on ira voir un peu ce qui se passe. Il y a d'ailleurs longtemps que je n'y suis pas allé. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur BONNAL. Monsieur MEUNIER et Madame YAGUE. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, je voulais ramener un peu de quiétude. C'est une très bonne chose que la Métropole ait pris cette compétence car cela permet d'être solidaire. Comme l'a dit Jean-Pierre tout à l'heure, il est vrai qu'il est bien que nous ayons mis un gros budget sur ce sujet puisque nombre de nos communes, la vôtre, Montpellier, Pérols, Lattes et d'autres souffrent vraiment régulièrement de ces invasions et cela crée un climat d'insécurité et un climat d'insalubrité également. Je pense en permanence aux cinq groupes qui occupent nos territoires sur Montpellier, Pérols et Lattes, qui tournent et qui posent problème.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, ce ne sont pas des invasions.

Cyril MEUNIER

Ce sont des invasions même de propriétés privées. Non, non, je parle des groupes. Monsieur le Maire de Montpellier, écoutez-moi.

Monsieur le Président

Franchement, le terme d'invasion est mal à-propos.

Cyril MEUNIER

Les cinq groupes, Monsieur le Maire de Montpellier, Président de la Métropole, que nous subissons Jean-Pierre RICO, moi et vous et d'autres, sont des invasions. Cela n'a rien à voir avec la gestion des gens du

voyage. Sur ce sujet, notre municipalité n'a rien à se reprocher. Nous avons été les premiers à faire une aire de grand passage et nous l'avons tenue.

Je voulais juste rappeler que les communes qui étaient en règle avec la loi quand nous avons fait le plan ont accepté de participer au pot commun et à l'effort de solidarité avec celles qui n'étaient pas en règle avec la loi. Donc, nous n'avons aucunement, ni les uns, ni les autres, à nous jeter l'opprobre sur nos politiques et sur notre volonté et c'est bien que nous allions au bout et c'est bien que nous les gérons au mieux.

Petit détail : vous m'avez arrêté et vous avez eu raison car cela me permet de repréciser ma pensée. J'ai bien fait la différence entre la gestion des gens du voyage qui passent sur nos territoires – celle-ci se régule à peu près – et les cinq groupes qui aujourd'hui envahissent les propriétés publiques et privées en les dégradant complètement. Cela vous arrive au Sud de Montpellier. Nous, ça nous arrive, à l'heure actuelle, sur le site de la Villa rouge, sur le site de Yam Sud. Jean-Pierre est régulièrement envahi par ces types qui nous ont même mis, à un moment donné, en insécurité totale nos zones commerciales que ce soit le Fenouillet, le Solis ou le Soriech – je ne parle que des zones de Pérols et de Lattes – avec de réelles conditions d'insécurité pour l'ensemble des personnes qui travaillent et qui viennent y consommer. Donc, nous avons besoin que l'État, dans toutes ses composantes, que soit la justice, que ce soit la police, que ce soit la Préfecture, nous vienne en aide sur la gestion de ces cinq groupes qui, aujourd'hui, mettent à mal l'image de notre territoire métropolitain.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEUNIER. Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Devant le succès de ma proposition, je vais donc l'élargir. Il est hors de question, si nous y allons avec plusieurs Maires, que nous fassions seulement l'aire d'accueil de Castelnau. Nous sommes métropolitains donc, je vous propose de faire la visite de la totalité des aires d'accueil ou des aires de grand passage du territoire et de regarder tous les sites qui sont prévus pour être aménagés dans les années à venir. Toutefois, je refuse de faire une visite uniquement sur Castelnau. Je le répète : nous sommes métropolitains.

Monsieur le Président

Merci Madame YAGUE. Merci beaucoup. Je mets aux voix l'affaire 41. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

J'ai une nouvelle qui vient de tomber. Eh oui, l'actu, il faut la suivre en *live*. Tout à l'heure, Monsieur GRAND a évoqué la présence de Monsieur Sarkozy à Montpellier dans l'entreprise Altrad. Un article du Point de 2017 évoque que Nicolas Sarkozy appartient au catalogue du Washington Speakers. Le tarif : entre 85 000 et 200 000 € par conférence. Merci de sa participation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

AFFAIRE N° 42 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPEL A PROJETS 2020 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE L'HÉRAULT (CIDFF) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 42 : contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole – Appel à projets 2020 – Attribution d'une subvention au Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault (CIDFF).

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Caroline NAVARRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N° 43 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPEL A PROJETS 2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS – PROGRAMMATION COMPLÉMENTAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 43 : contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole – Appel à projets 2019. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

AFFAIRE N° 44 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – RÉNOVATION THERMIQUE DE COPROPRIÉTÉS DANS LE CADRE DU PROJET ECOCITÉ – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION DE FINANCEMENT TRIPARTITE AVEC LA RÉGION OCCITANIE – COPROPRIÉTÉ LAS REBES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44 : Madame JANNIN vous propose, dans le cadre de la rénovation thermique des copropriétés et dans le cadre d'EcoCité, l'attribution de subvention. Qui demande la parole ? Il s'agit d'une convention de financement tripartite avec la Région Occitanie. Cela concerne la copropriété Las Rebes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

AFFAIRE N° 45 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – FINANCEMENT DU RÉSEAU MONTPELLIÉRAIN DE CHALEUR ET DE FROID (RMCF) – GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE A LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Mme I. TOUZARD sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme M. CASSAR.

M. G. PASTOR sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. M. LEVITA.

Mme C. DARDE (avec le pouvoir de M. T. DEWINTRE) et M. G. LANNELONGUE sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 45 : Madame LLORET sur le financement du réseau. Madame LLORET, vous avez la parole

Éliane LLORET

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit de présenter une garantie d'emprunt de la Métropole pour la concession qui est concédée à la SERM depuis 1986 par la Ville de Montpellier pour le réseau de chaleur et de froid.

Au-delà de cette garantie d'emprunt, je voudrais saluer tout le travail qui est fait par le réseau de chaleur et de froid montpelliérain ne serait-ce qu'en matière de transition énergétique puisque au travers de plusieurs avenants, depuis 1986, le réseau s'est absolument développé sur les énergies renouvelables. J'en veux pour preuve la centrale trigénération qui se trouve à Port Marianne. Tout au long du développement de la ville et de l'urbanisation, le réseau de chaleur et de froid est présent sur tout ce qui concerne les énergies renouvelables et fait un travail formidable que je souhaite saluer à cette occasion.

Il s'agit là de voter une garantie d'emprunt pour pouvoir poursuivre les travaux d'extension des réseaux existants et pour créer de nouveaux réseaux puisque de nouveaux quartiers se développent sur la ville, en particulier sur le quartier Cambacérès et sur celui de l'ex-EAI, sur le quartier nouveau Saint-Roch pour la valorisation de la chaleur récupérée ainsi que sur celui de Celleneuve qui bénéficiera de travaux pour lesquels nous votons cette garantie. Le montant de l'emprunt est de 3 700 000 €.

Monsieur le Président

Merci, Madame LLORET.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE RELATIVE A L'ORGANISATION D'ATELIERS DE PRATIQUE ARTISTIQUE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46 : Musée Fabre – Convention de partenariat avec l'établissement public du Musée du Louvre relative à l'organisation d'ateliers de pratique artistique. Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une convention passée avec le Louvre qui invite le musée Fabre dans le cadre de l'exposition Soulages, qui se déroule actuellement à Paris et qui a été inaugurée la semaine dernière, à participer à un atelier gustatif qui met en avant la nouvelle approche de l'art autour du goût, du toucher, du regard, au personnel du musée, au relais du handicap et aux professionnels de la culture et du handicap.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE - MUSÉE FABRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES – CONVENTION DE COLLABORATION AVEC L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 ET LA COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ÉTABLISSEMENTS « LANGUEDOC-ROUSSILLON UNIVERSITES » RELATIVE A L'ORGANISATION DU CYCLE DE CONFERENCE « LES MERCREDIS DE L'ANTIQUITE » - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PENSO sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 47 : il s'agit du Musée Fabre – Site archéologique Lattara. Monsieur TRAVIER.

Bernard TRAVIER

Il s'agit d'une convention de collaboration, Monsieur le Président, entre le musée Fabre, le musée Lattara, la COMUE et l'université Paul-Valéry. Je précise, pour éviter toute discussion, que la COMUE existe jusqu'au 31 décembre 2019. Après, elle n'existera plus. Il s'agit de l'organisation d'un cycle de conférences qui est intitulé « les mercredis de l'Antiquité » à raison de 10 conférences par an. La COMUE prend les frais en charge.

Monsieur le Président

Merci Monsieur TRAVIER.

Je voudrais intervenir sur le musée Lattara. Très simple. D'abord, dans l'histoire, vous ne le savez peut-être pas mais il y a eu beaucoup de conflits sur le nom du musée qui devait s'appeler Henri-Prades puis Lattara. Finalement, les termes ont été choisis ainsi : Lattara – Henri-Prades. C'est tout d'abord pour rendre hommage à Henri PRADES. Ça serait moi, je l'aurais appelé Henri-Prades parce que, tout d'abord, c'était un instituteur passionné d'archéologie puis, j'ai eu l'honneur et la chance de fouiller Lattara avec lui quand j'étais étudiant. C'était quelqu'un au-dessus de toutes les vicissitudes matérielles.

Bernard TRAVIER

Et dont toutes les intuitions ont été vérifiées notamment cet été.

Monsieur le Président

Je me pose une question parce que je me suis un peu plongé cet été dans les textes anciens. Ce n'est pas Lattara qui est mentionné mais Lattera. Monsieur MEUNIER, ce n'est pas vrai ce que je dis ? Merci de votre approbation. Je me demande s'il ne faudrait pas le faire corriger à un moment car ce terme est faux. Lattes ne s'est jamais appelée Lattara dans l'Antiquité mais toujours Lattera.

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Vous avez entièrement raison, Président. Une discussion a eu lieu entre Henri PRADES et Georges FRECHE. Il s'agit d'un musée qui a une ampleur, une importance internationale. On est en train de se rendre compte que le territoire qu'il y a autour du musée est un de ceux où on a eu le plus tôt, dans le bassin méditerranéen une forte population sédentaire puisque 3 000 ans avant J.C., on estime, aujourd'hui, qu'on était à 15 000 habitants ; pour vous dire que ce n'est pas rien. Pour vous donner un ordre d'idée, aujourd'hui, Lattes, c'est 18 000 habitants. Il y a eu un petit creux entre les deux. Georges FRECHE pensait que pour des raisons de communication, il fallait tout appeler Lattara. Nous avons beaucoup discuté. Nous sommes arrivés à un terrain d'entente et nous avons mis le musée au nom d'Henri Prades, puisque c'est lui qui avait découvert le site et qui en avait fait les fouilles et la ligne directrice, et le site s'appelle Lattara. Bien sûr, dans les textes anciens, il est dit Lattera. Cela avait déjà été évoqué. Il est dit aussi Lattara. Les deux sont donnés. Nous pouvons changer, si vous pensez que c'est une bonne idée. Je n'y vois pas d'inconvénient. La seule chose, c'est que nous commençons réellement à avoir une vraie notoriété sur Lattara et il sera un peu compliqué de revenir dessus. Le musée Henri-Prades, c'est clair, net et précis, il faut qu'il le reste. Aujourd'hui, la Commune ne s'est pas du tout désengagée puisque sur le budget qui doit être à peu près de 830 000 €, je rappelle que la Commune de Lattes donne 500 000 € dans le cadre des transferts de compétence. C'est donc un musée qui porte au cœur de tous les Lattoises et Lattois. Merci.

Monsieur le Président

Si je vous pose la question, c'est parce qu'avec Bernard TRAVIER, cet été, nous avons visité la nouvelle campagne de fouilles. Effectivement, Henri PRADES avait raison sur le positionnement du chenal antique qui s'est avéré être exactement là où il l'avait prévu. Les entrepôts sont encore à découvrir.

Monsieur MEUNIER.

Bernard TRAVIER

Je voudrais apporter une précision sans poser de question. C'est bien beau de nous dire que l'on va appeler le musée Henri-Prades. À mon avis, il y a eu un contentieux et un jugement qui a été rendu. Il y a même eu un arrêt du Conseil d'État. Nous n'avons pas le choix.

Cyril MEUNIER

C'est déjà le cas. Nous avons porté le pet et c'est déjà le cas. Il s'appelle déjà Henri-Prades, Bernard. Il faut laisser le musée Henri-Prades. Nous n'avons pas le choix.

Monsieur le Président

C'est Lattera.

Bernard TRAVIER

Il y a une décision de justice qui a tranché. Ce n'est pas un cadeau que nous faisons à la famille PRADES.

Monsieur le Président

Non, non.

Cyril MEUNIER

On est tout à fait d'accord. La personne qui avait cette intention-là n'est plus parmi nous ; laissons-lui la responsabilité de ce qu'elle a fait. Nous avons tous porté ce contentieux et nous y sommes arrivés. Il faut garder le musée à Lattara. Pour corroborer ce que vient de dire le Président, c'est vrai qu'Henri PRADES avait fait un plan dans les années 70 sur lequel il avait situé tout ce que nous trouvons depuis maintenant près de 50 ans. C'était donc un visionnaire. Le problème, c'est qu'il était, comme vous venez de le dire, un simple directeur d'école et que le monde ô combien compliqué de l'archéologie ne lui reconnaissait pas un titre de scientifique. Il a dit que c'était un port étrusque 30 ans avant que l'on ait homologué scientifiquement au niveau national le fait que c'était un port étrusque. Normalement, il n'y avait pas de port étrusque en dehors de l'Etrurie. Maintenant, on en a un.

Monsieur le Président

Si je vous dis cela, c'est parce que, quand j'ai lu les textes antiques, cet été, j'ai appris comment les Lattois de l'époque pêchaient les muges. C'est une pêche extraordinairement précise. En fait, ils avaient apprivoisé des dauphins qui formaient un cercle au large et qui ramenaient les muges dans les filets de Lattara qui étaient tendus dans le port. Pour récompenser les dauphins, ils leur donnaient de la mie de pain trempée dans du vin. C'est écrit dans les textes antiques. J'ai trouvé cette chasse merveilleuse. Je m'inspire souvent de l'attitude des animaux.

Bernard TRAVIER

Cette pêche existe toujours en Mauritanie. Il y a une tribu qui s'appelle les Imraguens qui pêche avec les dauphins qui ramènent les mulets en hiver dans les filets.

Monsieur le Président

Les mulets. Voilà, c'est exactement ça.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE – MUSÉE FABRE – ADHÉSION A DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS – APPROBATION

M. E. PENSO, Mme C. DARDE (avec le pouvoir de M. T. DEWINTRE) entrent en séance.

Mme E. LLORET, MM. H. DE VERBIZIER et R. YOUSSEF sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 48 : Musée Fabre – Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

**AFFAIRE N° 49 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA BIBLIOTHEQUE
PUBLIQUE D'INFORMATION (BPI) RELATIVE AU DISPOSITIF DE REPONSE A DISTANCE
« EUREKOI » – AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 49 : convention de partenariat avec la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) relative au dispositif de réponse à distance « Eurêkoi » – Autorisation de signature. Qui demande des précisions ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Je profite de la présence de Gilles GUDIN DE VALLERIN pour vous dire, chers collègues, que les travaux de l'auditorium de la médiathèque Émile-Zola sont pratiquement terminés. Il reste quelques bricoles à réaliser. L'auditorium, qui est magnifique, dont j'ai vu les photos, ouvrira officiellement au mois de janvier. Je ne serai malheureusement pas des vôtres. C'est Bernard TRAVIER qui assurera l'inauguration. Mais peut-être que je ferai un tweet.

Bernard TRAVIER

On enverra des photos.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

**AFFAIRE N° 50 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) –
RECRUTEMENT D'INTERVENANTS PONCTUELS – CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION ET
PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT – APPROBATION**

M. JN. FOURCADE entre en séance.

Mme S. JANNIN entre en séance (le pouvoir donné à M. P. KRZYZANSKI est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 50 : Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) – Recrutement d'intervenants ponctuels – Conditions de rémunération. Qui veut des précisions particulières ? J'ai beaucoup regretté que les élus de la Métropole ne soient pas présents à la visite du conservatoire et du chantier. C'est dommage. Ils auraient pu y assister. Certains maires étaient présents et je les en remercie. Toutefois, il aurait été bien qu'ils soient présents eu égard à ce chantier magnifique, durable, inspiré de l'économie circulaire et de la transition écologique et énergétique qu'est le chantier du conservatoire de Montpellier.

Bernard TRAVIER

Le calendrier est respecté pour le moment.

Monsieur le Président

Le calendrier est respecté. 45 millions d'euros d'investissement de la Métropole. Conservatoire de musique, de danse, d'art dramatique. 2 200 enfants prévus alors qu'aujourd'hui, nous sommes, Bernard, à peu près à 1 600.

Bernard TRAVIER

Élèves ?

Monsieur le Président

Élèves.

Bernard TRAVIER

Non, 1 720.

Monsieur le Président

1 720 élèves aujourd'hui.

Bernard TRAVIER

Excusez-moi.

Monsieur le Président

Non, non, il faut être précis.

Bernard TRAVIER

Excusez-moi, Monsieur le Président, mais c'est 1 720.

Monsieur le Président

Maître, il faut être précis. 1 720.

Bernard TRAVIER

Et nous venons d'obtenir le label « classe préparatoire », ce que nous n'avions pas. Nous venons de l'obtenir très récemment. Il y a donc beaucoup d'élèves en provenance de l'étranger et de toute la France qui viennent maintenant préparer les concours d'entrée soit à Genève soit au CNSMD de Lyon ou à celui de Paris.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

**AFFAIRE 51 : CULTURE- CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) -
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE LYCÉE CLEMENCEAU RELATIVE À
L'ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS DE LA SÉRIE TECHNOLOGIQUE "SCIENCES ET
TECHNIQUES DU THÉÂTRE, DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE" (S2TMD)
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

**AFFAIRE N° 52 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ASSOCIATIONS ET CLUBS
SPORTIFS – AFFECTATION DE SUBVENTION – CONVENTION D'ATTRIBUTION –
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. LANNELONGUE entre en séance.

Mme C. LEVY-RAMEAU sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 52 : associations et clubs sportifs – Affectation de subvention pour un montant de 20 000 €. Qui demande des précisions ? Non, je donne la parole au Vice-Président Jean-Luc Meissonnier, Maire de Baillargues.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'un budget sur le BP 2020 pour le fonctionnement des associations et des clubs sportifs pour un montant de 8 612 000 €. En même temps, je vous propose de voter

une subvention de 20 000 € pour le club taurin Le Trident pour l'organisation de la remise du trophée du 3M. On consacrera une nouvelle fois Ziko KATIF. Si certains ont des demandes sur ces subventions, ils n'ont qu'à venir me voir. Il n'y a pas de problème.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEISSONNIER. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GEMAPI - MODIFICATIONS DES STATUTS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX DE BASSIN (EPTB) SYMBO ET SYBLE - APPROBATION

Mme M-H. SANTARELLI, M. J-L. COUSQUER, M. Y. PELLET, M. B. TRAVIER et M. A. MOYNIER sortent de séance.

Mme B. ROUSSEL-GALIANA sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. T. QUILES.

Monsieur le Président

Affaire 53 : il s'agit de la loi GEMAPI – Modifications des statuts des Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) SYMBO et SYBLE.

Monsieur LUSSERT qui ne prendra pas part au vote.

Jean-Marc LUSSERT

Je crois même que je ne peux pas m'exprimer sur le sujet. En revanche, ce que je peux faire sur les affaires 53, 54, 55 et 56, c'est de ne pas en parler mais rappeler une règle générale à savoir que les collectivités GEMAPIennes se doivent d'avoir des bras armés ou des possibilités de se reposer sur certaines institutions, par exemple, les syndicats de bassin et de rivière. Pour cela, il faut que les statuts des syndicats et celui de la Métropole soient en accord pour appliquer la loi. Deuxièmement, si on charge le syndicat d'une tâche qui est GEMAPIenne, il faut faire une convention de façon générale et des conventions particulières pour chaque action GEMAPIenne.

C'était, bien sûr, un rappel complètement général et théorique de la loi. Je ne m'exprimerai pas sur les quatre affaires en question.

Monsieur le Président

D'accord, je vais m'exprimer, moi. Monsieur MEUNIER, sur l'affaire 53 ?

Cyril MEUNIER

Oui. Je voulais nous féliciter collectivement aussi bien au niveau des intercommunalités que des EPTB de l'excellence des relations que nous avons pu avoir avec l'ensemble des services et remercier Philippe RENAUD des services juridiques car la mise en place de cette GEMAPI n'était pas simple, ainsi que l'attention portée par mon ami Jean-Marc et l'ensemble des personnes qui ont pu travailler sur ce dossier. Nous y sommes arrivés.

J'ai juste une question à vous poser. Pourquoi Jean-Marc ne peut pas participer au vote ?

Monsieur le Président

Ce sont les services juridiques qui nous ont dit cela.

Cyril MEUNIER

Est-ce que moi qui suis président du SYBLE, j'ai le droit ?

Monsieur le Président

Attendez, je n'ai pas encore donné la liste parce qu'elle est énorme.

Cyril MEUNIER

Je te parle du 53 déjà. 54 aussi. Pourquoi les personnes qui siègent au SYBLE et au SYMBO n'ont pas le droit de voter ? Qui a le droit de participer au vote, alors ?

Monsieur le Président

Les autres. BARTHAS, BREYSSE, DASYLVA, EL KANDOUSSI, FOURCADE, GALABRUN, GUIRAUD, ILLAIRE, JANNIN, JAOLU, KRZYZANSKI, LUSSERT, MEISSONNIER, PASTOR, RICO, SAVY, SEGURA, TORTORICI, CAIZERGUES, DEWINTRE, FRAYSSE, MOYNIER, VERA ne prennent pas part au vote. Il n'y a pas MEUNIER. Il faut mettre MEUNIER. MEUNIER ?

Cyril MEUNIER

Je ne sais pas.

Monsieur le Président

Si, si, on le met par sécurité.

Renaud CALVAT

Hors micro... Parce que là, vous avez cité les élus représentant la Métropole de Montpellier au SYBLE mais il y a ici aussi des élus représentant le Département de l'Hérault qui siègent au SYBLE.

Cyril MEUNIER

C'est mon cas.

Renaud CALVAT

C'est le mien aussi.

Monsieur le Président

Qui siège au SYBLE ? Madame JANNIN, vous avez déjà été citée. Monsieur BREYSSE, vous avez été cité ? Oui. Il n'y a donc que Monsieur CALVAT et Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Je n'arrive pas à comprendre le fondement juridique du fait que Jean-Marc qui a la compétence...

Monsieur le Président

Il faut demander à Monsieur Philippe RENAUD que vous avez cité tout à l'heure.

Cyril MEUNIER

Honnêtement, je n'arrive pas à comprendre pourquoi nous n'avons pas le droit de voter car il s'agit d'une convention de partenariat. Mais bon, nous comptons sur les autres pour voter car c'est très bien.

Monsieur le Président

Je vais voter. Je voterai.

Cyril MEUNIER

Bon d'accord.

Monsieur le Président

Vous pouvez compter sur moi.

Cyril MEUNIER

Je compte sur vous. C'est rare mais là, je compte sur vous.

Monsieur le Président

Affaire 53 : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Heureusement que nous avons tout de même voté la GEMAPI. Il y en a qui s'y sont opposés mais heureusement que nous l'avons votée. D'ailleurs, hier soir, toujours au Conseil de surveillance du CHU, nous avons été remerciés par l'ensemble des administrateurs puisque dans le cadre de la mise hors d'eau suite au nouveau plan d'inondation du CHU, c'est la Métropole qui a repris – nous l'avons voté précédemment – la maîtrise d'ouvrage des travaux sur les inondations ; 12 millions d'euros. Ils nous ont remerciés d'avoir pris

la compétence.

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Je ne retire rien des critiques que j'ai portées sur la GEMAPI. Le transfert de compétences pouvait très bien se faire hors GEMAPI. Je considère une fois de plus que l'application des GEMAPI sur un territoire aussi bien organisé qu'était celui de la Métropole ou celui de l'Hérault était difficile à mettre en œuvre. D'ailleurs, nous avons beaucoup usé d'heures et de consultations diverses et variées. C'est pour cette raison que j'ai remercié Philippe RENAUD et l'ensemble des services, en particulier Géraldine VACQUIER et ses équipes du SYBLE, parce que ce n'était pas simple à mettre en œuvre.

Ho ! Mon téléspectateur me livre une information. Il paraîtrait qu'il y aurait une demande générale des EPTB et de beaucoup de Départements en France pour remettre en cause les conditions de la GEMAPI qui s'appliquent mal en particulier pour nos amis pour lesquels nous allons avoir une pensée de solidarité qui sont ceux du Var et de l'Aude qui se retrouvent en territoire de compétence GEMAPI à devoir assumer les travaux seuls sans solidarité autre que celle qu'ils ont entre eux par rapport aux dégâts que les grandes inondations ont occasionnés chez eux.

La GEMAPI a aussi permis à certaines collectivités et en particulier à l'État de se dégager de toute responsabilité sur la remise en état après des dégâts importants. Je pense que ce n'était pas forcément la meilleure chose à faire. Maintenant, nous avons l'intelligence au niveau de la Métropole et des EPTB et des autres intercommunalités en particulier pour le SYBLE ; je cite le Pic-Saint-Loup, je cite également l'Étang de l'Or, la vallée de l'Hérault, les autres intercommunalités qui le composent et le Département qui aide et qui porte à 45 % le financement du SYBLE. Je crois que nous avons une bonne politique dans le Département de l'Hérault ainsi que sur la Métropole et qu'il faut s'en réjouir. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix.

AFFAIRE N° 54 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GEMAPI – CONVENTIONS CADRE DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE AVEC LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS TERRITORIAUX DE BASSIN DE L'OR (SYMBO) ET DU LEZ (SYBLE) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. LEVY-RAMEAU et M. R. REVOL entrent en séance.

Mme R. BUONO et M. N. SEGURA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 54 : conventions cadre de délégation de compétence avec les Établissements Publics Territoriaux de Bassin de l'Or (SYMBO) et du LEZ (SYBLE).

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel

FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix.

AFFAIRE N° 55 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GEMAPI – CONVENTION SUBSÉQUENTE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN (EPTB) SYBLE RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE RÉCURRENTÉ DE L'ITEM 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JM. DI RUGGIERO et M. JP. GRAND sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire suivante. Toujours GEMAPI, convention subséquente avec l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) SYBLE relative à la mise en œuvre récurrente de l'item 2. C'est l'autorisation de signature.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Titina DASYLVA, M. Thierry DEWINTRE, Mme Mylène FOURCADE, M. Michel FRAYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, M. Sauveur TORTORICI, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix.

AFFAIRE N° 56 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GEMAPI – CONVENTION SUBSÉQUENTE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN (EPTB) SYMBO RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE RÉCURRENTÉ DES ITEMS 2 ET 8 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 56 : toujours GEMAPI. Il s'agit du SYMBO.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix.

AFFAIRE N° 57 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLEE DE LA MOSSON À LATTES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – DÉCLARATION DE PROJET

Mme P. MIRALLES et M. M. MAJDOUL sortent de séance.

Mmes R. BUONO et E. LLORET, MM. N. SEGURA, B. TRAVIER, A. MOYNIER et J-M DI RUGGIERO

entrent en séance.

Mme C. HART sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 57 : aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone. Il s'agit de la déclaration de projet. La parole est au Vice-Président, Maire de Prades-le-Lez, Jean-Marc LUSSET.

Jean-Marc LUSSET

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, il s'agit de la déclaration de projet relative à la protection contre les inondations de la basse vallée du Lez qui concerne les Communes de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone. Elles ont connu tout un tas d'épisodes successifs. En septembre, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'autorisation du système d'endiguement. Le Conseil avait également autorisé Monsieur le Président à solliciter Monsieur le Préfet pour les ouvertures d'enquêtes publiques nécessaires pour prononcer la déclaration d'utilité publique, la DIG et d'éventuelles procédures d'expropriation à requérir.

Aujourd'hui, la déclaration de projet doit contenir cinq ou six choses :

1. l'objet de l'opération ;
2. la justification de l'intérêt général ;
3. l'avis de l'autorité environnementale ;
4. l'avis des collectivités territoriales des Communes concernées ;
5. le résultat de la concertation avec le public ;
6. d'éventuelles modifications par rapport au projet qui était proposé.

L'objet de l'opération : il s'agit de supprimer le risque de rupture de digues de la Mosson par surverse. Il s'agit de renforcer et d'aménager la rive gauche pour qu'elle participe à la régulation dynamique des débordements de la Mosson. Il s'agit également d'araser la digue qui fermait complètement la vallée au pied du massif que représente le Thôt. Il s'agit également d'améliorer le ressuyage de la plaine de la rive gauche.

L'intérêt général : il a été reconnu que les bases – le coût du projet par rapport au coût des dégâts occasionnés – sont à l'équilibre ou du moins favorables. Sur les bénéfices en termes de sécurisation des habitants de la Commune de Lattes et au niveau du bilan écologique, le projet est jugé positif.

L'avis de l'autorité environnementale : globalement, l'impact environnemental est proportionnel aux intérêts qu'il faut défendre. Toutefois, cette autorité régionale a demandé des précisions quant à la préservation de la biodiversité en particulier sur l'ensemble des gîtes d'un petit oiseau qui s'appelle le rollet d'Europe. Il a été fait une étude supplémentaire pour répondre à cette question.

L'avis des collectivités territoriales : le 18 septembre 2019, la Commune de Lattes a émis un avis favorable sans réserve. Le 22 octobre 2019, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a émis un avis favorable mais en proposant quelques réserves c'est-à-dire des questions. Si je les résume très rapidement, l'inquiétude portait sur le fait que le projet favorise des zones d'expansion des crues qui sont plutôt les zones sur la rive droite où se trouve la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Il était donc assez logique que la Commune demande des précisions quant aux scénarios et aux simulations qui ont été faites par ordinateur sur l'évolution, après les travaux, d'une crue. Ensuite la Commune s'est posé des questions puisqu'on est au pied du Thôt, ancienne décharge. Elle se posait des questions sur les lixiviats, comprenez les jus qui peuvent couler de l'ancienne décharge. Elle se demandait ce qu'il en serait par rapport à la pollution que cela pourrait entraîner si ces flux existaient. Ensuite, il y avait une question sur le gué de la Planche qui est inondé très régulièrement. Bref, la Métropole a apporté des réponses à toutes ces questions au commissaire enquêteur qui n'a pas manqué de les répercuter. Les services ont, point par point, répondu à toutes les demandes de la Commune de Villeneuve.

Les enquêtes publiques : il y a eu 25 observations qui étaient sur des thématiques de protection des habitants, de préservation des cultures, de risques d'aggravation des inondations en rive droite, comme je viens de le dire, des sujets sur le nettoyage et le curage des cours d'eau, la consolidation des berges, le désenvasement et la vidange de l'étang de l'Arnel et quelques propositions de travaux complémentaires.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale, sur

l'arasement des digues et sur l'amélioration du ressuyage de la plaine rive gauche. Excusez-moi, je me suis trompé. Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale, sur l'enquête parcellaire, sur l'enquête préalable pour la DUP, sur l'enquête préalable à la DIG.

Il est donc demandé au Conseil de déclarer l'intérêt général de ce projet, de solliciter Monsieur le Préfet pour prononcer les arrêtés correspondants et le système d'endiguement, l'utilité publique, la DIG, tout ce que j'ai cité et d'autoriser Monsieur le Président à signer les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LUSSERT. Qui demande la parole ? Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Au nom de la Commune de Lattes, nous ne pouvons que nous réjouir que ces travaux puissent démarrer. Quand cela sera terminé, nous serons en 2022. C'est une réflexion d'ordre général. Je remercie l'ensemble de la DEA du service de l'eau, en particulier Nicolas ZUMBIEHL, et tous les cadres qui ont pu travailler et les élus qui ont pu suivre ce dossier. Il faut tout de même se rendre compte que la première inondation de la rupture de la digue de la Mosson date de 2002. Cela veut dire que nous aurons mis 20 ans à protéger les quartiers qui ont été inondés successivement en 2002 et 2003. Cela n'est pas du fait de la Métropole mais du fait des procédures de plus en plus compliquées et des changements de règlement qui interviennent en plein milieu des démarches qui sont déjà très longues à mettre en œuvre pour autoriser la réalisation des travaux d'hydraulique de cette importance. C'était juste pour le dire car c'est tout de même, par rapport à l'incompréhension des citoyens, quelque chose qui est regrettable. Malgré les différentes interventions que nous avons pu faire au niveau gouvernemental, nous sommes toujours dans ces imbroglios. Dès que nous avons de gros événements comme ceux dont j'ai parlé dans le Var et l'Aude, on peut être à peu près certain que dans les six mois, l'administration centrale va encore durcir les règles d'examen des dossiers, les chaînes administratives, etc. qui rendent de plus en plus compliqué l'exécutif des protections par les collectivités qui en ont la responsabilité comme nous. Merci d'aller le plus vite possible.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 57.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 58 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ FIXANT LES MODALITÉS DE COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS – AVIS DE LA MÉTROPOLE

Mme C. NAVARRE, MM J. MALEK et B. TRAVIER sortent de séance.

MM. J-L. COUSQUER, M. MAJDOUL et Y. PELLET entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 58 : il s'agit de la modification de l'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés. Madame BARTHAS.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Monsieur le Président, il s'agit d'une affaire technique. En effet, nous devons modifier l'arrêté qui fixe les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés car, au vu des travaux de Demeter, nous nous devons d'adapter cet arrêté à l'extension des consignes de tri. Il est dit également que la collecte spécifique des papiers blancs est supprimée car ils intègrent l'extension des consignes de tri. Dernier point modifié dans cet arrêté : j'ai fait reculer l'heure de ramassage et de sortie des cartons sur la ville de Montpellier à 18 heures au lieu de 17 h 30 car moins il y a d'encombres et moins la ville se salit. Je voudrais profiter de cette affaire pour remercier les services de la Direction de la prévention et de la valorisation des déchets de la Métropole car leur tâche est ample.

Monsieur le Président

Merci Madame BARTHAS.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je voudrais également ajouter que Demeter se porte à merveille. C'est un beau bébé. La semaine prochaine, le 26 et 27 juillet, les premières bennes de déchets recyclables vont y être amenées.

Monsieur le Président

26 et 27 décembre. Janvier.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Décembre, Monsieur.

Monsieur le Président

Vous avez dit juillet.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Juillet ?

Monsieur le Président

Vous avez envie d'être en vacances.

Valérie BARTHAS-ORSAL

C'est un rêve.

Monsieur le Président

C'est freudien.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Le 26 et 27 juillet... Euh, décembre.

Rires des élus.

C'est le fantasme de la maîtresse d'école. Les premières bennes de déchets recyclables vont arriver à Demeter. Nous allons petit à petit passer de 6,5 tonnes à l'heure de déchets traités à 11 tonnes par heure. Merci bien.

Monsieur le Président

Merci Madame BARTHAS. Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÈGLEMENT DE L'APPEL A IDÉES POUR L'HABILLAGE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY – DÉSIGNATION DES MEMBRES DU JURY – APPROBATION

Mmes S. JANNIN, I. MARSALA, MM N. SEGURA, G. LANNELONGUE et A. MOYNIER sortent de séance.

Mmes M-H SANTARELLI, C. NAVARRE, P. MIRALLES et MM. A. LARUE (avec le pouvoir de P. DUDIEUZERE), B. TRAVIER, R. YOUSSEUS, J. MALEK et H. DE VERBIZIER entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 59 : il s'agit du règlement de l'appel à idées pour l'habillage de la ligne 5 de tramway. C'est la désignation des membres du jury. La parole est au Vice-Président, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Jean-Pierre RICO

Merci Monsieur le Président. En septembre, nous avons approuvé le principe de s'appuyer sur les citoyens et futurs utilisateurs du tramway pour définir l'habillage des rames associées à la ligne numéro 5. Selon le principe de l'appel à idées ouvert à tous et sur le thème *Citoyens du monde* devant promouvoir les valeurs d'universalisme, de respect, d'échanges interculturels et incarner l'engagement citoyen au service de la planète. La Métropole a également approuvé qu'un jury retienne les cinq meilleurs projets qui auront, dans le

respect du règlement, répondu au mieux à l'appel à idées. Ces projets seront ensuite soumis à votation populaire.

En modification de cette délibération de septembre, il est proposé que la composition du jury soit composée comme suit : quatre élus de la Métropole et trois personnalités compétentes : le directeur du MO.CO., le directeur de l'école d'architecture et le directeur du musée Fabre.

Monsieur le Président

Merci Monsieur RICO. Qui demande la parole ? Est-ce que vous êtes d'accord pour que nous votions la composition du jury à main levée ? Est-ce qu'il y a des avis contraires ? Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, nous nous abstenons sur ce dossier dans la mesure où la ligne 5 avait déjà bénéficié d'une robe choisie par appel d'offres en 2013.

Monsieur le Président

OK. Qu'est-ce qu'il a Monsieur GRAND ? Je n'ai pas entendu. Ah, vous vous interrogez. Vous parliez tout seul. D'accord. Voilà la composition du jury que je vous propose : Monsieur Jean-Pierre RICO, Monsieur Bernard TRAVIER, Madame Isabelle MARSALA, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Monsieur le directeur du MO.CO., Nicolas BOURRIAUD, Monsieur le directeur de l'école d'architecture, Monsieur DEREY, et Monsieur le directeur du musée Fabre, Monsieur Michel HILAIRE.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Mais, j'ai donné la parole !

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Attendez. Vous voulez la parole, vous allez l'avoir. Qui demande la parole ? Monsieur CALVAT, Monsieur MEUNIER, Monsieur GRAND.

Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Simplement, Monsieur le Président, la ligne 5 du tramway ayant normalement son terminus à Clapiers, je pense qu'il serait souhaitable que Monsieur le Maire de Clapiers puisse faire partie du jury.

Monsieur le Président

Mais vous n'êtes pas Maire de Clapiers. Alors, je demande au Maire de Clapiers quel est son avis. Monsieur le Maire de Clapiers, donnez-moi votre avis.

Éric PENSO

Monsieur le Président, chacun ici connaît mon engagement, vous le premier, pour le tramway et la ligne 5.

Monsieur le Président

Mais, Monsieur le Maire de Clapiers, vous avez raison. De même que le Maire de Lavérune. Vous ne le demandez pas, Monsieur le Maire de Lavérune, mais je vous l'offre.

Intervention hors micro de Monsieur CAIZERGUES.

Monsieur le Président

Je sais que vous n'en voulez pas du tramway.

Roger CAIZERGUES

Disons sous certaines conditions et examiner les propositions que nous avons faites antérieurement.

Monsieur le Président

De toute façon, vous êtes obligé d'y être ; si le Maire de Clapiers y est, le Maire de Lavérune y est parce que le DUP du tramway va de Clapiers jusqu'à Lavérune.

Roger CAIZERGUES

Tout à fait. Je faisais déjà partie du jury qui avait choisi pour la ligne 5 Madame dont je ne me rappelle plus le nom et qui avait ensuite été éliminée. Donc, ça ne me gêne pas d'être de nouveau dans le jury.

Monsieur le Président

D'accord. D'autant que les deux Maires sont des hommes de culture, ça ne gâche donc rien. Donc, je vous propose la composition suivante : Jean-Pierre RICO, Roger CAIZERGUES, Maire de Lavérune, Éric PENSO, Maire de Clapiers, Bernard TRAVIER, Vice-Président chargé de la culture, Isabelle MARSALA, Adjointe à la culture, Abdi EL KANDOUSSI, président de TaM, le directeur du MO.CO., Nicolas BOURRIAUD, Monsieur DEREY pour l'architecture et Michel HILAIRE pour le musée Fabre.

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, j'ai une question et ensuite une explication de vote. La première question : Jean-Pierre MOURE a entièrement raison. On avait voté. Il y a eu un appel d'offres avec une artiste : Miss.Tic. Comment a été mis un terme à son contrat ? Est-ce que le terme de ce contrat a donné lieu à une indemnisation ? C'était la question. C'est juste pour avoir l'historique.

Ensuite, le groupe majoritaire de la commune de Lattes – je n'embarque pas Madame GIANIEL dont j'ai le pouvoir car je ne sais pas ce qu'elle en pense et je ne voterai donc pas pour elle – composé de Carole DONADA, Éric PASTOR et moi-même, s'abstiendra également non pas pour mettre en cause une des personnes de ce jury – je pense qu'elles sont toutes qualifiées et que le choix est bon – mais seulement parce que je considère que le choix avait été fait et comme Jean-Pierre MOURE, je ne vois pas pourquoi nous remettrions en cause ce choix. C'est tout. Nous ne participerons pas. Nous ne voterons pas contre.

Monsieur le Président

Monsieur FINA pour le contrat avec Miss.Tic.

Monsieur FINA

Effectivement, un certain nombre de clauses étaient prévues dans le contrat. L'équipe qui avait été retenue a été indemnisée comme cela était prévu contractuellement.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur FINA

Je n'ai pas les chiffres en tête.

Monsieur le Président

Nous l'avons communiqué à plusieurs reprises dans la presse.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Pourquoi je ne m'en souviens pas ? Mais, je n'ai pas une mémoire d'éléphant.

Monsieur FINA

C'est 60 000 €.

Monsieur le Président

60 000 €. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Qu'est-ce qui avait justifié que nous annulions ce contrat avec cette dame ? Je ne sais pas, c'était plutôt joli. Il y avait quelque chose qui choquait dans la proposition artistique qu'elle avait faite ? C'était grossier ? Ce n'était pas assez intellectuel, beau ?

Monsieur le Président

Parce que nous considérons que la robe de la ligne 5 doit faire l'objet d'un concours large dans lequel les citoyens sont intégrés. C'est tout simple. Nous avons donc ouvert aux citoyens, aux enfants des écoles, la cinquième ligne de tramway. Je ne critique pas l'artiste Miss.Tic mais notre façon de concevoir la ligne 5 et sa robe est un peu différente. D'ailleurs, les réunions de concertation pour son trajet sont aussi un peu différentes puisque, grâce aux citoyens, nous avons modifié le trajet même de la ligne qui passait dans le parc Montcalm.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Non, ce n'est pas vrai Monsieur MOURE. La ligne 5, vous ne l'aviez pas mise dans votre programme des municipales. Un. Deuxièmement, vous n'avez pas acheté le foncier. Troisièmement, vous étiez incapables de la financer parce que vous n'avez pas pu augmenter la CFE, on vous en a empêché. Et, vous aviez prévu 30 % d'augmentation des impôts pour les Montpelliérains. Donc, ne refaites pas l'histoire, s'il vous plaît. D'ailleurs, les Montpelliérains ont tranché.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Non, non, relisez l'enquête publique.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Monsieur MOURE, Monsieur MEUNIER n'a pas terminé.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Non, non, vous n'avez rien décidé.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Cyril MEUNIER

Jean-Pierre, ce n'est pas que je veuille te couper la parole mais lève le doigt comme moi et tu verras qu'il nous donne la parole ensuite.

Monsieur le Président

Le premier qui a parlé de la ligne 5, c'est Georges FRECHE il y a très longtemps et il ne l'a pas faite.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Il aurait pu la continuer. Dès 2002, dans le plan de déplacement, la ligne 5 était évoquée.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, finissez.

Cyril MEUNIER

Je ne veux pas couper la conversation avec Monsieur MOURE mais ce dernier n'est pas entendu vu qu'il n'a pas son micro. Je voulais revenir sur la question du choix de la robe. Nous avons donc annulé le contrat de Madame Miss.Tic avec la somme que vous avez donnée. Je n'ai pas bien compris combien c'était parce que cela évolue entre 60 000 € et 200 000 €. Cela doit donc être au milieu.

Monsieur le Président

Non, non.

Cyril MEUNIER

Nous avons annulé le contrat qui avait été signé avec cette dame. Nous n'avons donc pas honoré notre signature pour la simple et bonne raison que les enfants des écoles n'avaient pas participé à l'élaboration de la robe ! Deuxième question et après j'arrête : dans la nouvelle désignation de quelqu'un qui fera la robe, comment les enfants vont être intégrés ? Dans le jury que vous avez cité, je ne veux vexer aucun d'entre eux mais ils n'ont plus l'âge d'être considérés comme des enfants. Comment allons-nous intégrer les enfants ?

Monsieur le Président

Nous vous avons dit que nous faisons un concours ouvert auquel pourraient participer tous les enfants mais pas que les enfants, les adultes, les artistes. Le concours est ouvert. Nous l'avons déjà dit. C'est la troisième fois. C'est écrit dans la délibération et cela fait trois fois que nous passons l'affaire. De plus, nous avons tout de même le droit de changer la robe d'un tram dans la mesure où l'artiste n'est pas pénalisée puisqu'elle a été rétribuée pour son travail. Nous avons tout de même le droit.

Monsieur RICO.

Jean-Pierre RICO

Oui Monsieur le Président. Cette délibération n'a pas pour objet de déterminer un jury qui va choisir la robe du tramway. Cette délibération a pour but de choisir un jury qui va effectivement permettre de vérifier l'ensemble de l'appel à projets qui a été réalisé et de retenir cinq projets qui répondront le mieux à l'appel à projets. À l'issue de ces cinq projets qui seront présentés publiquement, il y aura un vote populaire et ce sont les citoyens qui choisiront le projet de livrée, de robe de la ligne n° 5 de tramway. Ce n'est donc pas un jury qui choisira la robe mais les citoyens à l'issue de la détermination des cinq projets qui répondront le mieux à l'appel à projets.

Monsieur le Président

Merci. Une dernière phrase, Monsieur MEUNIER. Ensuite, il y a Monsieur GRAND, Monsieur MOURE qui veut prendre la parole ainsi que Monsieur EL KANDOUSSI. Je répète : Monsieur MEUNIER, Monsieur GRAND, Monsieur EL KANDOUSSI.

Monsieur MEUNIER, finissez.

Cyril MEUNIER

Merci Jean-Pierre pour ces explications. Tout le monde a bien compris : le jury va arrêter cinq propositions puis, il y aura ensuite une consultation populaire. Je pense que c'est une très bonne méthode.

Je reviens sur l'annulation de Miss.Tic. Monsieur le Président, la décision d'annuler Miss.Tic, ravivez-moi la mémoire, a-t-elle été prise par une délibération du Conseil municipal, par une réunion des Maires ? Je ne vous mets pas en cause, je vous demande seulement qui a pris cette décision car c'est la Métropole et non pas la Ville de Montpellier qui était liée par ce contrat. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait eu de délibération – à moins que j'ai un trou de mémoire et si c'est le cas, je vous prie de m'excuser – du Conseil de Métropole, ni une décision de la Conférence des Maires qui, à cette époque-là, se réunissait régulièrement, on va dire.

Monsieur le Président

Cela veut dire qu'aujourd'hui, la Conférence des Maires ne se réunit pas ?

Cyril MEUNIER

Je vous ai déjà donné mon opinion sur la Conférence des Maires.

Monsieur le Président

Cela veut dire qu'elle ne se réunit pas ?

Cyril MEUNIER

C'est une réunion où nous ne sommes qu'entre Maires. Depuis que je vous ai fait la réflexion, elle se réunit beaucoup plus souvent. Elle a un fonctionnement qui est très particulier puisque vous nous faites étudier les dossiers sans nous donner les documents donc, nous les regardons. Nous vous avons fait la réflexion la fois dernière avec Frédéric LAFFORGUE ; c'est vous dire si elle se réunit puisque Frédéric ne siégeant pas ici, c'est sa seule occasion de siéger à nos côtés dans les décisions qui impliquent la Ville dont il est Maire maintenant. Donc, elle se tient. Généralement, nous nous réunissons avec les Vice-Présidents, ce qui n'était pas prévu dans les statuts. Toutefois, nous n'allons pas revenir là-dessus. Nous en avons déjà discuté. Je vous demande uniquement, quelle est la décision de notre instance métropolitaine qui a mis fin à un contrat qui a coûté au contribuable entre 60 000 et 200 000 €.

Monsieur le Président

66 000 €.

Cyril MEUNIER

Même si c'est 66 000 €, c'est déjà une somme. Quelle est l'instance qui a pris cette décision ? C'est tout. Merci de m'avoir écouté et de me répondre.

Monsieur le Président

Je vais donner la parole à Abdi EL KANDOUSSI. À Monsieur GRAND tout d'abord qui me l'a demandée puis à Abdi EL KANDOUSSI. En revanche, la conférence des Maires se réunit fréquemment et ce n'est pas vous qui me l'avez demandé mais c'est ce que nous le faisons depuis le début du mandat. Toutefois, si vous considérez que la conférence des Maires ne vous satisfait pas, lorsque vous serez Président de la Métropole de Montpellier, vous pourrez en faire ce que vous voulez. Vous pourrez demander à vos collègues plus de démocratie. Vous pourrez les réunir autant que vous le voulez. Vous l'avez exprimé à plusieurs reprises dans la presse. Donc, je vous retourne vos articles et vos publications. Quand vous serez élu, vous le ferez.

Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, être élu ne donne pas tous les droits.

Monsieur le Président

C'est un vrai fantasme que vous avez, Monsieur MEUNIER, puisque déjà sous Georges FRECHE, vous aviez émis cette hypothèse.

Jean-Pierre GRAND

Bon, je vois que les élections vous taraudent. Nous, ce qui nous taraude, Monsieur le Président, c'est la bonne gestion. Vous vous rendez compte, tout de même, que vous nous proposez de désigner un jury pour désigner une équipe d'abord puis un lauréat qui choisira la robe de la ligne de tramway. Jusque-là, pas de problème. Nous découvrons, pendant la séance, qu'il y avait déjà une robe – je ne m'en souvenais plus – qui avait été choisie. Que ça coûte... Non mais, c'est la vérité. Permettez-moi de faire la synthèse des choses parce que, de temps en temps, il faut le faire. Nous découvrons qu'il y a déjà eu une désignation, que cette désignation a coûté entre 60, 70 000 €, ou peut-être plus, je n'en sais rien, mais ce sont déjà des sommes considérables, que de façon unilatérale, vous avez décidé de rompre avec l'artiste qui a été désigné. Vous nous faites aujourd'hui voter un jury qui, par définition, dans deux mois ne sera plus en fonction, au moins pour un certain nombre d'entre eux, puisque, entre-temps, il y aura eu des élections municipales. Mais, Monsieur le Président, très franchement, dans quelle Métropole on travaille comme cela ? Je n'en connais pas.

Monsieur le Président

Dites-moi, Monsieur GRAND, vous avez des absences. Vous avez de nombreuses absences. D'abord, au Conseil de Métropole, que vous quittez fréquemment – c'est pour cette raison que vous ne connaissez pas l'ordre du jour – ça fait trois fois que nous votons cette délibération et que nous en parlons en séance publique. Vous l'avez votée, je pense, dans l'ancien mandat, non ?

Jean-Pierre GRAND

Pardon ?

Monsieur le Président

L'artiste choisi, vous l'avez voté dans l'ancien mandat. Vous n'y étiez pas peut-être ?

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Donc, je vais m'appuyer sur l'article de Midi Libre qui a été publié je ne sais pas quand mais il y a longtemps et que vous avez dû lire. Monsieur EL KANDOUSSI, répondez au Sénateur.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Abdi EL KANDOUSSI

Il ne faut pas trop remuer ce dossier. Pour information, l'artiste Miss.Tic a été sélectionnée en octobre 2013 c'est-à-dire dans les six mois de campagne électorale. À l'époque, avec Philippe SAUREL candidat, nous avons soulevé le problème en indiquant qu'il ne fallait pas communiquer sur tous ces éléments sinon cela pouvait faire partie des comptes de campagne.

Monsieur le Président

Sauf que, Monsieur GRAND, nous, nous n'utilisons pas la voie juridique. Nous faisons de la politique, nous ne passons pas notre vie dans les prétoires.

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas.

Abdi EL KANDOUSSI

Premièrement : Miss.Tic et l'annonce en pleine période électorale. Ensuite, Miss.Tic a été payée 66 000 €. Vous avez plusieurs articles dans la presse puisqu'elle s'est exprimée. Elle a été rémunérée en totalité. De plus, la proposition de Miss.Tic, c'était l'habillage extérieur mais également les aménagements intérieurs qui, normalement, devaient avoir un coût très important. La proposition de la Métropole de Montpellier, aujourd'hui, c'est de travailler sur l'habillage extérieur. Les aménagements intérieurs seront comme ceux des trams actuels ce qui permet de baisser les coûts parce que systématiquement quand vous faites des aménagements spécifiques à chaque rame, cela coûte tout d'abord plus cher et ensuite, on ne peut pas réutiliser le matériel de la ligne 1 sur la ligne 3, sur la ligne 4 et certainement sur la ligne 5. Cela aussi est important à soulever. Ce sont donc des économies très importantes en gardant le mobilier intérieur comme dans les rames précédentes. La validité de l'offre de Miss.Tic est tombée puisqu'elle était valide un certain temps. Cela ne vous a pas échappé, nous avons souhaité reprendre la DUP. C'est pour cette raison que cela a été un peu plus long. Les travaux ont démarré. Les acquisitions ont commencé. Nous ne sommes donc pas venus défoncer les propriétés ni les clôtures des Montpelliérains et des habitants des communes traversées par la ligne 5 sans leur accord. Nous faisons les choses par étapes. Et, surtout, aujourd'hui, elle est financée, ce qui n'était pas le cas à l'époque, sans augmentation lourde des impôts. Les élus n'ont pas augmenté les impôts ni à la Ville ni à la Métropole. Nous pourrions donc financer cette ligne sans augmenter les impôts. Voilà, j'en ai fini.

Monsieur le Président

Je crois que la réponse est complète. Monsieur MOURE et après Monsieur RICO.

Jean-Pierre MOURE

Juste un complément par rapport à ce que vient de dire Monsieur EL KANDOUSSI et aux précédents intervenants. 60 000 € correspondent à l'indemnisation qui a été versée et votée à l'artiste qui avait été retenu, Miss.Tic. Comme le dit Monsieur EL KANDOUSSI, ce n'était pas le montant correspondant à l'habillage complet de la ligne 5 puisque l'aménagement intérieur était également prévu comme il était prévu – ça, vous ne le dites pas – lors de la ligne 3, lors de la ligne 4, avec LACROIX notamment qui avait été l'artiste retenu. Donc, l'appel d'offres complet aurait amené à ce coût normal et il amènera un coût normal après le choix qui sera fait pour la nouvelle robe du tramway.

Ensuite, concernant l'histoire de la campagne électorale. Cela n'a rien à voir avec la campagne électorale puisque nous étions dans le prolongement de la validation de la ligne 5 qui a été votée quasiment à l'unanimité sauf un ou deux élus qui sont certainement ici ce soir. Nous étions donc dans le prolongement d'une opération qui allait démarrer sur le budget de l'année à venir puisque c'était calé sur les quatre ans et que le financement séquencé de la ligne 5, reposant bien entendu sur des options totalement différentes de l'investissement public que vous avez mené depuis 2014, aurait permis de le réaliser. Voilà en gros ce que je voulais dire.

Quant au respect des propriétés, vous me permettez de dire que nous n'avons pas de leçon à recevoir de personne puisque nous nous contentons tout simplement, quels que soient les élus en place, de respecter la législation à savoir qu'il y a une commission qui est présidée par le président ou la présidente du tribunal administratif qui sert de coordination par rapport au prix des fonciers, consultations des riverains et démarrage des acquisitions foncières une fois que la ligne est arrêtée, ce qui était le cas. Donc, les deux premières années, nous aurions procédé aux enquêtes et aux acquisitions foncières comme nous l'avons fait pour les quatre lignes précédentes sans aucun problème. Voilà. Point final. Ne dites donc pas n'importe quoi et n'essayez pas d'arranger...

Monsieur le Président

Non, non, pas point final, non. Monsieur RICO puis Monsieur EL KANDOUSSI puis Mademoiselle BODKIN puis je dirai un mot parce que c'est un dossier important. Il ne faut pas raconter n'importe quoi.

Allez-y, Monsieur RICO.

Jean-Pierre RICO

Je vais peut-être commencer par la fin et par parler des acquisitions foncières. Effectivement, la CIA, qui est la Commission d'indemnisation, a été mise en place la semaine passée. La CIA a pour but de régler les problèmes en cas de difficulté. Or, depuis trois mois, je passe mes semaines à signer des acquisitions à l'amiable parce que, aujourd'hui, nous sommes en train de réaliser ces acquisitions à l'amiable avec des propriétaires qui veulent bien vendre parce que cela n'avait pas été fait auparavant.

Intervention hors micro d'un élu.

Jean-Pierre RICO

Cela n'avait pas été fait auparavant. Aujourd'hui, la DUP est liée à la modification du tracé. Toutefois, pour le précédent tracé, la DUP était acquise. Il n'y avait donc pas d'acquisition qui avait été faite. Je passe mes semaines à signer des acquisitions à l'amiable.

Je reviens sur la robe. C'est typiquement une bonne idée citoyenne qui ne coûte rien. Si vous avez vu le projet de délibération... Je vous lis le chapitre.

Monsieur le Président

Non. Ils le liront. Ils savent lire tout de même. Jean-Pierre, laisse-les lire. Il faut qu'ils travaillent un peu.

Jean-Pierre RICO

Tous les droits sont cédés et aucune indemnisation n'est donnée aux candidats à savoir que nous allons choisir une robe qui ne va rien coûter ; pas un centime. C'est une bonne idée citoyenne, parce que ce sont les citoyens qui vont la choisir et elle ne coûte pas un centime si ce n'est après la mise en œuvre. Quel que soit le choix, y compris celui de l'artiste, la mise en œuvre est nécessaire.

Monsieur le Président

Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

J'ai également des éléments qui sont tombés sur mon iPhone, enfin mon smartphone. Je n'ai pas de téléscripteur.

Monsieur le Président

Monsieur EL KANDOSSI, approchez-vous bien du micro et parlez très lentement pour que tout le monde entende très bien.

Abdi EL KANDOSSI

Très bien. Monsieur le Président, chers collègues, à nouveau, j'ai des éléments. Il faut savoir puisque Monsieur MOURE parle à nouveau de l'habillage intérieur... Je reprends. Miss.Tic : 66 000 €. C'est terminé, elle a été rémunérée. Le surcoût des aménagements intérieurs par rame qu'il faut ensuite multiplier par 22, puisqu'il y a 22 rames prévues pour la ligne 5 : entre 100 000 et 200 000 € par rame. Vous multipliez par 22. Je peux vous assurer que nous avons largement économisé les honoraires de Madame Miss.Tic et des 250 rames à venir sur Montpellier et la Métropole. 3,3 millions, c'est le prix d'une rame. Un tram coûte entre 3 millions et 3,5 millions d'euros. Cela veut dire que rien que l'aménagement intérieur prévu sur les 22 lignes vous paye une rame complète de tramway. Ça, c'est le premier point.

Deuxième point : je vous invite...

Intervention hors micro d'élus.

Abdi EL KANDOSSI

Une rame, Madame BRISSAUD. Bref, ce que je veux vous dire c'est que l'économie a été très importante en rémunérant Miss.Tic et en stoppant la mission avec Miss.Tic. Google a de la mémoire. Je vous invite à taper sur Google ligne 5 et vous verrez l'esthétique de la ligne 5 et je vous invite à revenir vers moi en me donnant votre avis. Je parle de la tête des rames et de la robe.

Monsieur le Président

Mademoiselle BODKIN.

Maud BODKIN

Je voulais répondre un peu à Monsieur MOURE parce que, ce soir, nous avons un exemple magnifique de ce qui s'appelle refaire l'histoire. Pour commencer, Monsieur MOURE, vous avez dit dans vos propos que certains, ici présents dans cette assemblée, s'étaient abstenus. Pour être exact, il y en a un qui s'appelle Philippe SAUREL et qui avait voté contre. D'ailleurs, un de vos camarades socialistes avait dit l'exact inverse dans la presse, si mes souvenirs sont bons, Monsieur Christian ASSAF, Président du groupe socialiste à la Région pour ne pas le citer, à l'époque. En fait, ce que vous dites est très intéressant. Il avait dit que Monsieur SAUREL avait voté pour la ligne 5, ce qui était faux.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Maud BODKIN

C'est parce que c'est vous qui parlez de...

Monsieur le Président

Allez-y, Mademoiselle BODKIN.

Maud BODKIN

J'y vais mais je veux prendre mon temps parce qu'il faut bien reprendre la chronologie des choses.

Monsieur le Président

Oui, oui, prenez votre temps. Expliquez tout en détail.

Maud BODKIN

C'est important de reprendre la chronologie. Vous dites quelque chose d'assez intéressant et je crois que c'est un petit peu révélateur de la vision que vous avez de la démocratie. Vous parlez de la ligne 5 en 2017. C'est vrai que c'est ce que vous aviez proposé mais, il y a quelque chose qui s'est passé entre-temps, Monsieur, cela s'appelle les élections municipales et les Montpelliérains ont tranché. Nous n'avons jamais menti aux Montpelliérains sur ce sujet. Que disions-nous à l'époque ? Je m'en souviens très bien. Nous disions qu'il fallait un moratoire sur la ligne 5. Monsieur le Président, à l'époque candidat, a toujours été très clair : pas une roue de tram dans le parc Montcalm. C'était notre engagement. Là, où vous vouliez le faire passer. Je

vois certains de vos collègues autres qui maintenant s'exclament en grands défenseurs du parc Montcalm en disant qu'il faut le préserver. Mais, qui l'a préservé ? Il est assis à cette place et pas ailleurs. Parce qu'avec vous, c'était le tram dans le parc Montcalm. Cela n'a pas été le choix des Montpelliérains. Il faut l'accepter. Cela s'appelle le suffrage universel. Vous avez proposé des choses. Nous en avons proposé d'autres à l'époque et les Montpelliérains ont tranché. Donc, en fait, ce que vous êtes en train de nous dire ce soir, c'est que nous avons respecté nos engagements de campagne. Alors, merci.

Intervention hors micro de Monsieur MOURE.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 59.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique PEREZ et M. Gérard CASTRE.

En modification des dispositions de la délibération du 30 septembre 2019, et suite à un débat en séance de l'Assemblée délibérante, il est proposé que la composition du jury soit fixée comme suit :

- 6 élus de la Métropole ;
- 3 personnalités compétentes : le directeur du Moco, le directeur de l'école d'Architecture, le directeur du musée Fabre.

Le Président propose le jury suivant :

- Monsieur Jean Pierre RICO ;
- Monsieur Bernard TRAVIER ;
- Madame Isabelle MARSALA ;
- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- Monsieur Roger CAIZERGUES ;
- Monsieur Éric PENSO ;
- Le directeur du Moco ;
- Le directeur de l'école d'Architecture ;
- Le directeur du musée Fabre.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à la désignation des membres de ce jury par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix.

Abstentions : 17 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N° 60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N° 2 A LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC TRANSPORTS URBAINS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60 : Transports et Mobilité. Il s'agit de l'avenant n° 2 à la Délégation de Service Public sur les transports urbains. Qui demande des précisions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 61 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – INVESTISSEMENT – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE MONTPELLIER ET JACOU – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 61. Le Vice-Président, Maire de Cournonterral, Monsieur Thierry BREYSSE, vous propose : Investissement – Conventions de fonds de concours entre la Métropole de Montpellier et Jacou. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 62 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE – COMMUNE DE RESTINCLIERES – REQUALIFICATION DE LA ROUTE DE MONTPELLIER ENTRE LA RUE DU PUIT ET LE CHEMIN DU BOIS – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-L. SAVY sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 62 : Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage – Commune de Restinclières – Requalification de la route de Montpellier entre la rue du Puits et le chemin du Bois. Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 63 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AVENANT N°1 A LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'ATTRIBUTION DES SOUS-TRAITES D'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE 1, 2, 3 ET 4 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes V. BARTHAS-ORSAL, J. FRÊCHE et M. C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme I. GIANIEL) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 63 : toujours Monsieur BREYSSE. Il s'agit de la délégation de service public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Qui demande des explications au rapporteur ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 64 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AMENAGEMENT D'UN BARREAU ROUTIER ENTRE LA RD24E2 ET LA RM613 – MODIFICATION DE LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ET FINANCIERE ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET LA MÉTROPOLE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 64 : aménagement d'un barreau routier entre la RD24E2 et la RM613 – Modification de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et financière entre le Département de l'Hérault et la Métropole. Pas de demande d'intervention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 65 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – COMMUNE DE SAUSSAN – ZAC LES HORTS DE VERNIS – PROJET DE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 65 : Commune de Saussan – Zac les Horts de Vernis – Projet de Programme des équipements publics. Qui demande la parole ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Thierry BREYSSE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 66 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ZAC HORTS DE VERNIS – COMMUNE DE SAUSSAN – PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF A LA DESSERTE DES EAUX USEES – AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE SAUSSAN, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET ANGELOTTI AMENAGEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. LANNELONGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 66. Madame GALABRUN vous propose dans la ZAC Horts de Vernis à Saussan le programme des équipements publics relatif à la desserte des eaux usées. C'est l'avenant n° 1 à la convention entre la Commune de Saussan et la Métropole de Montpellier. Qui veut des explications particulières auprès de Madame la première Vice-Présidente de la Métropole de Montpellier, Maire de Saint-Drézéry ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Thierry BREYSSE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 67 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MODERNISATION DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES MAERA – DECLARATION DE PROJET – MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LA COMMUNE DE LATTES – APPROBATION

M. J-P. RICO sort de séance.

Monsieur le Président

Toujours Madame GALABRUN. Affaire 67. Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA – Déclaration de Projet – Mise en compatibilité du PLU de la Commune de Lattes. Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 68 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ACHAT D'EAU POTABLE EN GROS A LA SOCIETE BRL EXPLOITATION DEPUIS LA STATION DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DU CRÈS – AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA RÉGIE DES EAUX ET BRL EXPLOITATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL sort de séance.

MM. N. SEGURA et C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme I. GIANIEL) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 68 : achat d'eau potable en gros à la société BRL Exploitation depuis la station de production d'eau potable du Crès – Avenant n° 1 à la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et BRL Exploitation.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

AFFAIRE N° 69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ALIMENTATION EN EAU DU LEZ – AVENANT N°7 A LA CONVENTION AVEC BRL ET BRLE RELATIVE A LA MISE EN PLACE ET A LA GESTION DES OUVRAGES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRÊCHE et M. A. MOYNIER entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire suivante : Madame Galabrun sur l'alimentation en eau du Lez. C'est l'avenant n° 7 à la convention avec BRL.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP POUR LE RACCORDEMENT A LA STATION D'EPURATION MAERA DES EFFLUENTS DES COMMUNES D'ASSAS ET TEYRAN – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 70 : convention avec la Communauté de communes du Grand Pic-Saint-Loup pour le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents des communes d'Assas et Teyran. Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REALISATION DE TROIS AIRES COLLECTIVES DE RINÇAGE ET DE REMPLISSAGE SECURISEES DE PULVERISATEURS AGRICOLES POUR LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS PAR LES PESTICIDES – AIRE COLLECTIVE DE SAINT-DREZERY / MONTAUD – AIRE COLLECTIVE DE PIGNAN / SAUSSAN – AIRE COLLECTIVE DE COURNONTERRAL / COURNONSEC / FABREGUES – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE LA RÉGION OCCITANIE – APPROBATION

Mme I. MARSALA entre en séance.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 71 : réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides. Madame GALABRUN.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, bonsoir. Ce point est très important puisque nous parlons là de la réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides. Nous avons des aires d'alimentation de captage prioritaire. C'est le cas pour Garrigues basses et Bérange. Dans le secteur Montaud–Saint-Drézéry, nous avons donc un projet qui porte sur une aire de lavage. L'étude d'un projet a été faite pour une implantation sur le projet à Montaud sur une parcelle qui est à moi d'acquisition par la Commune. Elle est actuellement en cours. Ensuite, on est sur le captage prioritaire du Flès. Là, nous avons deux projets : un avec le secteur Pignan–Saussan et un autre avec le secteur Cournonterral, Cournonsec et Fabrègues. Nous sommes donc là dans des demandes de subvention auprès de la Région pour nous aider à financer ces beaux projets.

Monsieur le Président

Merci Madame GALABRUN. Qui demande la parole ?

Je voudrais m'excuser auprès du Président SARKOZY parce qu'il signait son livre à Sauramps et il m'avait convié en avant-première, comme cela se fait de façon démocratique, protocolaire et républicaine. Malheureusement, je n'ai pas pu m'y rendre parce que le Conseil de Métropole étant à 16 heures et sa signature commençant à 15 h 30 – 15 h 45, je n'avais pas le temps de le faire. La dernière fois qu'il est venu, je lui ai réservé l'accueil protocolaire républicain comme à tous les ex-présidents de la République qui viennent à Montpellier. Je sais que certains y étaient et c'est bien comme cela. Enfin, y étaient, ils étaient invités.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE 2018 SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT – RAPPORTS ANNUELS 2018 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE DU SYNDICAT BAS LANGUEDOC ET DU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72 : note liminaire 2018 sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement – Rapports annuels 2018 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne. Qui demande des explications à Jackie GALABRUN-BOULBES ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 73 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT – RÉVISIONS – ADOPTION

Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. JL. SAVY et M. R. REVOL entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 73. Monsieur LEVITA vous propose un vote en autorisations de programme et crédits de paiement. Il convient de réviser le montant des AP relatives à l'espace public et voirie dans le cadre de la décision modificative n° 2. Qui demande des explications au Vice-Président Max LEVITA ? Je mets aux voix.

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur, un certain nombre d'entre nous avons voté contre le budget. Nous nous abstenons donc sur toutes ces modifications.

Monsieur le Président

Vous m'avez bien dit que vous avez voté contre le budget et que, par conséquent, vous vous abstenes sur ces modifications, c'est ça ?

Cyril MEUNIER

Oui.

Monsieur le Président

Très bien.

Cyril MEUNIER

Nous savons très bien que les modifications...

Monsieur le Président

Très bien.

Cyril MEUNIER

Si vous préférez, nous votons contre les modifications. Mais, elles sont à l'intérieur d'un budget. Comme nous avons voté contre le budget, nous nous abstenons sur les modifications. C'est normal. Sinon, nous ne serions pas cohérents avec ce que nous avons dit.

Monsieur le Président

Très bien. Affaire 73 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vais recompter. Il faut que les socialistes votent. Ah, vous ne votez pas.

Intervention hors micro d'une élue.

Monsieur le Président

Ah, je suis obligé de faire une étude au cas par cas.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Abstentions : 19 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 74 : FINANCES – BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET PRINCIPAL – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 74 : budget 2019 – Décision modificative n° 2 – Budget principal. Qui demande des explications auprès de Max LEVITA ? Je mets aux voix.

OK, on refait voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ça y est, vous vous êtes concertés ? C'est compréhensible. Enfin bon, ce n'est pas grave. Sept. Vous votez Monsieur BONNAL ou pas ? Vingt-sept abstentions. Adoptée.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Je refais voter alors. Je vais vous dire : les journalistes ne le voient pas de là où ils sont mais, moi, j'ai ça en face. Je vais donc le faire nominativement. C'est des sémaphores que j'ai. Si je ne vous appelle pas pour voter, vous ne votez pas. Vous dormez pour certains. Levez les mains.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Madame MIRALLES a demandé la parole.

Patricia MIRALLES

Monsieur le Président, comme je vois que Monsieur GRAND demande le chiffre exact, je voudrais tout de même lui dire que tout à l'heure, il a dit qu'il avait devant lui son meilleur Conseiller municipal. Je voudrais donc lui rappeler que ce n'est pas lui le Maire de Castelnau mais que c'est Monsieur LAFFORGUE. Merci.

Monsieur le Président

Ce qui m'interroge à Castelnau, c'est qu'il n'y a jamais de liste Front National au premier tour. Est-ce que vous pouvez me donner une explication ?

Intervention hors micro de Monsieur GRAND.

Monsieur le Président

Est-ce que vous pouvez me donner une explication ? C'est curieux.

Jean-Pierre GRAND

C'est très intéressant, ce que vous venez de dire, Monsieur le Président. Là, vous venez de lancer un appel public...

Monsieur le Président

Rien du tout.

Jean-Pierre GRAND

... Pour qu'il y ait des listes Front National partout.

Monsieur le Président

Je viens de dire la situation de votre commune.

Jean-Pierre GRAND

Nous connaissons vos relations avec Monsieur MENARD. Il y a une histoire en six ans...

Jean-Pierre GRAND

Cela ne m'étonne absolument pas que vous soyez dans cet état d'esprit. Merci de l'avoir dit publiquement.

Monsieur le Président

Pourquoi n'y a-t-il pas de liste Front National à Castelnau au premier tour ? Explication : silence radio.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix.

Abstentions : 28 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 75 : FINANCES – BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 - BUDGET ANNEXE TRANSPORT – ADOPTION

MM. J. VERA et JP. RICO entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 75 : Contre ? Abstention ?

Je refais voter. Je ne vais pas vous prendre de vitesse.

Je refais voter. Ça y est, tout le monde est là ? Est-ce que tout le monde est là ? Comme tout le monde est là, je vais refaire voter l'affaire 75. Qui est contre ? Personne. Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix.

Abstentions : 23 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

AFFAIRE N° 76 : FINANCES – BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire 76 : même chose pour le budget annexe de l'assainissement. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

Abstentions : 20 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N° 77 : FINANCES – BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE – ADOPTION

Mme E. LLORET sort de séance.

M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 77 : budget 2019 – Décision Modificative sur l'eau potable. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix.

Abstentions : 23 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N° 78 : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES – AUTORISATION D'OUVERTURE DES CRÉDITS AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2020

Monsieur le Président

Affaire 78 : budget principal et budgets annexes – Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ça n'a pas de sens, vous dites ? Il faut laisser faire.

Discussion entre les élus.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN ! Ne vous énervez pas, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Je ne m'énerve pas, c'est vous qui m'énervez.

Rires.

Monsieur le Président

Voilà la réalité des choses. Le vrai visage. Ce n'est pas un problème de politique mais un problème de prise de pouvoir sur l'autre.

Hervé MARTIN

N'importe quoi ! N'importe quoi ! Mais, c'est délirant !

Monsieur le Président

C'est ce que vous venez de dire.

Hervé MARTIN

J'ai dit que vous m'énervez.

Monsieur le Président

Oui. Faites de la politique.

Hervé MARTIN

C'est un vrai scandale la façon dont vous présidez cette séance. J'ai le droit de le dire.

Monsieur le Président

Monsieur Martin. Vous en faites une affaire personnelle, Monsieur MARTIN.

Intervention hors micro de Monsieur MARTIN.

Monsieur le Président

Si, vous l'avez dit.

Hervé MARTIN

Non, ce n'est pas vrai. J'ai dit que votre façon de présider cette séance depuis un quart d'heure est un vrai scandale !

Monsieur le Président

Monsieur Martin, vous avez perdu les élections, je n'y peux rien. Vous avez perdu les élections et maintenant vous êtes derrière le Front national, je n'y peux rien.

Intervention hors micro de Monsieur Martin.

Monsieur le Président

Eh voilà. Ce n'est pas ma faute. Ce n'est pas ma faute.

Hervé MARTIN

Nous avons entendu l'appel que vous avez lancé pour des listes Front national dans toutes les villes de la Métropole.

Monsieur le Président

Oh, arrêtez ! Monsieur El Kandoussi, vous voulez dire quelque chose ?

Abdi EL KANDOUSSE

Oui. Je voulais dire que sous la présidence de Philippe SAUREL, au début de mandat, il y avait trois élus Front national à la Ville et nous n'en voyons plus aucun. Ici, ils sont normalement deux et il n'y en a aucun. Nous sommes donc, tout de même, meilleurs que vous pour combattre le Front national.

Monsieur le Président

À ce propos, Madame DELGA a fait contre moi une incise terrible dans Métropolitain. Elle m'a traité de tous les noms d'oiseaux et elle a expliqué qu'à Montpellier, on ne luttait pas contre l'extrême droite. Bon. Je vais rappeler à Madame DELGA les résultats des dernières élections. J'espère qu'elle n'en prendra pas ombrage mais, enfin, il faut tout de même dire la vérité aux gens ; on ne peut pas raconter n'importe quoi en permanence. À Montpellier, aux dernières élections européennes, le Rassemblement national est arrivé troisième avec 15 % des suffrages. À Martres-Tolosane, dont elle a été Maire, dont elle est encore peut-être élue – je ne sais pas –, qui est en tout cas son fief : 31,94 % et elle me fait des leçons ! Qu'elle commence à balayer à Martres-Tolosane et qu'elle s'occupe de Béziers, de Frontignan, de Lunel, de Mèze, etc., etc. Et si, à Béziers, le PS ne s'était pas maintenu au deuxième tour...

C'est une vieille histoire, la capillarité entre le PS et l'extrême droite. Ne m'obligez pas à la raconter.

Hervé MARTIN

C'est scandaleux.

Monsieur le Président

Ne m'obligez pas à la raconter, je vous en supplie, parce que je me ferai mal à moi-même en la racontant parce que j'ai beaucoup d'affection pour le socialisme – pas pour le Parti socialiste actuel qui est lamentable – et pour les militants.

Ensuite, nous passons à l'affaire 80. 79. Madame FRECHE, par pitié, vous avez expliqué l'autre fois dans un article magnifique que j'ai lu que Georges FRECHE était consensuel.

Intervention hors micro de Madame FRECHE.

Monsieur le Président

Vous l'avez écrit. On ne va pas régler ça. Je vous aime bien.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

Abstentions : 16 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Rosy BUONO, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND.

AFFAIRE N° 79 : FINANCES – BUDGET ANNEXE TRANSPORT – SUBVENTION DU BUDGET PRINCIPAL – EXERCICE 2019 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 79 : budget annexe des transports. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

Abstentions : 18 voix.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Anne BRISSAUD, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

AFFAIRE N° 80 : FINANCES – OPÉRATION ANNUELLE DE REPRISE ET DOTATION DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS – PRINCIPES ET MONTANT 2019 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80 : opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019. Contre ? Abstention ? Pas d'abstention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 81 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE D'AFFECTATION DES BIENS NÉCESSAIRES A L'EXERCICE COMPTABLE DE LA COMPÉTENCE EAU À LA RÉGIE DES EAUX – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 81 : procès-verbal comptable d'affectation des biens nécessaires à l'exercice comptable de la compétence Eau à la Régie des Eaux. Qui demande la parole ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 82 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE PIGNAN NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AVENANT N° 1 AU PV COMPTABLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 82 : procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Pignan nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande la parole ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 83 : FINANCES – TARIFS POUR MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 83 : tarifs pour Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande la parole au rapporteur Max LEVITA ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 84 : FINANCES – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT – COMPLÉMENT EXERCICE 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 84 : Finances – Attribution d'une subvention d'un montant de 1 220 € à l'association Amicale des retraités de la TaM. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 85 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS – EXERCICE 2020

M. KRZYZANSKI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 85 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique Environnement et Transports. Pas de demande d'intervention ? Monsieur PETIT.

Éric PETIT

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais seulement signaler que je suis secrétaire d'une association qui s'appelle Demain c'est aujourd'hui à Saint-Jean-de-Védas qui gère aussi le Répare café de Saint-Jean-de-Védas, premier du nom en Occitanie, au demeurant. Pour deux raisons, je ne participerai pas au vote : un, parce que nous travaillons régulièrement avec le Répare café grand Montpellier. J'ai une petite déception à savoir que le Répare café de Saint-Jean-de-Védas n'ait pas le droit à une petite subvention comme celui de

Montpellier et comme celui de Pérols. Merci. Je ne participerai pas au vote, si cela ne vous dérange pas.

Monsieur le Président

Donc, vous ne participez pas au vote, c'est ça ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Eric PETIT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 86 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE URBANISME ET HABITAT – EXERCICE 2020

M. A. EL KANDOUSSI sort de séance.

M. KRZYZANSKI entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 86 : Monsieur LEVITA vous propose les attributions de subventions dans le cadre de la thématique Urbanisme et Habitat.

Ces subventions font partie du budget ? Parce qu'il faut s'abstenir à ce moment-là.

Max LÉVITA

Non, non. Monsieur le Président, vous avez décidé que nous ne votons pas le budget 2020. C'est pour cette raison...

Monsieur le Président

D'accord. Compris.

Max LÉVITA

C'est pour cette raison qu'il y en a qui se sont abstenus, ce qui est complètement absurde. Donc, nous ne votons pas le budget 2020. Néanmoins, la Métropole doit fonctionner au moins jusqu'au 23 mars. Il est donc nécessaire de prévoir. C'est ce que nous prévoyons. Deuxièmement, il y a des associations qui ne peuvent pas attendre le 23 mars. Nous décidons de reconduire à l'identique pour toutes les associations qui ont déposé leur dossier le montant de 2019 en 2020.

Monsieur le Président

Parfait.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Vous êtes d'accord mais vous avez voté contre.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 87 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – EXERCICE 2020

Monsieur le Président

Affaire 87 : Madame MARION vous propose les attributions de subventions dans le cadre du Développement économique.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Fabien ABERT, M. Jean-François AUDRIN, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Gérard CASTRE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOUL, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix.

AFFAIRE N° 88 : LOGEMENT – FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL) – ACTIONS LOGEMENT 2020 – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 88 : Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) – Actions Logement 2020 – Attributions de subventions.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 89 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES – EXERCICE 2020

Monsieur le Président

Affaire 89 : cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 90 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – POLITIQUE DE LA VILLE – CONSEILS CITOYENS – ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2020 – APPROBATION

Mme V. PEREZ (avec le pouvoir de M. G. CASTRE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 90 : Madame YAGUE – Politique de la ville – Conseils citoyens – Attribution de subvention. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 91 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE POLITIQUE DE LA VILLE – EXERCICE 2020

M. J-L. SAVY sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 91 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique Politique de la ville. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 92 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE TRANSITION ÉNERGETIQUE – EXERCICE 2020

M. A. EL KANDOUSSI entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 92 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition énergétique.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 93 : CULTURE – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE CULTURE – EXERCICE 2020

Monsieur le Président

Affaire 93 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique Culture.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jérémie MALEK, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix.

AFFAIRE N° 94 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE SPORTS – EXERCICE 2020

Mme V. PEREZ (avec le pouvoir de M. G. CASTRE) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 94 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique Sports.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, comme l'a si bien expliqué Max LEVITA, il s'agit de reconduire les subventions pour permettre le fonctionnement des associations et des clubs sportifs jusqu'à la fin de la saison sportive donc jusqu'au mois de juin. C'est à l'identique par rapport à la subvention 2019.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEISSONNIER. Madame BARTHAS.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Vous pouvez faire voter ? J'aimerais intervenir après, s'il vous plaît Monsieur SAUREL, sur un autre thème. Il y a des choses qui me chatouillent.

Monsieur le Président

Allez-y.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Monsieur PETIT n'a jamais fait de demande de subvention. On ne va pas lui en donner une. C'est tout simple. C'est le b.a.-ba, Monsieur SAUREL. Le b.a.-ba.

Monsieur le Président

Ne m'engueulez pas moi !

Valérie BARTHAS-ORSAL

Je n'étais pas partie en juillet mais j'étais ahurie par ce que j'entendais.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 94.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 95 : RESSOURCES HUMAINES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE RESSOURCES HUMAINES – EXERCICE 2020

Mme E. LLORET et M. J-L. SAVY entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 95 : attributions de subventions dans le cadre de la thématique Ressources humaines. Madame Illaire.

Régine ILLAIRE

Si vous le permettez, je voudrais faire une réponse à Monsieur BONNAL suite à l'affaire de samedi du précédent Conseil où je n'étais pas là. Cela concerne l'évolution de la subvention attribuée au CASSC. Entre 2014 et 2020, la subvention attribuée par la Métropole au CASSC a évolué de plus de 65,5 % pour un montant qui est passé de 475 000 € en 2014 à 785 169 € en 2020 dans l'attente du vote du budget primitif 2020. Cette évolution est conforme à l'évolution du nombre d'adhérents qui a progressé dans le même ordre de grandeur (69 %) notamment par la prise en compte des nombreux transferts de personnel liés aux transferts de compétence mais également par le fait des mutualisations. À titre d'exemple, entre 2015 et 2016, alors que le nombre d'adhérents a fortement progressé du fait de ce transfert de compétences (voirie, espace public), le budget annuel alloué par adhérent est passé de 265 € à 270 €. Entre 2017 et 2018, au plus fort du processus de mutualisation, le montant de la subvention a évolué de 16 % alors que le nombre d'adhérents de seulement

12 %. Globalement, il est à noter que depuis de nombreux exercices le montant attribué par la Métropole répond à la demande annuelle du CASSC dans le cadre du budget primitif ou des budgets supplémentaires. Merci.

Monsieur le Président

Merci pour cette précision. Monsieur BONNAL.

Pierre BONNAL

Une simple réponse. Merci, cela correspond à ce que j'attendais. Il y a un autre point plus ennuyeux. Je ne sais pas trop où le placer et vous m'en donnez la possibilité. En 17 ans de mandat comme Vice-Président, jamais, jamais je n'ai cité le nom d'un agent publiquement que ce soit sur le papier, que ce soit oralement ici, que ce soit à l'extérieur, que ce soit sur les réseaux sociaux. Je n'ai pas du tout aimé ce qui est sorti sur l'actuel Vice-Président du CASSC. Si vous avez un problème quelconque avec le CASSC, vous avez la Présidente là. Les agents et les syndicats sont ravis de leur Présidente comme je pense qu'ils l'étaient un peu de moi. Là, je fais un peu le modeste.

Je pense qu'il faut savoir comment cela fonctionne. Le CASSC ne s'occupe pas des tigres de Médrano. C'est faux. Médrano apparaît dans une liste générale de sociétés qui proposent toutes sortes de spectacles. Ils vous proposeront un chanteur comme ils vous proposent un cirque avec des lions. C'est tout. Si vous allez là-dessus, et les gens peuvent y aller, c'est ouvert, c'est ça l'informatisation. Je voulais donc dire que je n'avais pas aimé cette intervention. Je suis désolé, chers collègues, mais vous êtes un peu nombreux à toujours retwitter. On ne sait plus où on en est et d'ailleurs on ne lit plus rien. Enfin, c'est mon cas. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire, Monsieur le Président. Après, tu en fais ce que tu en veux.

J'estime que nous ne sommes pas – élus et même Vice-Présidents – des cadres. Les cadres, c'est Christian FINA. Point. C'est tout. Ne nous mêlons pas de points de détail de gestion. Ce n'est pas notre rôle. Nous ne sommes pas « indemnisés » pour cela. Je ne veux pas donner une leçon quelconque mais laissez agir l'encadrement, laissez agir les services. Que je sache, ils travaillent bien. D'autant plus, qu'ils sont élus. Nous sommes tous élus par – c'est le cas de le dire – nos électeurs. Toutefois, eux aussi sont élus par leurs électeurs et donc, ils rendent compte à leurs électeurs. Ils n'ont pas de hiérarchie. Qui plus est, le CASSC est quelque chose de très particulier. Il n'y a justement pas de hiérarchie. Ce n'est pas Christian FINA leur « patron ». Leur patron, c'est Madame la Vice-Présidente en charge des ressources humaines. Voilà. C'est tout. Je voulais juste faire ce rappel. Je ne rentre dans aucune polémique. Je ne répondrai à rien. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci aux deux pour leurs interventions. Je mets aux voix l'affaire 95.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION – AFFECTATION DE SUBVENTION – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMPAGNIE AUTRE MINA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 78 : affectation de subvention – Approbation de la convention de partenariat avec la Compagnie Autre Mina. Pas de demande d'intervention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 97 : RESSOURCES HUMAINES – INSCRIPTION DES DÉPENSES ET DES RECETTES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT MUTUALISÉE VILLE ET MÉTROPOLE DE MONTPELLIER AVEC LE FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHFP) POUR LA PÉRIODE 2020-2022 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 97 : inscription des dépenses et des recettes dans le cadre de la convention de partenariat mutualisée Ville et Métropole de Montpellier avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). Qui demande des précisions auprès de Madame ILLAIRE ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 98 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE METROPOLE-VILLE DE MONTPELLIER – DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL – CREATION D'UN SERVICE COMMUN ASSEMBLEES ET VIE DES INSTITUTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. DASYLVA et M. E. PETIT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 98 : Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier – Direction du Secrétariat Général – Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND a demandé la parole puis Monsieur MEUNIER. Donc, c'est Monsieur GRAND ou c'est Monsieur MEUNIER ? C'est pareil. Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

La question est très simple : nous sommes à deux mois des municipales, nous voudrions savoir à quoi cela sert et combien ça coûte.

Monsieur le Président

Madame ILLAIRE.

Régine ILLAIRE

Il s'agit de la création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions. En fait, ce sont deux services qui travaillent depuis deux ans à côté avec la même direction. Il y a une réelle cohérence à mutualiser les deux services pour un service maximum.

Monsieur le Président

Merci Madame ILLAIRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 99 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET VILLE DE MONTPELLIER – ÉLARGISSEMENT DU SERVICE COMMUN DE LA DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES – AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PETIT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 99 : Métropole et Ville de Montpellier – Élargissement du service commun de la Direction des

Relations Internationales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 100 : RESSOURCES HUMAINES – REMUNERATION – PRIME DE RESPONSABILITÉ DES EMPLOIS ADMINISTRATIFS DE DIRECTION – REMISE GRACIEUSE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 100 : rémunération – Prime de responsabilité des emplois administratifs.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 101 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DES MODALITÉS DE RÉALISATION D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET DE MISE EN ŒUVRE DES COMPENSATIONS ET INDEMNISATIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 101 : ressources humaines – Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnités.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 102 : RESSOURCES HUMAINES – REGIME INDEMNITAIRE – MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 102 : régime indemnitaire – Modalités d'attribution de la part complémentaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 103 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 103 : modification du Tableau des Emplois et des Effectifs. Toujours Madame Illaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 104 : HORS COMMISSION – CONTRAT TERRITORIAL (2018-2021) ENTRE LA RÉGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – PROGRAMME OPÉRATIONNEL 2019 - APPROBATION

Mme T. DASYLVA entre en séance.

MM. H. MARTIN et E. PASTOR (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 104 : Contrat Territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. C'est le programme opérationnel. Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, les projets retenus pour 2019, en accord avec la Région et la Métropole, sont détaillés dans ce rapport. Je vois dans ces projets l'extension du domaine tennistique de la Ville de Pignan. Vous disiez lors du dernier Conseil que tout se faisait de façon administrativement organisée. C'est le cas dans ce rapport puisque nous nous apercevons, comme je l'avais dit l'autre jour, lors du dernier Conseil, que la Région nous a aidés à hauteur de 232 000 € – l'aide nous a été notifiée – le Département à hauteur de 77 400 € – l'aide nous a été notifiée –. Je vois que la Métropole va nous aider à hauteur de 10 % pour un montant de 154 800 €. Lors du dernier Conseil, il s'agissait bien de l'affaire 119, comme je l'ai dit tout à l'heure, vous avez octroyé une aide à la Commune de Pignan de 30 000 € pour le complexe tennistique. Est-ce que ces 30 000 € sur fonds de concours sont un petit supplément, une petite gratification, ou est-ce qu'ils vont être déduits des 154 800 €, ce qui voudrait dire que vous allez prochainement nous verser le complément à savoir 124 800 € ?

Monsieur le Président

On va demander aux services techniques de répondre à votre question. Vous nous avez dit que 30 000 € ou 20 000 € n'étaient pas suffisants.

Michelle CASSAR

J'ai dit que cela ne représentait que 2 %. C'était mieux que rien et c'est pour cette raison que nous avons voté pour.

Monsieur le Président

Nous vous avons entendue.

Michelle CASSAR

Bien évidemment. C'était mieux que rien. Nous vous avons effectivement demandé une petite gratification...

Monsieur le Président

Nous vous avons entendue.

Michelle CASSAR

... Et vous m'aviez répondu que vous ne pouviez pas, que c'était de l'argent public. Mais, on n'avait pas fait état de ce contrat. On en avait fait simplement état parce que j'avais eu la notification de la Région et du Département.

Monsieur le Président

Je vais vous dire, Madame CASSAR, le contrat n'est pas encore signé par la Région. D'ailleurs, je n'ai pas de nouvelles de l'espace boisé classé qu'ils nous ont pelé. J'ai demandé qu'il soit reboisé parce que, le fin du fin, c'est que tout de même la parcelle qui a été déboisée sans autorisation nous appartient à nous Ville de Montpellier. Il faut quand même le faire. Et, nous n'avons toujours pas de nouvelles.

Michelle CASSAR

Et pour le complexe tennistique ?

Monsieur le Président

Pour le complexe tennistique, pour revenir à des choses pragmatiques, c'est bien que nous ayons pu, au travers de ce contrat territorial, vous aider à hauteur de vos espérances, Madame le Maire.

Michelle CASSAR

Tout à fait. J'en suis très satisfaite.

Monsieur le Président

C'est Noël, comme dit Monsieur LEVITA. Toutefois, je voudrais que nous signions officiellement le contrat avec la Région parce que ce n'est pas possible de faire des choses comme cela. Il faut signer le contrat.

Michelle CASSAR
Mais là, ça veut dire...

Monsieur le Président
On va vous dire car je ne suis pas capable de vous le dire là car cela correspond à des lignes différentes. Il faut le regarder.

Michelle CASSAR
Je voudrais simplement savoir s'il faut que cela soit entériné par une nouvelle délibération ou si, simplement, ce contrat vaut...

Monsieur le Président
Ce sont les objectifs du programme opérationnel me dit Monsieur FINA.

Michelle CASSAR
Vu que la Région nous a déjà notifié et le Département aussi, j'espère que la Métropole...

Monsieur le Président
Oui mais eux ont voté leur budget. Nous, pas encore. Mais, notre intention est de vous faire plaisir.

Michelle CASSAR
Donc, on peut espérer.

Monsieur le Président
Notre intention est de vous faire plaisir.

Michelle CASSAR
Entendu.

Monsieur le Président
Et de faire plaisir au travers de vous à tous les habitants de votre commune, que je salue.

Michelle CASSAR
D'accord. Ce sera bien noté au procès-verbal. Que l'on ne se trompe pas !

Monsieur le Président
Nous vous avons donc entendue.

Michelle CASSAR
Merci.

Monsieur le Président
Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLITAINNE ET ENEDIS RELATIVE A LA GESTION DU PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIÉ ET MUTUALISÉ A GRANDE ÉCHELLE (PCRS MUTUALISÉ) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président
Affaire 105 : Convention de partenariat entre la Métropole et ENEDIS. Pas de demande d'intervention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION – PARC GERARD BRUYERE – ÉQUIPEMENTS D'INTERET METROPOLITAIN – TRANSFERT DU PARC – MODALITES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 106 : Parc Gérard-Bruyère – Équipements d'intérêt métropolitain. C'est le transfert du Parc.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Jean-François AUDRIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION – DÉLIBÉRATION PORTANT OCTROI DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE AU PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

MM. H. MARTIN et E. PASTOR (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 107 : délibération portant octroi de la protection fonctionnelle du Président. Madame GUIRAUD. Je ne prends pas part au vote. Ah, Monsieur GRAND ! Laissez-la exposer l'affaire, Monsieur GRAND. Vous parlerez après.

Isabelle GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues. En vertu des articles L5217-7, L5215-16 et les articles L2123-34 et L2123-35 du Code général des collectivités territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle. Cette protection est accordée, d'une part, lorsque l' élu fait l' objet de poursuites pénales à l' occasion de faits qui n' ont pas de caractère de faute détachable de l' exercice de ses fonctions et, d' autre part, lorsqu' il est victime de violences, menaces ou outrages à l' occasion ou du fait de ses fonctions.

L' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l' autorité territoriale en donnant tous les éléments d' information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L' octroi de la protection fonctionnelle par la Métropole se traduit, outre par une assistance de l' élu, par la mise en œuvre de différents moyens : l' aide au recours au ministère d' avocat librement choisi par lui, la prise en charge des honoraires d' avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations sur justificatifs, la prise en charge des dommages et intérêts alloués à l' élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive ; si la personne condamnée ne s' en est pas acquittée, la Métropole se retournant ensuite contre l' auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées.

En cas de préjudice subi par la Métropole, celle-ci pourra également se constituer partie civile ; recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment.

La protection fonctionnelle accordée n' est pas inconditionnelle. Il appartient à la Métropole de pouvoir apprécier jusqu' à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n' est accordée que jusqu' à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée. Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la Métropole de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil de Métropole étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, mis en cause par des élus métropolitains pour diffamation en raison de la distribution dans des communes de la

Métropole d'une lettre d'information le 18 février 2019 concernant le vote du budget 2019 et des propos tenus lors du journal télévisé de France 3 diffusé le 26 février 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités évoquées ci-dessus à Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'approuver notamment à ce titre les prises en charges financières découlant de cette protection (frais de justice et de représentation, prise en charge des condamnations civiles).

Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame GUIRAUD. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND et Monsieur MEUNIER. Alors Monsieur GRAND, Monsieur BONNAL et Monsieur MEUNIER. Alors attendez, je vais faire la liste : Monsieur GRAND, Monsieur BONNAL, Monsieur ROUILLEAULT, Monsieur MEUNIER, Monsieur REVOL, Monsieur COUR, Monsieur CALVAT et Monsieur EL KANDOUSSI. Je mets aux voix la liste GRAND, BONNAL, MEUNIER, ROUILLEAULT, REVOL, COUR, CALVAT et EL KANDOUSSI. Contre ? Abstention ? La liste est adoptée.

Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Merci Monsieur le Président. Il ne nous échappe pas que nous sommes sur une affaire sensible qui recouvre, en fait, beaucoup d'autres sentiments que je souhaiterais exprimer en cet instant avec, naturellement, la conclusion très précise sur cette affaire.

Monsieur le Président, mes chers collègues, depuis 1983, je siége dans les Conseils de District, d'Agglomération et aujourd'hui de la Métropole, présidés par Georges FRECHE, Jean-Pierre MOURE et vous-même. Chacun comprendra que cette longue période m'a permis pendant plus de 34 ans comme Maire de Castelnau et aujourd'hui comme Conseiller municipal, de me faire une certaine idée du fonctionnement et de la gestion d'une intercommunalité.

La vision, l'anticipation, les réalisations et la cohésion de notre institution, voulues par les présidents Georges FRECHE puis Jean-Pierre MOURE, répondaient aux besoins, aux attentes et aux enjeux d'avenir qui s'imposaient à notre collectivité. Leur gestion respectait les principes de la démocratie locale, la souveraineté de nos communes, la personnalité et la sensibilité de chaque Maire. Elle donnait de notre assemblée une image dynamique et sereine que chaque citoyen est en droit d'attendre. Ces principes, nous ne pouvions imaginer en 2014 puis en 2015 lors de la transformation de l'Agglomération en Métropole, qu'ils seraient contournés, bafoués, piétinés par le Président que nous avons, je crois m'en souvenir, unanimement élu. Il n'est plus aujourd'hui utile de rappeler ou de tenter de corriger les fautes de gestion, les grands dossiers retardés, bâclés ou différés, les rendez-vous manqués et les comportements extravagants. C'est trop tard, le mandat se termine.

La mémoire de Montpellier et des Montpelliérains retiendra que vous n'avez pas eu la vision nécessaire dès lors que Montpellier perdait – et vous n'y êtes pour rien, là – son statut de capitale régionale au profit de Toulouse. Vous aviez alors, l'ardente obligation, Monsieur le Président, d'imaginer, de concevoir et de mettre en œuvre une politique globale audacieuse d'investissement et de services de haut niveau dans tous les domaines pour renforcer l'attractivité de Montpellier, de sa Métropole et enfin de rééquilibrer une concurrence prévisible et impitoyable avec Toulouse. Vous ne l'avez pas fait ; chacun peut désormais en constater les graves conséquences.

La mémoire de Montpellier et des Montpelliérains retiendra aussi votre comportement incompatible avec la démocratie locale, le fonctionnement harmonieux d'une intercommunalité et le respect que le Président d'une assemblée doit aux élus qui la composent. Il n'est pas nécessaire de revenir sur votre décision d'écarter les principales Communes de l'exécutif métropolitain ; cet épisode douloureux a été vécu comme une inexplicable et minable tyrannie locale. Vous avez acté ce jour-là votre discrédit irréparable auprès de ceux pour qui les valeurs de la démocratie ont un sens. Après cela, Monsieur le Président, parader devant la statue de Jean JAURES et mettre son nom à toutes les sauces politiques relève du blasphème et de l'inconscience. Je ne m'imagine pas prôner des idées de l'extrême droite, bafouer la démocratie et déposer une gerbe tricolore au pied d'une statue du général DE GAULLE. Mais, la pire humiliation, Monsieur le Président, n'aura pas

été pour celles et ceux que vous avez fait destituer par un vote de leurs collègues du Conseil municipal. La pire humiliation dans ce mandat aura été pour les élus de nos Communes mais aussi de votre majorité municipale que vos méthodes et votre comportement politique ont incités au silence.

Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, voilà résumé en peu de mots le bilan de votre mandat.

Concernant l'affaire que nous allons examiner, je voudrais justifier mon vote. J'estime que si nous votons cette délibération, qui naturellement ne s'inscrit pas dans le contexte qui a été dénoncé par des Maires, je considère que cela voudrait dire que nous reconnaissons que vous avez le droit de faire ce que vous avez fait, que vous l'avez fait dans l'exercice légal de vos fonctions, ce que nous contestons.

Monsieur le Président

Merci Monsieur GRAND. Monsieur BONNAL

Pierre BONNAL

Il y a une affaire derrière tout cela : plainte, constitution de partie civile, diffamation et autres. Les trois élus qui ont porté plainte ont sorti la caution au tribunal de leur poche ; leurs Communes n'ont pas mis un centime. Nous avons toujours refusé que les trois élus qui ont porté plainte fassent participer leur Commune. Pourtant, c'est devant leur commune qu'ils ont été insultés. Nous ne sommes pas venus sur ce terrain-là. À partir de là, la plainte a été déposée et la justice, manifestement, suit son cours. Je serai court car d'autres vont également prendre la parole. Après tout, et notre collègue de Saint-Jean-de-Védas l'a bien cité, l'article 2123-35 du CGCT nous permet aussi de demander la protection fonctionnelle de la Métropole et il n'est pas dit que nous ne la demandions pas lors du prochain Conseil. Je parle pour les trois élus qui ont avec moi déposé cette plainte. Merci.

Monsieur le Président

Donc, c'est vous qui attaquez... Je ne peux pas prendre la parole donc, je ne dis rien. Et vous demandez la protection fonctionnelle. Je ne dis rien.

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, Pierre BONNAL a parlé au nom des trois élus qui portent cette plainte en diffamation. Il y en a d'autres : il y a celle pour usages illégaux des fonds et prise illégale d'intérêts où nous sommes à plusieurs. Nous avons fait le choix qu'il n'y ait que trois d'entre nous qui portent cette plainte tout simplement parce que la caution qui nous était demandée était de 3 000 € par personne. De façon solidaire, nous avons donc décidé de porter cette plainte en diffamation que sur trois personnes puisque l'ensemble d'entre nous la finance sur leurs deniers personnels.

Dans la lecture faite tout à l'heure par Isabelle GUIRAUD, Monsieur le Président, il est dit que les fautes pour lesquelles la protection fonctionnelle peut jouer sont des fautes qui ne doivent pas être détachables des fonctions de Président. Monsieur le Président, quand vous vous permettez d'écrire des tracts et de les faire distribuer à des fins politiques dans une commune en brocardant la position de certains de vos pairs, puisque nous sommes des Maires comme vous, vous n'êtes pas dans l'exercice de vos fonctions. Quand vous écrivez sept pages dans le journal d'information à des fins politiciennes en dénonçant le comportement que vous jugez anormal de certains de vos pairs, toujours les mêmes personnes, vous n'êtes pas dans vos fonctions. Vous avez pour cela la tribune du groupe majoritaire que vous auriez très bien pu utiliser pour dire tout le mal que vous pensiez de notre position par rapport au budget 2020 sur lequel nous avons voté contre, puisque c'est ce que vous nous reprochez. Encore plus, quand dans une interview, dans une foire ou je ne sais pas où vous êtes, vous traitez vos collègues, nous en particulier, de personnes qui ont un intérêt véral à leur fonction.

Dans ces trois cas, vous n'exercez pas vos fonctions de Président. Donc, les fautes que nous vous avons reprochées et sur lesquelles nous basons la plainte en diffamation sont des fautes qui sont, suivant la loi, détachables de ces fonctions de Président. Donc, à notre avis, vous ne pouvez pas bénéficier de la protection fonctionnelle sur les fautes qui vous sont reprochées puisque ce ne sont pas des fautes qui sont liées à l'exercice de votre fonction. Donc, nous voterons contre cette couverture.

De plus, c'est une affaire entre nous par rapport à la manière dont vous nous avez attaqués. Nous sommes

donc les victimes. Ce n'est pas vous la victime. Nous sommes la victime. Nous portons plainte contre les agissements qui sont les vôtres et dont nous sommes les victimes. Nous vous demandons donc, puisque nous partons en justice, de ne pas engager les fonds des contribuables pour vous défendre. Défendez-vous. Si vous êtes tant sûr de vous, vous ne risquez rien, Monsieur le Président. Si vous pensez être dans votre bon droit, la justice va vous rendre justice et va nous faire rembourser vos frais de justice et nous les rembourserons si la justice dit que vous avez raison. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, ce genre de débat me rend extrêmement triste, vraiment extrêmement triste. Je pense à nos concitoyens qui nous regardent ou, vu l'heure, qui nous regarderont peut-être demain ou après-demain. Une Métropole comme la nôtre, une intercommunalité importante, ne peut fonctionner que si les Maires apprennent à travailler ensemble, à s'écouter, si les gens se respectent. Là, quand les gens se retrouvent devant les tribunaux, plutôt que de se parler, c'est vraiment qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Personnellement, j'aurais tendance, parce que je suis un homme de compromis et de dialogue, à dire que le mieux serait de dire stop à cette procédure judiciaire, que vous, Philippe SAUREL, reconnaissiez que vous avez fait une connerie parce que écrire, par exemple, qu'Éric PENSO avait voté contre parce qu'il était contre le tram 5, c'est une mauvaise plaisanterie politicienne ou que Jean-Pierre GRAND était contre le vote du budget car il était contre la médiathèque de Castelnaud, c'est évidemment une bêtise. Donc, vous avez écrit des bêtises et vous avez eu tort. Vous les avez diffusées, vous avez eu tort. Reconnaissez-le. Je demande en même temps aux collègues qui portent plainte contre vous de retirer leur plainte. Qu'on arrête avec ça, qu'on passe sérieusement aux élections avec l'espoir que le Conseil de Métropole, dans la prochaine mandature, fonctionne de façon plus sérieuse, plus sereine, plus apaisée que celui-ci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Monsieur REVOL.

René REVOL

Lorsque les administrés de notre commune ont ouvert cette enveloppe étrange les 7 et 8 février et ont découvert la façon dont vous traitiez Madame JABADO et moi-même, qui sommes leurs élus légitimes, une colère s'est emparée de beaucoup de ces administrés qui sont venus nous voir pour que nous réagissions et nous demander d'utiliser les moyens municipaux pour pouvoir vous répondre. Nous avons pris le temps de la réflexion, parce que la colère en elle-même n'est pas bonne conseillère. Et, nous avons refusé d'utiliser les moyens municipaux car nous avons établi chez nous une déontologie qui fait que les moyens municipaux ne sont utilisés que pour les questions d'intérêt général. Pour le reste, nous utilisons nos indemnités pour payer les documents nécessaires lorsqu'il y a une polémique politicienne qui commence et qu'il faut assumer. Donc, nous avons répondu à votre lettre, 10 jours plus tard dans toutes les boîtes aux lettres de Grabels et nous les avons payées avec nos deniers personnels. C'est une question de morale publique.

Je comprends bien le souci de conciliation de Monsieur ROUILLEAULT mais il faut être clair : il faut faire respecter les principes et lorsque les principes sont bafoués, il faut avoir le courage de les défendre devant une institution de la République qui s'appelle la justice.

En conséquence, je considère que vous n'avez pas droit à la protection fonctionnelle. Vos indemnités sont suffisamment conséquentes pour que vous puissiez assumer vous-même la défense dont vous estimez avoir besoin, ce qui est votre droit. Lorsqu'à l'époque, j'avais été interpellé dans cette assemblée, lorsque j'avais fait un recours contre la gare de la Mogère dont tout le monde se souvient, en me disant j'espère que tu ne fais pas payer ça par les administrés de Grabels. Bien évidemment, non. Ce ne sont pas les administrés de Grabels qui l'ont payé. Ce recours, je l'ai assumé jusqu'au bout et j'ai perdu, comme vous le savez. Je l'ai payé de ma poche et je trouve cela normal. Je pense que cela devrait se répandre. La protection fonctionnelle joue un rôle. Il faut l'utiliser car les élus peuvent être mis en cause dans des situations difficiles dans l'exercice de leur mandat. Toutefois, il faut l'utiliser avec modération si nous voulons qu'elle soit maintenue à l'avenir pour permettre aux assemblées de la République de se dérouler normalement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Monsieur COUR.

Christophe COUR

J'ai la réponse à ma question. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues, à Jacou comme à Grabels, les concitoyens ont été heurtés par la distribution de ce tract ; heurtés sur le fond – ce tract remettait même en question mon libre arbitre dans cet hémicycle – et sur la forme car il était distribué et rédigé sur fonds publics. Comme à Grabels, nous avons souhaité répondre à la population et la lettre de réponse a été rédigée, financée et distribuée par les membres de mon équipe majoritaire.

En revanche, je n'ai pas souhaité m'associer à la plainte qui était déposée même si, Monsieur le Président, les propos que vous avez tenus m'ont profondément heurté, expliquant que les Maires qui avaient voté contre l'avaient fait parce qu'ils avaient perdu leurs indemnités de Vice-Président. Je n'ai jamais été votre Vice-Président et dire ce que vous avez dit était pour moi extrêmement difficile à admettre.

Néanmoins, je ne suis pas allé judiciaireiser nos relations. Je ne l'ai pas fait et je ne le ferai jamais parce que je considère, comme il a été dit en début de séance, que l'argent public est extrêmement rare et précieux et qu'il doit être utilisé à bon escient. En 2014, quelques heures avant le premier tour des élections municipales à Jacou, mon opposant distribuait un tract dans lequel il écrivait à la dernière ligne, je cite dans le texte : *« Je suis persuadé que les Jacoumardes et les Jacoumards, préféreront voter pour un bon mari et un bon père de famille plutôt que pour un militant de la communauté homosexuelle. »*. Beaucoup de mes administrés et de mes amis m'ont conseillé de déposer plainte. Je ne l'ai pas fait estimant que la meilleure réponse revenait aux citoyennes et aux citoyens de ma commune. Quelques heures plus tard, ils m'élaient avec trois listes au premier tour avec 66 % des voix. Cela a été la meilleure réponse que les citoyennes et les citoyens ont pu faire à ces attaques.

Je pense donc aujourd'hui de la même façon que je n'ai pas déposé plainte, que je ne peux pas voter la protection fonctionnelle car je pense que nous faisons erreur. Je reviens sur ce que disait Monsieur ROUILLEAULT il y a quelques minutes : nous faisons erreur en ayant des relations aussi conflictuelles, Monsieur le Président, et il est urgent de retrouver de la raison dans cette assemblée.

Monsieur le Président

Merci Monsieur CALVAT. Dernier intervenant, Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, chers collègues. Simplement, Monsieur le Président, pour vous dire que le groupe majoritaire vous apporte son soutien et son vote ; un vote contre des affirmations infondées. Les propos qui ont été tenus ont porté atteinte à votre réputation sans fondement. Pour toutes ces raisons, nous vous soutenons pour que vous puissiez vous défendre ; vous défendre en tant que Président puisque c'est le Président de la Métropole qui a été attaqué et lorsque l'on attaque le Président de la Métropole, on attaque l'institution. Il est donc normal que le Président de cette institution se défende à son tour.

Pour mes anciens camarades socialistes, donneurs de leçons ce soir, j'ai été victime très récemment de propos racistes, xénophobes et discriminants et on ne vous a pas entendus. Alors, vos leçons de morale, vous les gardez pour vous.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 107. Qui est contre ? Je ne prends pas part au vote. Nous avons clos le débat. Qui est contre ? Qui vote contre ? Monsieur BONNAL.

Intervention hors micro de Monsieur MEUNIER.

Monsieur le Président

Non mais Monsieur MEUNIER, chacun s'est exprimé.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, c'est juste sur la procédure de vote. Pouvons-nous demander un vote à bulletin secret, s'il vous plaît ?

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, je vous connais par cœur.

Cyril MEUNIER

Attendez, c'est notre droit. Est-ce que vous pouvez faire voter l'assemblée pour un vote à bulletin secret ?

Monsieur le Président

Non. Chacun doit avoir le courage de s'exprimer.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, le règlement propose...

Monsieur le Président

Contre ?

Cyril MEUNIER

... Si nous sommes un tiers à demander un vote à bulletin secret. Monsieur le Président, vous avez la charge de cette assemblée, demandez si un tiers de l'assemblée...

Monsieur le Président

Vous vous êtes exprimés. Je ne demande pas de vote. Non. J'ai la police de l'assemblée. Je ne demande pas de vote à bulletin secret.

Cyril MEUNIER

Mais, c'est le règlement, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Bah, vous me ferez un procès, vous avez l'habitude. Qui est contre ?

Cyril MEUNIER

Le règlement de cette assemblée dit que si un tiers demande le vote à bulletin secret... Demandez, Monsieur le Président, s'il vous plaît, si...

Intervention hors micro d'une élue.

Cyril MEUNIER

Mercredi dernier, je ne vois pas pourquoi je me serais exprimé. Je vous prie de m'excuser mais je ne vois pas de quoi vous parlez.

Monsieur le Président

Je mets au vote.

Intervention hors micro des élus.

Monsieur le Président

Contre la protection. On va les faire un par un. Relevez les mains s'il vous plaît. Vingt-huit.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Vingt-huit. Abstention ? Deux. Adoptée. Je vous remercie.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix.

Contre : 28 voix.

Ont voté contre : M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Michel FRAYSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION ET DE REPRÉSENTATION DES AGENTS ET DES ÉLUS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, AINSI QUE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET D'ACCUEIL DE PERSONNALITÉS EXTÉRIEURES INVITÉES – MODIFICATION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour. Affaire 108 : prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole. Qui demande des précisions sur cette affaire ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

Monsieur le Président

Chers collègues, merci pour le travail en commun que nous avons effectué pendant cette année. Je n'aurai pas la joie de présider le prochain Conseil de Métropole en février. C'était donc pour moi le dernier du mandat. Je voulais donc vous en remercier. Je dois subir une intervention grave. C'est Madame GALABRUN-BOULBES qui présidera. Je voulais donc vous remercier pour ce travail qui était intéressant et riche et vous souhaiter d'excellentes fêtes de fin d'année. Que Noël vous apporte la joie et que le nouvel an soit pour vous une fête. Merci beaucoup.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h40.